

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Le Rôle du Crédit
dans le développement économique
de l'Algérie
depuis la fin de la guerre

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 22 novembre 1929, à 2 heures

PAR

André LEJEUNE

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Président : M. EDGARD ALLIX, professeur

Suffragants : { MM. TRUCHY, professeur
LESCURE, professeur

PARIS

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE & MODERNE

ÉDOUARD DUCHEMIN

L. CHAUNY & L. QUINSAC, Successeurs

18, rue Soufflot (V^e)

1929

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

**Le Rôle du Crédit
dans le développement économique
de l'Algérie
depuis la fin de la guerre**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 22 novembre 1929, à 2 heures

PAR

André LEJEUNE

Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques

Président : M. EDGARD ALLIX, professeur

*Suffragants : { MM. TRUCHY, professeur
LESCURE, professeur*

PARIS

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE & MODERNE

ÉDOUARD DUCHEMIN

L. CHAUNY & L. QUINSAC, Successeurs

18, rue Soufflot (V^e)

1930

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Le Rôle du Crédit dans le développement économique de l'Algérie depuis la fin de la guerre

INTRODUCTION

Tandis que se poursuivaient les préparatifs des fêtes destinées à célébrer en 1930 le centenaire de la prise d'Alger et à mettre en lumière les nombreux progrès que, dans tous les domaines, le premier siècle d'influence française a permis de réaliser dans les trois départements nord-africains, il a paru intéressant d'étudier cette évolution sous un jour particulier et dans un laps de temps plus étroitement limité.

La guerre, en bouleversant les relations économiques entre les peuples, a modifié profondément les rapports qui unissaient auparavant la France à sa nouvelle colonie. L'Algérie, qui avait toujours pu jusqu'alors compter sur la métropole pour lui fournir tous les produits qu'elle ne pouvait obtenir sur son territoire, fut dès lors obligée de tâcher de satisfaire elle-même à ses besoins essentiels. Bien plus, le souci de concourir à la défense de la patrie me-

née, lui fit chercher, en même temps que des palliatifs aux insuffisances de sa production — notamment dans le domaine industriel — les moyens d'apporter son appoint au ravitaillement de la métropole et ceci avec les ressources d'une main-d'œuvre que la mobilisation avait très sensiblement réduite.

Puis le retour à la paix réclama une adaptation nouvelle des forces productives algériennes. De grands besoins étaient nés, du fait que, pendant les hostilités, aucune dépense n'avait été exécutée sans être rigoureusement indispensable. Les réseaux ferrés, l'outillage économique local devaient être reconstitués, améliorés et étendus pour satisfaire à des nécessités impérieuses et légitimes.

Tout ce vaste ensemble, qui fut concrétisé dans les programmes de travaux publics adoptés par les Assemblées locales, ne pouvait être réalisé sans un large recours au crédit. Et l'extension simultanée de l'activité algérienne, tant dans le domaine agricole que dans les diverses autres branches, réclamait également des disponibilités abondantes et peu coûteuses. Dès avant la guerre, le crédit avait été appelé à tenir un rôle important, parmi les facteurs de l'essor économique d'un Etat. Cette influence est allée grandissante, au cours des années qui suivirent la terminaison du conflit et l'accroissement de son intervention se marqua par l'importance des sommes sur lesquelles elle porta, importance qui s'expliqua par le désir d'extension des entreprises existantes et aussi par la quantité con-

sidérable d'unités monétaires que l'inflation mit en circulation.

Parmi toutes les difficultés que rencontra la reconstitution économique de l'Europe déchirée par quatre années de guerre, l'Algérie sut obtenir de la métropole et trouver sur son propre territoire toutes les ressources nécessaires à son développement. Un grand effort lui permit de se créer des disponibilités abondantes dont l'investissement judicieux accrut sa puissance de production et, par là même, augmenta sa prospérité. Dans les différents domaines, de nombreuses innovations furent introduites, le sol fut défriché sur des surfaces plus étendues, l'industrie naissante fut l'objet de soins attentifs et délicats, la population vit s'améliorer les conditions de son existence. Grâce à l'intermédiaire des Banques, des sociétés coopératives de crédit, les fonds désirés furent tenus, là où leur investissement était nécessaire, à la disposition des colons actifs, travailleurs et entreprenants ; l'indigène, lui-même, s'adaptait aux conditions nouvelles de l'existence et recourait à des organismes spécialement constitués pour lui, puis s'adressait aux mêmes institutions que les Européens. Et c'est ainsi que l'Algérie continuait brillamment sa marche vers un avenir prospère.

Montrer le nombre des institutions destinées à répandre à travers la colonie toutes les ressources dont le crédit permettait de la faire disposer ; marquer l'importance des opérations traitées au cours des années qui suivirent la clôture des hostilités et

du simple rapprochement des chiffres extraits de bilans successifs déduire un accroissement constant de leur intervention dans la vie économique algérienne, tel est l'objet de la première partie de cette étude. La seconde partie, d'un caractère plus descriptif, tentera de retracer l'effort que l'utilisation méthodique d'un crédit abondant et facile a permis d'entreprendre et de mener à bonne fin. Ainsi l'Algérie, après avoir victorieusement traversé le temps d'épreuves que fut la guerre, reprend son essor et continue d'accroître la valeur des éléments destinés à assurer son développement économique, tout en contribuant à la prospérité de la France tout entière.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA BANQUE DE L'ALGÉRIE

Le privilège de l'émission pour l'Algérie ne fut pas accordé sans hésitations à une banque spéciale. En effet, dès les premières années de la conquête, le gouvernement avait songé à étendre à la nouvelle colonie les opérations de la Banque de France. La loi du 18 juillet 1845 avait même confié à celle-ci l'établissement d'un comptoir en Afrique du Nord, mais les événements de 1848 en retardèrent l'ouverture et il ne fut fondé, à Alger, qu'en 1850, sous le nom de « Comptoir National d'Escompte. »

Peu après, la politique douanière du gouvernement et la loi du 11 janvier 1850, qui accordait aux produits algériens l'entrée en franchise dans la métropole, amenèrent une augmentation des transactions et par suite un accroissement des besoins de crédit. La nécessité d'un établissement financier indépendant se fit alors sentir et le Comptoir National d'Escompte devint la Banque de l'Algérie, société anonyme au capital de 3 millions. Le Parlement

consacra cette modification par la loi du 4 août 1851, qui instituait une Banque d'Escompte, de circulation et de dépôt, sous la dénomination de « Banque de l'Algérie », banque dont l'organisation, bien qu'appropriée à l'état économique d'un pays neuf, présente des analogies avec celle de la Banque de France (1).

Le capital fut porté à 10 millions en 1861, puis à 20 millions en 1880. Depuis 1907, il est de 25 millions intégralement versés. La moitié de ce capital doit être placée en valeurs de l'Etat français.

Le Siège social, qui était à Alger lors de la fondation, fut transféré à Paris en juillet 1900, au moment de la réorganisation de la Banque. Ainsi, le Conseil d'Administration est soustrait aux influences locales, souvent pernicieuses. Cette situation ne va pas sans soulever des protestations. Au cours de leur session de 1917, les Assemblées algériennes avaient adopté le projet de renouvellement du privilège en spécifiant que « avant toutes choses, la haute administration devait se rapprocher des intérêts dont elle a la garde », c'est-à-dire que le Siège social devait être ramené à Alger. Mais on se heurta au refus du Gouvernement tunisien.

Le Siège de Paris n'est du reste pas ce que l'on pourrait appeler un siège de plein exercice. La Banque ne peut y effectuer toutes les opérations qui consti-

1. R. G. Lévy, *Banques d'Emission et Trésor public*, Paris, 1912, p. 51.

tuent son activité et dont l'énumération limitative est donnée par ses statuts.

Les affaires que la Banque est autorisée à traiter consistent :

1^o A escompter les lettres de change et autres effets à ordre souscrits par des commerçants, par des syndicats agricoles ou autres et par toutes personnes notoirement solvables, ainsi que les traites du Trésor et des caisses publiques.

A escompter les obligations négociables, garanties par des récépissés de marchandises déposées dans des magasins généraux, par des transferts de rentes françaises ou de dépôts de lingots, monnaies, matières d'or et d'argent.

2^o A émettre des billets payables au porteur et à vue, des billets à ordre, des traites ou mandats et des chèques.

3^o A prêter sur effets publics et à faire des avances sur les mêmes valeurs que la Banque de France et, en outre, sur les obligations des chemins de fer de l'Algérie jouissant d'une garantie départementale, ainsi que sur les obligations des départements, communes et établissements d'utilité publique d'Algérie cotées à la Bourse de Paris (1).

A recevoir en compte courant, sans intérêt, les sommes qui lui sont déposées ; exceptionnellement à recevoir en compte-courant à intérêt, les fonds des

1. Il n'existe pas de Bourse de valeurs en Afrique du Nord, bien que la création en soit légitimée par l'accroissement de la fortune mobilière.

établissements financiers ou autres pour la facilité de crédits ouverts sur ses caisses, en vue de travaux d'intérêt public et de dispositions par mandats sur la France.

A recevoir en dépôts, moyennant paiement d'un droit de garde, tous titres, lingots, monnaies et matières d'or et d'argent.

La Banque, autorisée à traiter des opérations de change pour les besoins de sa clientèle, peut également se charger de la transmission des ordres de bourse aux intermédiaires ordinaires. Mais elle ne peut assurer l'émission de titres — actions ou obligations — sans l'autorisation préalable du ministre des Finances.

Un champ d'action aussi étendu est vraiment considérable et l'on comprend aisément l'intérêt que marque la colonie à suivre la marche régulière d'opérations dont le développement est un gage certain de sa prospérité.

Il est normal, pour étudier l'activité principale de la Banque de l'Algérie, de la diviser en trois branches que nous examinerons rapidement, en nous attachant plus particulièrement au mouvement des affaires traitées depuis la clôture des hostilités.

Nous distinguerons donc :

1^o *Les dépôts et les avances sur titres.*

2^o *L'escompte.*

3^o *L'émission.*

I. — DÉPÔTS. AVANCES SUR TITRES.

Les dépôts sont effectués de deux manières :

A. — Dépôts de titres, lingots ou monnaies, en coffres-forts, moyennant paiement d'un droit de garde.

B. — Surtout dépôts de fonds en comptes courants, généralement sans intérêts, comme il est d'usage à la Banque de France.

Si les bilans ne fournissent aucun renseignement sur l'importance des dépôts de la première catégorie, ils donnent au contraire les chiffres précis du solde des comptes courants. Ces chiffres sont assez faibles, par le fait même que les sommes déposées ne sont pas productives d'intérêts.

Les bilans au 31 octobre accusent les chiffres suivants :

1918	51.333.000
1919	58.668.000
1920	57.428.000
1921	56.013.000
1922	42.935.000
1923	51.502.000
1924....	61.401.000
1925	57.406.000
1926	115.679.000
1927	118.729.000
1928 (25 juin)	148.416.000

Le souci de se ménager d'abondantes disponibilités et l'incertitude des placements à long terme semblent expliquer la brusque élévation du montant des

dépôts à partir de 1926, époque à laquelle s'est accentuée la dépréciation de la devise nationale.

Les avances sur titres se font, comme nous l'avons vu, sur les mêmes valeurs que celles admises par la Banque de France et sur des valeurs algériennes du même ordre. Pour les premières, l'avance consentie par la Banque de l'Algérie ne doit pas dépasser la même quotité ; pour les autres, elle ne devra pas excéder les 3/5 de leur dernier cours connu, coté à la Bourse de Paris.

Le compte descriptif de ces opérations, du reste peu importantes, est intitulé « Comptes courants garantis par des nantissements de titres » depuis 1919 et ce pour des raisons d'opportunité fiscale. Il se monte, dans les bilans d'après guerre, aux sommes suivantes :

1918	70.000.000
1919	158.946.000
1920	314.723.000
1921	198.097.000
1922	125.570.000
1923	90.849.000
1924	81.382.000
1925	61.857.000
1926	40.707.000
1927	28.057.000
1928	20.637.985

On constate, en 1919, une forte élévation du montant de ces avances, qui atteignent près de 315 millions en 1920, suivie dès 1921, d'un constant décroissement. La raison en est fournie dans les rapports des censeurs : deux avances provisoires de 20 millions

en 1919 et de 40 millions en 1920 faites au Gouvernement tunisien pour ses dépenses de ravitaillement « le surplus représente principalement les avances consenties à l'occasion des emprunts émis en novembre 1918 et février 1920 » (1).

En effet, la Banque avait facilité le placement de ces emprunts, en accordant des crédits sur les titres émis. Comme les souscripteurs n'avaient pas les disponibilités nécessaires, la Banque leur avançait l'argent et conservait les titres en gage, ce qui gonflait le compte des avances sur titres. A mesure que l'emprunt se classe, ce compte décroît automatiquement. Depuis 1921, l'amortissement s'effectue régulièrement.

II. — L'ESCOMPTE.

L'escompte est de beaucoup la plus importante des attributions de la Banque. Sont acceptés les effets timbrés portant deux signatures, à une échéance maxima de cent jours de vue et payables en Algérie, en France ou à l'étranger, pourvu, dans ce dernier cas, qu'ils soient libellés payables en or ou en monnaie d'argent ayant cours légal en France.

Il suffit que les effets soient revêtus de deux signatures, au lieu de trois comme à la Banque de France. Cela tient à ce que la Banque de l'Algérie, comme toutes les banques coloniales, traite directement

1. Banque de l'Algérie. Comptes rendus des exercices 1918-1919 et 1919-1920.

avec le public. La Banque de France seule, joue ce rôle de banque des banques, dont la fonction essentielle est de réescompter le papier que lui présentent d'autres établissements financiers ayant fourni la troisième signature.

A la fin de 1926, la Banque de l'Algérie avait ouvert 2.830 fiches d'escompte, dont un millier portant sur des sommes inférieures à 40.000 francs, marquant ainsi sa sollicitude envers les petits commerçants. Si la répartition de ces fiches entre les divers territoires dans lesquels s'exerce l'activité de la Banque, n'est pas indiquée par les comptes rendus annuels, par contre, il est possible de connaître le montant total des escomptés réalisés par chaque succursale, dont l'activité est décrite séparément dans les documents annexés aux bilans.

Le mouvement d'escompte des effets algériens, c'est-à-dire escomptés par les sièges d'Algérie et payables par eux, se présente comme il suit, depuis 1918 (1).

	Effets	Pour francs
1918-1919	202.865	1.337.318.048,72
1919-1920	302.614	2.512.240.227,37
1920-1921	329.625	3.710.196.776,43
1921-1922	345.889	3.012.521.914,10
1922-1923	520.740	3.800.963.039,46
1923-1924	658.786	6.793.856.359,38
1924-1925	845.920	7.363.629.247,50
1925-1926	903.799	8.157.669.704,39
1926-1927	897.869	7.906.687.271,52
1927-1928	996.141	8.221.943.752,91

1. Warrants compris.

Pour avoir une plus exacte notion de l'ampleur des opérations intéressant la vie économique algérienne, il faut ajouter à ces chiffres le montant des effets escomptés en Tunisie et payables en Algérie, soit près de 14 millions durant l'exercice 1926-1927.

Nous savons que la Banque ne doit pas admettre à l'escompte de papier à plus de cent jours de vue. Il est pourtant des cas où la créance motivant sa création est à échéance plus lointaine. Aussi le renouvellement peut-il en être accordé. Mais aucun engagement ne doit être pris en escomptant la première valeur, sous peine de la rendre antistatutaire.

Toutefois, ce papier ne doit pas être trop fréquemment renouvelé — il l'est deux fois dans la pratique — et surtout un gage réel, aisément mobilisable, doit en représenter la contre-partie. Il ne peut donc servir qu'à des opérations mercantiles. Sa durée l'a fait dénommer « Papier de campagne » (1).

Etant donné que les crédits ainsi accordés sont de plus longue durée, le taux est généralement supérieur de 1 % au taux courant de l'escompte.

Au mois de mai 1925, le total du papier escompté dans ces conditions atteignait 550 millions.

Indépendamment de l'escompte et de l'ouverture des crédits de campagne, opérations qu'elle traite directement avec les particuliers, la Banque pratique le réescompte, qui intéresse les autres établis-

1. Le crédit ainsi ouvert ne doit pas être confondu avec le crédit de campagne agricole, gagé sur la bonne fin d'une récolte toujours aléatoire. Ce n'est pas non plus une commandite, puisque la banque est libre de ne pas le renouveler à l'échéance.

sements financiers. Ceux-ci, en se faisant ouvrir une fiche de réescompte, s'assurent une réserve de crédit à laquelle ils recourent dans les cas imprévus, ou pour alléger leur trésorerie et faciliter leurs échéances. L'importance des opérations de réescompte dépend donc essentiellement des besoins momentanés de certaines banques et les chiffres qu'elle atteint sont extrêmement variables.

En juillet 1926, les engagements sur papier réescompté se montaient à 279 millions ; au mois d'octobre de la même année, ils s'étaient élevés à 555 millions et ce chiffre fut fixé comme le maximum des cotes de crédit à répartir entre les différentes succursales, ce qui fut fait dans les proportions suivantes (1) :

Alger	302.000.000
Bône.....	36.000.000
Bougie	9.000.000
Constantine.....	24.000.000
Mostaganem	16.000.000
Oran.....	59.000.000
Philippeville	3.000.000
Sidi-Bel-Abbès	500.000
Tlemcem	500.000

Les principales banques titulaires d'une fiche de réescompte à la Banque de l'Algérie sont :

Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, Compagnie Algérienne, Banque Industrielle de l'Afrique du Nord, Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque de Tunisie, Comptoir National d'Escompte, Société

1. Guy Duménil, *La Banque de l'Algérie*. Thèse Paris, 1927, p. 21.

Marseillaise, Barclay's Bank, Banque Populaire d'Alger.

Toutes ces opérations d'avances sur titres, d'es-compte, réescompte et crédit de campagne donnent lieu à la perception d'une rémunération dont le taux a fréquemment varié depuis la fin de la guerre, montant lorsque l'activité de l'Algérie est considérable et que la limite d'émission est sur le point d'être atteinte, descendant quand la production se ralentit et que les besoins décroissent.

Les variations du taux de l'escompte, depuis 1918, sont retracées dans le tableau ci-dessous, les dates indiquées étant celles des délibérations du Conseil.

1915 au 2 mai 1920	5 %
3 mai 1920	6 %
15 mars 1922	5 ½ %
11 mai 1923	6 %
juin 1923	5 ½ %
12 janvier 1924	6 %
19 janvier 1924	6 ½ %
12 décembre 1924	7 ½ %
10 juillet 1925	6 ½ %
3 juin 1926	5 ½ %
juillet 1926	6 %
2 août 1926	7 ½ %
18 décembre 1926	7 %
5 février 1927	6 ½ %
16 avril 1927	6 %
23 janvier 1928 papier s/France ..	4 %
— papier s/Algérie ...	5 ½ %

Afin de marquer avec netteté le caractère local de la Banque de l'Algérie, ses statuts (art. 12) lui interdisent d'effectuer à son siège social les principales opérations que nous venons d'énumérer (1).

1. Le même article lui interdit également d'ouvrir des comptes courants au siège social.

Cette restriction paraît légitime, car l'escompte, les avances sur titres et surtout le réescompte, pratiqués à Paris, se concilieraient assez mal avec le privilège d'émission conféré à la banque dont le caractère est essentiellement territorial et qu'il nous reste à examiner maintenant.

III. — L'EMISSION.

Le privilège d'émission, accordé par la loi de 1851, n'autorisait la Banque à mettre en circulation de billets que pour une valeur égale au plus au triple de son encaisse. Et l'excédent du passif (billets émis, comptes courants débiteurs, dépôts) sur le numéraire en caisse ne pouvait dépasser le triple du capital réalisé (Loi 4 août 1851, art. 6).

Cette double limitation, qui subsiste encore partiellement dans le règlement des banques coloniales, fut supprimée en juillet 1900. Désormais, les billets en circulation ne doivent pas dépasser un certain maximum fixé primitivement à 150 millions et qui atteignait 1 milliard en septembre 1918.

L'élévation du maximum de l'émission ne peut être autorisée que par une loi. Toutefois, cette règle ne fut pas observée durant la guerre et les années qui suivirent. La loi du 5 août 1914, qui instituait le cours forcé et portait la faculté d'émission à 400 millions, autorisait le gouvernement à élever ce maximum par décret rendu en Conseil d'Etat. Il fut fait à plusieurs reprises, usage de cette liberté qui disparut le 30 juin 1926. C'est donc une loi qui, le 6 août 1926,

porta la puissance d'émission à 2.100 millions. Le régime normal était rétabli (1).

Les billets de la Banque de l'Algérie comportent des coupures de 500, 100, 50 et 20 francs. Des coupures plus petites ont été mises en circulation aux époques de cours forcé. C'est ainsi que le billet de 5 francs qui avait circulé entre 1870 et 1880, a fait sa réapparition en août 1914.

Il convient de remarquer que, si la Banque est limitée dans la quantité des billets qu'elle peut mettre en circulation, elle est au contraire libre d'en fixer la qualité, c'est-à-dire la proportion à établir entre les billets algériens et ceux destinés à la Régence de Tunis (2). Le mouvement des coupures effectivement émises, ainsi que leur répartition, figurent dans chaque compte rendu.

Ce droit d'émettre des billets ayant cours légal constitue pour l'établissement qui l'a obtenu un considérable avantage, dont l'usage régulier intéresse la prospérité générale. Aussi les pouvoirs publics ne l'accordent-ils que moyennant le paiement de certaines redevances et la prise de garanties particulières.

La durée primitive du privilège accordé en 1851 à la Banque de l'Algérie était de 20 ans ; elle fut successivement prorogée en 1858, 1880, 1891, 1899,

1. Banque de l'Algérie. Compte rendu de l'exercice 1925-1926.

2. Les opérations de la banque de l'Algérie sont étendues à la Tunisie depuis 1904.

1900. Et la loi du 29 décembre 1918 l'a renouvelée pour une période de 25 ans, jusqu'au 31 décembre 1945. Le privilège expirait, en effet, le 30 novembre 1920.

Au cours des discussions qui précédèrent le vote de la loi de 1918, quatre solutions différentes furent envisagées (1).

1^o *L'institution d'une Banque d'Etat.* Mais le Gouvernement y était nettement opposé.

2^o *L'extension à l'Algérie du privilège de la Banque de France.*

Cette suggestion revient périodiquement.

Elle fut déjà repoussée en 1879, 1897 et 1899. L'exposé des motifs de 1918 l'écarte rigoureusement : la Banque de France a devant elle une tâche immense qu'il paraît inutile de compliquer et d'alourdir en l'obligeant à modifier ses statuts et à constituer une nouvelle section d'opérations ; d'autre part, les intéressés eux-mêmes estiment plus que jamais que le développement de l'Afrique du Nord exige dans sa place actuelle et prochaine le concours d'un établissement adapté à ses besoins, à ses mœurs, à ses usages commerciaux (2).

Le Gouvernement manifestait ainsi sa juste intelligence du rôle de la Banque de l'Algérie, nettement distinct de celui réservé à la Banque de France sur l'étendue du territoire métropolitain. La principale

1. Bonifay, *La Banque de l'Algérie*. Thèse, p. 102.

2. Exposé des motifs du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie (Doc. parl. Ch. Annexe n^o 4172).

attribution de celle-ci est, en effet, d'assurer la circulation monétaire, tandis que la colonie a besoin de son institut d'émission pour lui procurer les capitaux indispensables au régulier développement de tout pays neuf (1).

L'existence d'une banque distincte est du reste conforme à la tendance qui veut donner à l'Algérie une autonomie de plus en plus large. Et la Banque de France aurait dû modifier ses statuts, puisqu'elle n'admet à l'escompte que le papier à trois signatures, et soit accepter les effets à deux signatures, soit créer une section spéciale pour les affaires algériennes.

3^o *Création d'un établissement nouveau.* — Cette opinion fut exprimée devant la Chambre par M. Moutet. Mais M. Broussais fit remarquer que les circonstances rendaient en quelque sorte obligatoire le renouvellement du privilège. Il écartait ainsi une suggestion dont l'utilité paraît contestable.

4^o *Renouvellement du privilège.* — Ce fut en définitive la solution qui prévalut. Mais le Gouvernement était décidé à faire payer par la Banque son privilège le plus cher possible. Aussi des charges nouvelles furent-elles introduites dans l'accord de 1918.

1. Cette différence était particulièrement nette avant la guerre. En effet l'encaisse et la circulation respectives des deux banques atteignaient en 1913.

	Banque de France.	Banque de l'Algérie.
Encaisse	4.614.036.000	65.958.000
Circulation	5.832.295.000	212.320.000

La contre-partie du privilège. Les conditions de 1918.

Le privilège exclusif de l'émission en Algérie et en Tunisie n'est pas accordé gratuitement. L'Etat, qui se réserve un droit de contrôle sur les opérations effectuées, exige en outre de la Banque l'octroi de certains avantages financiers : redevances, avances sans intérêt, partage de bénéfices, sans parler de la perception des impôts résultant de la législation fiscale du droit commun. Le tout constitue pour l'institut d'émission une charge fort lourde, qui a permis d'affirmer que « l'Etat est aujourd'hui son principal associé et le premier bénéficiaire de son activité (1).

Le Directeur général, qui préside de droit le Conseil d'Administration, avec des pouvoirs très étendus, est nommé par le Gouvernement. Il en est de même pour le Sous-Directeur général. Les directeurs de succursales sont nommés par arrêtés du ministre des Finances, sur la proposition du Directeur général, dans les limites du statut du personnel, établi après approbation du ministre des Finances. On peut dire que tout le personnel de la Banque, fonctionnaires et agents, est directement ou indirectement soumis à l'autorité du Gouvernement. De plus, le trésorier général de l'Algérie, les payeurs principaux ou particuliers de Bône, Constantine, Oran, Philippeville, Tlemcem sont de droit commissaires du gou-

1. Compte rendu de l'exercice 1926-1927.

vernement dans les conseils d'administration des succursales de la Banque. En outre, la Banque fournit périodiquement à la direction du mouvement général des fonds des extraits de sa comptabilité, pour permettre au ministre de suivre et de surveiller ses opérations. Enfin, les membres de l'inspection générale des Finances peuvent être envoyés en mission à la Banque de l'Algérie pour y faire des enquêtes prescrites par le Gouvernement (1).

C'est ainsi que M. Chastenet faisait ressortir la participation de l'Etat aux nominations du personnel et son contrôle sur l'Administration ; mesures qui se justifient pleinement, puisque la Banque exerce une fonction publique et tire ses bénéfices d'une concession faite par l'Etat (2).

Le pouvoir de nommer le Directeur général et de le révoquer par décret constitue certainement la disposition la plus efficace. Et l'influence du gouvernement est encore favorisée par la composition du Conseil d'Administration dont les membres présentent toutes garanties.

Formé, en plus du Directeur général et du Sous-Directeur, de neuf administrateurs et de trois censeurs, tous citoyens français, le Conseil est, en fait nommé par le Directeur dont une Assemblée générale, peu nombreuse mais toujours docile, ratifie les décisions (3).

1. Rapport au Sénat de M. Chastenet. Doc. parl. Sénat Annexe, n° 466, année 1918.

2. Saint Germès, *La Banque de l'Algérie et le Crédit pendant et après la guerre*. Thèse Alger, 1925, p. 64.

3. L'Assemblée générale se compose des propriétaires d'au

Le choix judicieux des membres de ce conseil permet que les réunions, qui ont lieu une fois au moins par mois (1) et auxquelles 5 administrateurs et un censeur doivent assister (2) se tiennent valablement à Paris, au Siège social.

Ainsi le Directeur général, maître de l'Assemblée comme du Conseil d'Administration, est lui-même sous la dépendance du Gouvernement. La personnalité de ce haut fonctionnaire a donc une importance considérable pour l'avenir de l'institut d'émission « La Banque de l'Algérie ne vaut que ce que vaut son Directeur » (3).

Afin d'effectuer les opérations qui lui sont permises, la Banque dispose d'un certain nombre d'agences réparties en Algérie et en Tunisie et dont l'ouverture est décidée en accord avec les pouvoirs publics.

Le souci de mettre les services de la Banque aussi près que possible du public qu'elle dessert, motive l'accroissement continu du nombre de ces sièges, qui se divisent en succursales proprement dites et en bureaux auxiliaires. Aussi la convention de 1918, confirmant un accord préalable du 12 décembre 1917 a-t-elle prévu que la banque devrait, dans un

moins 10 actions. Il suffit de la présence de 40 membres réunissant un dixième du fonds social pour qu'elle délibère valablement. A l'Assemblée du 24 novembre 1927, 13.389 actions seulement (sur 50.000) étaient présentes ou représentées.

1. Statuts, art. 48.

2. Statuts, art. 49.

3. Saint Germès, *op. cit.*, p. 67.

délai de 10 ans, porter de 7 à 10 le nombre de ses succursales et de 20 à 25 celui de ses bureaux auxiliaires.

La réalisation de ce programme, méthodiquement poursuivie, était consacrée durant l'exercice 1926-1927 par l'ouverture des bureaux de Bouïra et de Cherchell (1).

Tandis que le contrôle des pouvoirs publics portait sur les opérations traitées par la Banque et guidait son activité, la convention de 1918 stipulait de nouveaux avantages au profit de l'Etat, qui profite ainsi des heureux résultats d'une exploitation qu'il réglemente.

La Banque doit verser à l'Etat une redevance annuelle, payable par semestre et variable avec le montant de la circulation productive et le taux de l'escompte. La modification introduite en 1918 et faisant intervenir le taux de l'escompte parmi les éléments de calcul de cette redevance, doit inciter la Banque à réduire ce taux. La redevance ainsi déterminée ne doit pas être inférieure à 750.000 francs pour l'Algérie (2).

En fait, elle se montait à 5.195.112 francs en 1919 et à 7.800.000 francs pour 1927, après avoir atteint plus de 8 millions et demi en 1921.

Tandis que l'intérêt sur les avances consenties au

1. Compte rendu de l'exercice 1926-1927, p. 24. En 1926, la Banque disposait de 37 succursales et bureaux en Afrique du Nord. Elle assurait l'encaissement sur 2001 places.

2. La régence de Tunis doit toucher une redevance calculée selon les mêmes bases et qui ne peut être inférieure à 150.000 fr.

Trésor est ramené de 1 % à 0,60 %, la Banque consent, pour la durée de son privilège, une avance sans intérêt de 13 millions, ce qui porte à 18 millions le total des avances consenties à l'Algérie sans intérêt (1).

Sur cette avance fixe de 18 millions, 13 millions 1/2 sont destinés à fournir au crédit agricole mutuel les moyens financiers nécessaires à son fonctionnement. Le surplus, soit 4 millions 1/2 est attribué à titre d'avances aux banques populaires et aux sociétés coopératives (Loi du 5 avril 1921, art. 1).

La redevance annuelle doit être affectée (art. 2).

1° Aux sociétés coopératives agricoles.

2° Au crédit individuel agricole à long, moyen et court terme.

3° Aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles.

4° Aux études, expérimentations et vulgarisations agricoles.

5° A la propagande industrielle, commerciale et touristique.

6° Aux sociétés d'habitations à bon marché.

7° A la recherche et à la mise en valeur des richesses artistiques, archéologiques et historiques.

8° Aux instituts de sciences appliquées à l'industrie et à l'agriculture.

La répartition des avances et redevances est faite non par les Délégations financières, comme on aurait pu le croire et comme celles-ci l'auraient désiré, mais

1. La Tunisie bénéficie d'une avance sans intérêt portée à 4 millions.

par le Gouverneur général sur l'avis d'une commission spéciale de 19 membres dont les 7 membres qui ne sont pas de droit ou élus sont nommés pour 4 ans par arrêté du Gouverneur général.

En outre, la loi du 28 juillet 1927 a sanctionné une convention intervenue avec la Banque d'Algérie et aux termes de laquelle celle-ci consentait à la Colonie une avance de 30 millions dont l'intérêt était réduit à 2 % (1).

Enfin l'Etat participe aux bénéfices. Toute répartition de dividende annuel supérieur à 150 francs net d'impôts obligera la Banque à verser à l'Etat une somme égale à l'excédent distribué.

En plus de ces conditions financières destinées à fournir au Trésor de nouvelles ressources, une clause de la convention de 1918 prévoit la participation de l'institut d'émission à la création d'un organisme bancaire destiné à soutenir l'industrie locale. La Banque de l'Algérie s'engageait en effet à apporter son concours moral et financier à la formation d'une Banque Industrielle pour l'Afrique du Nord. Elle lui accordait un don gratuit de 5 millions, ainsi que l'octroi d'un prêt d'une somme égale, consenti sans intérêt, jusqu'à l'expiration du privilège.

L'ensemble de ces avantages accordés à l'Etat en contre-partie de son privilège constitue pour la Banque une charge fort lourde qui s'est encore accrue

1. Sur le montant de cette avance, 18 millions sont destinés au Crédit agricole à long et moyen terme, les 12 autres millions devant être répartis par la commission.

lors du vote de la loi du 28 juillet 1928, instituant la Caisse Foncière Agricole.

Le Gouverneur général est autorisé à emprunter à la Banque une somme de 30.000.000 de francs sous la seule condition que le taux ne soit pas supérieur à 2 %. Cette somme sera remboursée à l'expiration du privilège (1).

Actuellement donc, la dette de l'Algérie envers la Banque se monte à 48 millions, dont 30 seulement portent intérêt.

En 1927, il avait été versé par la Banque de l'Algérie, à titre de redevances et d'impôts divers, une somme totale de 23.577.370 francs, représentant 156 % des sommes distribuées aux actionnaires (2). Le dividende brut était pourtant de 396,14 par titre (3), ce qui montre la vitalité de cet établissement, dont la prospérité marque l'activité économique de nos possessions en Afrique du Nord.

1. Il résulte des prévisions que la réévaluation de l'encaisse métallique autorisée par la loi du 25 juin 1928 permettra, lors du renouvellement du privilège de la Banque en 1945, l'annulation des avances à l'Algérie et à la Tunisie (ensemble 55 millions) et laissera même un bénéfice important (*Vie financière*, 12 juillet 1928).

2. Compte rendu de l'exercice 1926-1927, p. 13.

3. Il a été fixé à 437 fr. 46 lors de l'Assemblée générale des actionnaires statuant sur les résultats de l'exercice 1927-1928. Tandis que le montant des sommes versées à l'Etat était de 25.356.300 francs représentant 158 % des sommes distribuées aux actionnaires.

CHAPITRE II

LA BANQUE INDUSTRIELLE DE L'AFRIQUE DU NORD

I. — CONSTITUTION DU NOUVEL ÉTABLISSEMENT.

LOI DU 29 DÉCEMBRE 1918.

Si nos possessions Nord-Africaines représentent une puissance agricole suffisamment connue, leur développement industriel est bien moins avancé. Le projet d'y créer une banque destinée à favoriser cet essor, fut conçu en France, pendant la guerre. On estimait en effet qu'une industrie algérienne active fournirait à la métropole une aide efficace. Les possibilités économiques de la région apparaissaient du reste comme fort importantes et les faits eux-mêmes semblaient légitimer toutes les espérances. Depuis 1915, année où la balance commerciale de l'Algérie s'était, pour la première fois, soldée par un excédent en sa faveur, le chiffre des exportations dépassait celui des importations. On pouvait donc croire que l'Afrique du Nord tendait à se suffire à elle-même et que ce mouvement favorable devait s'accroître, à mesure que s'accroîtrait le nombre des entreprises prospères.

Tandis qu'en France on pensait que, si l'Algérie avait vu son industrie secondée par les efforts du Gouvernement, elle aurait plus efficacement participé à la défense nationale, en Algérie on admettait volontiers le principe de la création d'une banque destinée à soutenir l'industrie, mais on demeurait hésitant sur les activités à favoriser, ainsi que sur l'ampleur de l'aide nécessaire.

Aussi, au mois de mars 1916, la Banque de l'Algérie décidait-elle de procéder à une enquête, en même temps qu'elle chargeait les Présidents des Chambres de Commerce d'Alger, Oran et Constantine, ainsi que le Président du Syndicat commercial algérien, d'établir un programme d'action.

L'enquête fut conduite par un inspecteur de la Banque de l'Algérie, M. Laboubée, qui publia son rapport en 1917. La conclusion de celui-ci était que « l'Algérie est plus avant qu'on ne le suppose généralement sur le chemin de son évolution industrielle » (1).

Du reste, la guerre avait provoqué un essor factice de la production locale, en éliminant la concurrence étrangère. L'Algérie pouvait ainsi fabriquer des objets autrefois importés et même en exporter vers les pays dont l'activité se trouvait absorbée par les fabrications de la guerre.

Aussi les Chambres de Commerce et les Délégations financières émirent-elles le vœu qu'à l'occasion

1. S. Laboubée, *Notes sur l'industrie en Algérie* (Publication des Chambres de Commerce de l'Algérie). Alger, 1917.

du renouvellement de son privilège, la Banque de l'Algérie fut tenue d'aider à la création d'une banque industrielle (1).

L'institut d'émission, toujours favorable aux intérêts de la colonie, seconda ce projet, dont une lettre adressée au ministre des Finances par le Directeur général fixait les caractéristiques essentielles, dès la fin de l'année 1917 :

« Il est d'ores et déjà convenu que..... la Banque Industrielle aura pour objet principal de faire des prêts à long et à moyen termes aux entreprises industrielles et commerciales de l'Afrique du Nord. Elle ne pourra faire d'opérations d'escompte que dans la mesure nécessaire pour employer ses disponibilités. »

« La Banque Industrielle aura un capital de 10 millions, divisé en 50.000 actions de 200 francs, libérées du quart. Les actionnaires de la Banque de l'Algérie auront un droit privilégié de souscription, à titre irréductible, à raison d'une action de la société nouvelle pour une de la Banque de l'Algérie ; à titre réductible pour le reliquat qui subsistera, après cette première attribution. »

« La Banque de l'Algérie prélèvera en outre, sur ses réserves, une somme de 10 millions qu'elle remettra à la Banque industrielle, savoir : 5 millions comme contribution définitive et 5 millions comme avance sans intérêt pour la durée de son

1. Voir notamment le vœu émis par les Délégations au cours de leur session ordinaire de 1917.

« privilège, soit remboursable le 31 décembre 1945.
« Cette somme de 10 millions formera une réserve
« spéciale qui s'ajoutera au capital actions pour
« déterminer la limite dans laquelle des obligations
« pourront être émises. »

« Le Conseil d'Administration sera nommé par
« l'Assemblée générale de la Banque de l'Algérie,
« avec le droit de désigner à ladite assemblée un
« tiers des administrateurs à élire et l'un des cen-
« seurs. Le surplus du Conseil devra comprendre,
« à concurrence de moitié au moins, soit un tiers de
« la totalité, des notables commerçants ou indus-
« triels de l'Afrique du Nord. Les administrateurs
« communs à la Banque de l'Algérie et à la Banque
« Industrielle ne pourront se trouver en majorité
« dans le Conseil de cette dernière. »

« Le Siège social de la Banque Industrielle de
« l'Afrique du Nord sera à Paris. »

« Le Directeur général de la Banque de l'Algérie
« sera de droit commissaire du Gouvernement au-
« près de la Banque Industrielle. Il aura le droit
« d'entrée à toutes les réunions, tant du Conseil
« d'Administration que de l'Assemblée générale des
« actionnaires. Il pourra exiger communication du
« portefeuille, des livres, des pièces de comptabilité
« et d'une façon générale de tous les documents
« ayant trait aux affaires, tant intérieures qu'exté-
« rieures, de la Société. Il pourra prendre part, avec
« voix délibérative, aux discussions des affaires sou-
« mises au Conseil et demander qu'il soit fait men-

« tion de ses observations au procès-verbal (1). »

Ce sont les termes de cette lettre qui servirent de base aux discussions devant les Chambres, lors du vote de la loi ratifiant le renouvellement du privilège accordé à la Banque de l'Algérie. L'article 8 de la Convention du 14 décembre 1917 était en effet relatif à la fondation du nouvel établissement. Nul n'en repoussait le principe, mais le parti socialiste, représenté par MM. Moutet, Barthe et Jean Bon, émit la crainte de voir la Banque de l'Algérie accaparer les grosses affaires industrielles (2).

Cette prétention semblait fort exagérée. Toutefois le ministre des Finances, prenant en considération le désir ainsi exprimé de ne pas laisser les seuls actionnaires de la Banque de l'Algérie souscrire au capital de la Banque Industrielle, engagea de nouveaux pourparlers avec les représentants de l'institut d'émission et la convention de 1917 fut enfin ratifiée le 29 décembre 1918.

Le capital du nouvel établissement était divisé en actions de 100 francs, libérées d'un quart.

Les actionnaires de la Banque de l'Algérie avaient droit à deux actions de la Société nouvelle pour une de la Banque de l'Algérie.

Le ministre des Finances avait la faculté de décider que le fonds social, fixé primitivement à 10 millions,

1. Lettre du 11 décembre 1917 adressée au ministre des Finances, par M. Moreau, Directeur général de la Banque de l'Algérie.

2. Chambre des députés. Séances des 12 septembre et 10 octobre 1917

serait accru dans une porportion maxima de 33 %. Les actions de ce supplément étaient également de 100 francs et libérées d'un quart. Elles devaient être émises dans le public et profiter d'une prime d'émission de 100 francs (1).

Trois membres du Conseil d'Administration de la Banque de l'Algérie furent alors chargés d'établir les statuts de la nouvelle société, qui fut constituée le 11 août 1919.

Le capital était de 12.500.000 francs, divisé en actions de 100 francs.

100.000 actions étaient réservées aux actionnaires de la Banque de l'Algérie, à raison de deux actions pour une de l'institut d'émission.

25.000 furent émises dans le public, avec une prime d'émission réduite à 50 francs (2).

Toutes ces actions étaient libérées d'un quart.

La Banque de l'Algérie versait à la nouvelle société :
5 millions à titre de subvention ;

5 millions à titre d'avance sans intérêt, remboursable à l'expiration de son privilège.

En compensation, elle obtenait une part dans l'administration de la Banque Industrielle, sans que celle-ci puisse jamais revendiquer la qualité de société filiale (La Banque de l'Algérie tient beaucoup à cette indépendance des deux sociétés, car le nouvel établissement n'aurait ainsi, le cas échéant, aucun droit

1. Lettre de M. Moreau en date du 14 octobre 1918.

2. Lettre du ministre des Finances en date du 8 janvier 1919 et annexée aux statuts de la Banque industrielle.

à se faire soutenir ou renflouer par la banque d'émission).

Le tiers des administrateurs et un censeur, ainsi que la moitié du nombre des commissaires aux comptes sont désignés par la Banque de l'Algérie, dont le Directeur général est commissaire du Gouvernement auprès de la Banque Industrielle. Toutefois, au sein du Conseil de cette dernière, les administrateurs communs aux deux établissements ne doivent pas se trouver en majorité.

Grâce au fonds de réserves constitué par la prime d'émission des actions souscrites dans le public, soit 1.250.000 francs, grâce également aux 10 millions provenant de la Banque de l'Algérie, la nouvelle Société disposait, dès sa fondation, de ressources importantes qui lui permirent de ne pas faire appel à la totalité du capital souscrit. Les actions étaient libérées d'un quart ; le deuxième quart fut appelé en mai 1925 et versé au mois d'octobre de la même année ; le troisième quart, appelé en juin 1928 doit être versé dans le courant du mois d'octobre.

Le Conseil d'Administration, à l'Assemblée générale du 15 juin 1928, exposa les raisons qui l'avaient décidé à recourir au versement de ce troisième quart du capital, plutôt qu'à l'émission d'obligations. La création de celles-ci rentre du reste dans les attributions du Conseil, seul juge de son opportunité. Cependant les statuts prévoient que leur total nominal ne doit pas excéder une somme représentant dix fois le montant cumulé du fonds social et des réserves

de toutes natures. Il peut être conféré à ces obligations toutes sortes de garanties, même hypothécaires (1).

Le bilan au 31 décembre 1927 mentionne les chiffres suivants :

Capital	12.500.000
Réserve légale	428.525
Réserve extraordinaire	7.150.000
Total	<u>20.078.525</u>

Ce total permet donc à la banque d'émettre plus de 200 millions d'obligations. Le Conseil n'a pas encore jugé le temps opportun pour user de cette faculté.

II. — ACTIVITÉ DE LA BANQUE INDUSTRIELLE DEPUIS 1919.

La paix rétablissait des conditions normales dans la vie économique et particulièrement dans l'organisation des transports maritimes, élément vital du commerce extérieur de nos possessions Nord-Africaines. Aussi semblait-il que la nouvelle banque allait travailler dans un milieu économique en plein développement et qu'elle était appelée à jouer, dans la transformation industrielle de l'Algérie, un rôle de tout premier plan.

« Ses statuts, très larges, se prêtent d'ailleurs à toutes les initiatives et lui permettront de s'adapter facilement à toutes les formules nouvelles que suscite l'œuvre de reconstitution économique

1. Art. 17 des Statuts.

« d'après-guerre, qui peut être, si on le veut, non
« moins puissante dans l'Afrique du Nord que dans
« la métropole elle-même. Sa fonction principale
« consistera à distribuer, soit par voie de prêts directs
« à long terme, soit par voie de commandite, les
« fonds qu'elle se procurera par l'émission d'obliga-
« tions, entre les industriels déjà outillés pour aller
« de l'avant. Il s'agit là de toute une organisation
« nouvelle comportant l'intervention de techniciens
« expérimentés, qui auront à étudier les affaires et
« à les suivre, si la Banque a décidé de s'y intéresser.
« C'est un système qui, on le sait, a donné des ré-
« sultats féconds en Allemagne et dont l'application
« dans notre Afrique du Nord nous procurera cer-
« tainement d'utiles enseignements (1). »

Le souci de mettre ainsi à la disposition des industriels une forme de crédit en harmonie avec leurs besoins, n'était pas absolument nouveau en France. C'était la consécration d'un vieux projet, cher aux Saint-Simoniens, que, dès avant la guerre, la Chambre des Députés avait fait sien en votant la création du « Crédit Industriel de France » mais qui n'avait pas, à l'époque, reçu l'approbation du Sénat (2). Les circonstances aidant, ce projet était enfin réalisé dans le cadre plus limité d'un régionalisme bancaire dont la situation géographique de l'Algérie motivait l'application.

1. Supplément à l'*Information* du 24 janvier 1920.

2. Germain Martin, *Les problèmes du Crédit en France*, 1919, p. 227.

La fondation de la nouvelle société fut donc reçue très favorablement. Les ressources dont elle disposait devaient lui permettre de réaliser une œuvre efficace, dont l'ampleur semblait assurée par la grande liberté d'action que lui conféraient ses statuts.

En effet, indépendamment des opérations ordinaires de banque, le nouvel organisme a pour objet, « de prêter son concours à des associations déjà constituées ou à constituer, sous la forme de sociétés « ou de participations de toutes natures, civiles ou « commerciales ; de se charger de la constitution de « ces sociétés, de l'émission de leur capital, du placement de leurs actions et obligations, d'ouvrir « toutes souscriptions qui seraient nécessaires, d'accepter tout mandat de contrôle et de surveillance « sur les opérations, prendre dans les sociétés constituées ou à constituer une ou plusieurs parts « d'intérêt, garantir éventuellement leurs obligations, en un mot de constituer, suivre dans leur « développement, comme actionnaire ou intéressé « de manière quelconque, patronner et contrôler « d'autres établissements commerciaux, industriels, « agricoles ou financiers » (1).

Il est également prévu que la banque peut soumissionner des emprunts, émettre des obligations, créer des magasins généraux, faire l'escompte, ouvrir des comptes courants et faire en général toutes opérations de banque en Afrique du Nord. Cette énumé-

1. Statuts, art. 3.

ration, qui n'est nullement limitative, montre qu'un large champ d'action est offert au nouvel établissement, dont le caractère industriel est nettement accusé par le fait qu'il est autorisé « à rechercher, « obtenir, exploiter toutes concessions ou entre-
« prises de travaux ou services publics, notamment
« en ce qui concerne les ports, digues, routes, ca-
« naux, chemins de fer, tramways, entreprises mi-
« nières, etc... et tout ce qui peut s'y rattacher, direc-
« tement ou indirectement, en faire apport ou ces-
« sion à des Sociétés ou à des tiers, chargés de la
« construction et de l'exploitation... et faire en
« général toutes opérations de prêts, d'avance de
« fonds et toutes autres opérations financières, sans
« exception, comme aussi toutes opérations et entre-
« prises commerciales, agricoles industrielles, mobi-
« lières et immobilières sans exception ».

Quel usage la nouvelle société a-t-elle fait des pouvoirs qui lui furent si largement accordés ? Après dix années d'existence, peut-on dire qu'elle a bien mérité de l'Algérie ?

Véritablement, si les Algériens étaient sincères, en espérant, avec leur Banque, couvrir leur pays de cheminées d'usines (1), ils doivent être aujourd'hui amèrement déçus. Mais leurs espoirs ne reposaient que sur l'ignorance des ressources naturelles et des possibilités économiques de l'Afrique du Nord, dont le développement industriel du temps de guerre était un phénomène temporaire et factice.

1. Guy Duménil, *op. cit.*, p. 94.

Pays essentiellement agricole, l'Algérie est assez mal partagée au point de vue industriel, car elle manque de combustibles et de matières premières.

Il ne faut en effet citer que pour mémoire les 10.000 tonnes de houille extraites en 1926 des mines de Kenadsa et les 1.800 tonnes de pétrole qu'a produites le gisement de Messila (1).

De même les 99 concessions exploitées, sur 140 accordées en 1928, sont insuffisantes à satisfaire aux besoins de minerais d'une industrie prospère.

Aussi les dirigeants de la Banque Industrielle ont-ils parfaitement compris dès le début de son activité, quel rôle était dévolu à leur établissement et quelles étaient les entreprises dont il était permis d'espérer le développement. La lecture des bilans successifs permet du reste de constater qu'il s'est opéré, dans l'utilisation des ressources dont dispose la société, une évolution lente mais continue.

Les participations prises par la Banque dans un certain nombre d'affaires Nord-Africaines et qui figurent au poste « Portefeuille-Titres » sont tombées de la somme de 3.046.000 francs qu'elles atteignaient le 31 décembre 1920 à 679.000 francs au 31 décembre 1927. Les opérations sur effets négociés ont, au contraire, pris une grande extension : durant l'année 1920, elles avaient porté sur près de 35 millions représentés par 5.580 effets, tandis qu'elles se sont élevées à 542 millions, représentés par 65.073 effets, au

1. *Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1926*, p. 328.

cours de l'exercice 1927. Les crédits par acceptation se sont également développés. Leur montant global n'avait pas dépassé 3 millions en 1920, alors que leur solde au 31 décembre 1927 dépasse 20 millions.

Cette diminution du portefeuille-titres explique que les affaires dans lesquelles la Banque Industrielle est intéressée directement soient assez rares. Ce sont des sociétés destinées à la transformation de produits agricoles et des entreprises ayant pour fin la construction, ou encore la distribution d'électricité.

Après l'aide apportée en 1920 à la fusion des deux sociétés Bastos et Ben Turki, les rapports du Conseil d'Administration signalent la participation de la banque à l'augmentation de capital réalisée par la Société des Chaux et Ciments de Rivet-Alger, ainsi que celles accordées à la Société Oranaise de Chaux et Ciments et à la Société d'Electricité de Souk Ahras.

En 1921 « considérant qu'il est dans son rôle de « favoriser l'extension des industries qui traitent les « produits du pays » (1) le Conseil d'Administration apportait le concours de son établissement à la création de la « Société Industrielle de l'Afrique du Nord « pour le traitement des sous-produits de la vigne « et de l'olivier ». De même, il accorda d'importants crédits à la Société Coopérative des tabacs de Bône et, en 1923, à celle des Planteurs de Tabac de la Kabylie.

Sans doute « Les diverses entreprises industrielles

1. Compte rendu de l'exercice 1924.

qui ont fait appel à la Banque Industrielle ont trouvé près d'elle l'appui bienveillant qu'elles lui demandaient », mais la société tout en suivant avec une « attention spéciale » (1) les affaires qui touchent à la Construction et à l'Entreprise accorde surtout son concours aux industries suivantes : « tapis, lièges, « conserves diverses, pêche, minoterie et pâtes alimentaires, matériel agricole et industriel, produits « chimiques et engrais, produits textiles, mines et « carrières » (2).

Et depuis 1926, l'aménagement des forces hydrauliques de l'Algérie est encouragé. La banque a notamment accordé son concours à l'entreprise chargée des travaux du barrage de l'Oued-Fodda, près d'Orléansville, qui doit permettre d'assurer l'irrigation de toute une région de la plaine du Chélif, si souvent éprouvée par la sécheresse (3).

Au cours des hostilités, l'activité de l'Algérie avait pris une orientation qui ne pouvait durer. L'agriculture et les entreprises de construction reprirent toute leur importance, dès que les conditions économiques furent à nouveau normales.

Le Conseil d'Administration du nouvel établissement sut rapidement discerner le sens dans lequel devait agir un organisme créé en des temps pourtant fort troublés. Sa clairvoyance lui fit comprendre que ce n'était pas en cherchant à encourager des indus-

1. Compte rendu de l'exercice 1924.

2. *Id.*

3. *Id.*, 1926.

tries peu en rapport avec les ressources locales mais bien en marquant sa sollicitude pour les entreprises utilisant les produits du sol qu'il pouvait agir conformément aux intérêts de la Colonie.

CHAPITRE III

LES COMPTOIRS D'ESCOMPTE

L'esquisse du rôle joué par l'Institut local d'émission dans la vie économique et financière de la colonie serait incomplète, si une place n'y était réservée à la description des Comptoirs d'Escompte. Ces établissements ont en effet, tout au moins à leur origine « accompagné et suivi la politique de la Banque de l'Algérie » (1).

Sans doute leur période de grande prospérité est surtout celle qui s'étend de 1881 à 1884 et depuis le début de ce siècle leur nombre est allé sans cesse en décroissant, mais les considérables besoins de crédit nés de la guerre ont fourni à ceux qui subsistaient les éléments d'une activité nouvelle, en même temps que leur caractère se modifiait très sensiblement.

S'il existait encore en 1903 une trentaine de comptoirs (2) le Recueil des Valeurs de l'Afrique du Nord n'en mentionne plus que 9 en 1927. Il est vrai que cet ouvrage, fort complet par ailleurs et qui demeure

1. E. Philippar, *L'action des Banques en matière de colonisation agricole dans l'Afrique du Nord*. Communication faite à l'Union coloniale française le 16 décembre 1924.

2. E. Philippar *Contribution à l'étude du Crédit Agricole en Algérie*. Thèse Paris, 1903, p. 122.

le meilleur document sur les sociétés exerçant leur activité en Afrique du Nord, contient ici quelques lacunes, résultant de la répugnance marquée par certains comptoirs à laisser publier ou même à fournir des renseignements sur la marche de leurs opérations.

Depuis la clôture des hostilités, quelques-uns de ces établissements ont dû entrer en liquidation, notamment le Comptoir d'Escompte de Douera, dissous en février 1920, celui de Saint-Cloud et celui de Tizi-Ouzou, fermé en juillet 1922, qui ont été repris par le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie.

Il faut noter que dans la dernière de ces villes s'est ouvert en juin 1923, le Comptoir d'Escompte de la Grande Kabylie, seul organisme de ce genre fondé depuis 1918.

Actuellement douze Comptoirs d'Escompte fonctionnent en Algérie. Ils sont situés dans les localités suivantes (1) : Affreville (2) (1893), Ain Temouchent (1881), Batna (1892), Tizi-Ouzou (Comptoir de la Grande Kabylie) (1923), Guelma (1885), L'Arba (1880), Lourmel (1904), Marengo (1879), Mascara (1881), Medea (1881), Relizane (1880) et Sidi-Bel-Abbès (1880).

Ce sont de véritables petites banques locales, constituées sous la forme de Sociétés anonymes et

1. La date inscrite à la suite du nom de chaque ville est celle de la fondation du comptoir existant en 1928.

2 Le Comptoir d'Escompte d'Affreville possède en outre deux succursales, à Miliana et à Teniet el Haad.

dont le but consistait essentiellement, à l'époque de leur fondation, à faciliter les opérations de crédit agricole, dans des régions dépourvues d'établissements financiers « dont l'action serait nécessairement limitée aux principales villes ou places de commerce, s'ils n'étaient secondés par des institutions plus modestes, fonctionnant dans les centres agricoles ou d'importance secondaire (1) ».

C'était en effet dans le but de permettre aux colons de se procurer auprès de l'Institut d'émission l'octroi des ressources nécessaires que ces sociétés intermédiaires avaient été constituées. Elles devaient accorder au papier agricole la seconde signature qui lui manquait pour être admis à l'escompte par la Banque et assurer, à leur échéance, le renouvellement des crédits ainsi obtenus.

Toutefois les attributions des comptoirs n'étaient pas rigoureusement limitées et ces établissements conservaient la grande liberté d'action qui a permis le développement de certains d'entre eux, après la conclusion de la paix. Leurs opérations consistaient donc, non seulement en crédits aux agriculteurs, sous la forme de crédits de campagne adoptées déjà par la Banque de l'Algérie, mais aussi en ouvertures de crédits ou de fiches d'escompte de papier commercial à des commerçants. Les comptoirs se développèrent du reste de façon différente, suivant la région

1. *Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1886*, par L. Tirman, p. 284.

dans laquelle ils étaient établis. La plupart fonctionnaient avec l'aide de la Compagnie Algérienne ou du Crédit Foncier d'Algérie, sinon avec celle de la Banque.

La période de 1897 à 1900, contemporaine du renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie, a été néfaste aux Comptoirs. L'Institut d'émission, dont les relations avec les établissements locaux dont elle avait favorisé la création, étaient fort étroites, dut régulariser la situation que la crise agricole avait fort compromise. Aussi, avant la guerre, était-il exact de penser que la plupart des comptoirs étaient appelés à disparaître, remplacés par une succursale de l'établissement de crédit qui les avait jusqu'alors soutenus.

Mais leur tâche, assez modeste, s'est sensiblement modifiée, parfois même développée, sous l'empire des circonstances. Les besoins de crédit furent considérables, en Algérie comme dans la métropole. Et cette extension des opérations traitées par ces organismes, tout en rétablissant leur situation, a sensiblement influé sur leur caractère.

A l'origine, c'étaient de véritables institutions de crédit mutuel, dont les clients peu nombreux étaient tous parfaitement connus ; aujourd'hui ce sont de petites sociétés de crédit qui cherchent à lutter, dans le cercle limité de leur zone d'action, contre la concurrence d'organismes financiers plus puissants.

Le Comptoir d'Escompte de Saint-Denis-du-Zig, créé en 1871, dans le département d'Oran et fermé

bien avant la guerre, passe pour avoir servi de modèle à l'organisation de toutes ces sociétés.

Leur capital social était de faible importance et la Banque de l'Algérie, tout en contrôlant les opérations, apportait souvent une aide indispensable à ces organismes qu'elle avait contribué à fonder. Ceux-ci connurent des fortunes diverses et les comptoirs qui ne furent pas obligés d'entrer en liquidation par suite de leur mauvaise gestion au cours des années antérieures à la guerre, paraissent être actuellement dans une situation financière assez brillante.

L'extension de leurs opérations a même conduit la majorité de ceux qui subsistent à augmenter leur capital depuis 1918. Cet accroissement de l'importance des fonds investis dans de semblables établissements est marqué par le tableau suivant qui indique le capital social des comptoirs actuellement existant, tel qu'il était en 1918 et tel qu'il ressort des derniers documents publiés.

On y a joint l'indication des réserves statutaires, extraordinaires, spéciales, etc... ce qui permet de porter un jugement mieux motivé sur la situation financière de ces petites sociétés (V. tableau p. suiv.).

Mais le capital social et les réserves ne constituent pas les seules ressources dont disposent les Comptoirs d'Escompte qui puisent en outre, dans les dépôts confiés par leurs clients, d'importantes disponibilités grâce auxquelles peut être accrue l'ampleur de leurs opérations de crédit et d'escompte

Comptoirs d'Escompte	Capital en 1918 (31 décembre)	Capital en 1927 (31 décembre)	Réserves en 1927 (31 décembre)
Affreville.....	200.000	1.500.000	151.791
Ain Temouchent..	600.000 (1)	600.000 (1)	1.510.482
Batna	160.000	160.000 (2)	344.999 (2)
Guelma	400.000	800.000 ..	56.824
Grande Kabylie ..	Fondé 1923	1.000.000	400.000
L'Arba	200.000	600.000	191.712
Lourmel	85.000	85.000	?
Marengo	500.000	1.000.000	1.288.659
Mascara	300.000	600.000	1.800.000
Médéa	400.000	1.200.000	1.320.000
Relizane	300.000	300.000	1.410.000
Sidi-Bel-Abbès ...	500.000	5.000.000 (3)	9.700.000

L'indéniable enrichissement, au cours des années de guerre, de la colonie devenue exportatrice et créditrice de la métropole, ainsi que la multiplication d'une monnaie fiduciaire dépréciée ont créé en Algérie de grandes disponibilités flottantes, déposées temporairement dans les banques.

Les comptoirs d'escompte ont participé à ce développement et le montant des sommes déposées par leur clientèle atteignait les chiffres suivants au 31 décembre 1918 et à la fin de l'exercice 1927 :

1. Dont un quart versé.
2. D'après le bilan au 31 décembre 1925.
3. Le capital fut d'abord porté en 1921 à 1.500.000 francs puis en 1926 au chiffre actuel. Il n'a du reste été appelé que 2.375.000 francs.

Ce capital est représenté par : 1° 1.500 actions de 1.000 francs dont le premier quart seulement a été versé par les souscripteurs et libérées par la Société en 1919 et 1926 ; 2° 3.500.000 actions de 1.000 francs émises en 1926 sur lesquelles il n'a été appelé que le premier quart.

Comptoirs d'Escompte	Dépôts au 31 déc. 1918	Dépôts au 31 déc. 1927
Affreville	15.987 (1)	3.901.922
Ain Temouchent ...	5.606.087	13.877.073
Batna	1.075.293	4.033.788
Guelma	537.652	3.552.259
Grande Kabylie ...		2.630.374
L'Arba	1.100.629	5.658.776
Lourmel.....	496.875	879.723
Marengo	1.472.523	8.973.136
Mascara	1.624.748	7.659.146
Médéa	1.631.248	12.434.186
Relizane	902.957	4.787.606
Sidi-Bel-Abbès	10.943.907	20.506.057

Les années d'après-guerre ont donc permis aux Comptoirs d'Escompte de trouver des ressources assez abondantes, dont l'accroissement a permis un important développement des affaires traitées.

Comme l'escompte demeure la principale branche d'activité de ces petits établissements, c'est avant tout le mouvement de leur portefeuille qui permet de déterminer l'extension de leurs opérations.

Le total des effets en portefeuille atteignait les valeurs suivantes, à la clôture des exercices 1918 et 1927 (V. tableau page suiv.).

Mais l'escompte du papier agricole n'est pas demeuré le seul mode d'emploi des ressources mises à la disposition des comptoirs. Ceux-ci accordent plus largement les crédits nécessaires à l'extension du commerce local et des petites entreprises régionales. Leur caractère, autrefois si nettement mutualiste,

1. Ce chiffre se rapporte à l'exercice 1919, le Comptoir d'Afreville ayant suspendu ses opérations du 2 août 1914 jusqu'au 1^{er} mai 1919.

Comptoirs d'Escompte	Portefeuille en 1918	Portefeuille en 1927
Affreville	86.407	3.349.846
Aïn Temouchent	385.500	5.468.195
Batna	565.463	3.088.987 (1)
Guelma	351.620	3.361.387
Grande Kabylie		3.545.594
L'Arba	533.044	4.414.800
Lourmel.....	314.115	715.855
Marengo	1.804.592	6.865.347
Mascara	1.768.320	6.805.860
Médéa	4.439.542	18.242.656
Relizane	972.175	5.940.053
Sidi-Bel-Abbès (2)	593.724	17.517.530

s'est modifié tandis que leurs opérations deviennent plus particulièrement commerciales. Et l'adaptation du chiffre des dividendes distribués au montant réel des bénéfices réalisés a marqué cette transformation.

Actuellement ce sont de véritables petites banques régionales, presque toutes dans une situation financière brillante et qui luttent avec assez de bonheur contre l'emprise des grandes sociétés de crédit.

Possédant une clientèle locale assidue et fidèle à ses habitudes, aux besoins de laquelle ils répondent véritablement, les Comptoirs d'Escompte sont avantageés par le fait que leur organisation restreinte ne comporte généralement pas de service de titres, dont les bénéfices se trouvent souvent peu en rapport avec les dépenses qu'il entraîne.

Leur personnel est peu nombreux et jouit d'une

1. Au 31 décembre 1925.

2. En 1918 le total des effets escomptés au cours de l'exercice fut de 6.434.544 ; il s'est élevé en 1917 à 150 727.647.

grande influence, par suite de son recrutement sur place.

Et, depuis la guerre, la création d'une branche d'opérations réservées aux Assurances permet d'attribuer une commission à ce personnel et de réduire ainsi son traitement fixe, tout en accroissant le volume d'affaires dans des conditions intéressantes.

De plus, la Banque de l'Algérie les utilise souvent comme correspondants et les charge de l'encaissement des effets escomptés par elle et payables dans les localités de leur ressort.

C'est ainsi qu'en 1920, la Banque de l'Algérie avait chargé le Comptoir d'Escompte de Sidi-Bel-Abbès d'encaisser pour plus de 21 millions d'effets.

Il semble bien qu'une ère de prospérité soit actuellement ouverte pour les Comptoirs d'Escompte encore existants. C'est par une gestion rigoureusement économique, et par la compression des frais généraux que ces petits organismes sont parvenus à réaliser d'importants bénéfices en sachant profiter des circonstances favorables. Aussi certains d'entre eux sont-ils dans une situation que pourraient leur envier des établissements plus importants.

Et leur survivance dans des contrées agricoles fort riches constitue certes une intéressante application du régionalisme bancaire dont il nous a été donné de rencontrer déjà d'importants exemples dans notre colonie de l'Afrique du Nord.

CHAPITRE IV

LE CRÉDIT FONCIER DE FRANCE ET LE CRÉDIT FONCIER D'ALGÉRIE ET DE TUNISIE

HISTORIQUE.

Le but essentiellement commercial dans lequel fut fondée la Banque de l'Algérie empêchait cet établissement de satisfaire aux besoins de la colonie en matière agricole. Aussi l'article 1^{er} du décret du 11 janvier 1860 étendit-il à l'Algérie le privilège dont jouissait le Crédit Foncier de France sur le territoire de la métropole, depuis 1852, date de sa constitution.

Cette extension était d'ailleurs entourée de conditions particulières. Les prêts consentis sur des immeubles situés en Algérie ne devaient pas excéder 5 % du chiffre global des prêts effectués en France. Réalisés obligatoirement en numéraire, ces prêts devaient être amortis dans un délai maximum de 30 ans et le taux de l'intérêt ne devait pas dépasser 8 %, tandis que les prêts hypothécaires de la métropole étaient amortissables dans un délai maximum

de 60 ans et le taux de l'intérêt était limité à 5 % (1).

La rigueur de règles aussi étroites interdisait au Crédit Foncier de France l'espoir de donner satisfaction aux colons et l'opinion publique ne tarda pas à réclamer la création d'un organisme de crédit agricole plus en rapport avec la situation économique et les besoins du pays (2).

Le Crédit Foncier de France exerça pourtant lui-même ses privilèges de 1861 à 1881, sans que ses opérations aient pris un grand développement, en raison des difficultés du recouvrement des annuités, de la surveillance et de la réalisation des gages.

Ce sont ces raisons qui ont conduit à étudier l'organisation d'un établissement bénéficiant des privilèges du Crédit Foncier de France, tout en ayant la possibilité de contrôler sur place la bonne fin des opérations engagées.

Aussi, l'Assemblée générale constitutive du Crédit Foncier et Agricole d'Algérie fut tenue le 30 novembre 1880, sous la présidence du Gouverneur du Crédit Foncier de France, qui déclarait que cet établissement avait fait appel à ses actionnaires pour souscrire les 60 millions du capital de la nouvelle Société.

Cette création était donc motivée par le souci de fournir à l'Algérie un organisme de crédit agricole plus souple que le Crédit Foncier de France, sachant

1. E. Philippar, *op. cit.* Thèse p. 141.

2. Rapport sur la question du Crédit agricole. Société d'Agriculture d'Alger. Séance du 7 septembre 1861.

se conformer aux exigences économiques d'un pays neuf, mais auquel la Société mère prêterait son appui, en mettant à sa disposition les ressources considérables que lui procurait l'émission des obligations à lots (1).

Cette conception fut réalisée de la manière suivante :

Le capital social du nouvel établissement devait être consacré à des opérations à court terme, ayant principalement un caractère agricole ou commercial. Il pouvait également être accessoirement investi en prêts hypothécaires, mais ces prêts ne devaient être consentis que pour un court espace de temps ; en effet, dès que les propriétés sur lesquelles ils étaient assis rempliraient les conditions statutaires permettant de recourir au Crédit Foncier de France, le montant des prêts devait être remboursé par ce dernier établissement au Crédit Foncier et Agricole d'Algérie. Ainsi la partie correspondante du capital social redeviendrait disponible et pourrait être utilisée à réaliser de nouvelles opérations à court terme.

De plus, la nouvelle société pouvait, dans le but de venir en aide à la colonisation, faire d'autres opérations, telles que : contribution à l'établissement de magasins généraux, prêts sur connaissements et warrants, etc...

1. Le Crédit Foncier ne peut, en dehors des 200 millions d'obligations émises en exécution de la convention du 18 novembre 1852, attacher de lots à ses emprunts qu'avec l'autorisation du Gouvernement (D. 21 décembre 1853, art. 8).

A l'origine, le capital fut de 60 millions, constitués par des actions de 500 francs libérées d'un quart. Il fut ramené à 30 millions, par l'échange de deux actions anciennes contre une action nouvelle libérée de moitié. Depuis lors, il fut progressivement porté à 75 millions, chiffre auquel il atteignait en 1917. La reprise du Crédit Agricole Commercial et Industriel Algérien motiva son élévation à 78.500.000 francs en 1918. Depuis 1929, le capital social du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, dénomination de la Société depuis l'extension de ses opérations à la Tunisie en 1908, est de 150 millions, représentés par 300.000 actions de 500 francs entièrement libérées.

Cet accroissement des ressources est la conséquence de l'augmentation constante du volume des affaires traitées, augmentation qui se manifeste également par la multiplication du nombre des sièges.

En 1881, la Société avait ouvert 8 Sièges tant en Algérie qu'en France ; en 1918, elle possédait 52 Sièges en Algérie sans compter le Siège social et les bureaux de quartier sis à Alger.

Actuellement, 7 succursales et 70 agences sont réparties dans les trois départements algériens ; il faut ajouter à ce chiffre le Siège social et les 4 bureaux d'Alger.

La Société qui possède à Paris un Siège administratif, et 4 agences en France, dispose également de 19 Sièges en Tunisie et de 20 au Maroc, ses opérations ayant été successivement étendues aux territoires des deux Protectorats.

ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ.

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de 10 à 21 membres, dont un tiers résidant en Algérie, nommés pour 5 ans et propriétaires de 100 actions.

Les administrateurs résidant à Paris se réunissent sous la présidence du Président du Conseil, obligatoirement désigné parmi eux depuis 1888 ; tandis qu'un Administrateur-Délégué préside aux délibérations du Conseil d'Alger.

Le comité de censure, composé de 3 censeurs, deux résidant en Algérie, nommés pour 3 ans et propriétaires de 50 actions, assiste aux séances des conseils. C'est à ses membres, élus Commissaires aux comptes à tour de rôle, qu'il appartient de rédiger chaque année le rapport lu à l'Assemblée générale.

Un commissaire, délégué du Crédit Foncier de France, a droit d'entrée avec voix consultative, aux séances du Conseil d'Alger au cours desquelles sont examinées les affaires faites en participation par les deux établissements. Ce commissaire est le chef du Service de l'Inspection foncière (1) dont les membres chargés d'examiner les demandes de prêts hypothécaires et d'évaluer les propriétés données en garantie, sont détachés par le Crédit Foncier de

1. Comme chef de l'Inspection foncière, il est placé sous la surveillance du Conseil d'Administration du Crédit Foncier d'Algérie ou de son délégué.

France auprès de l'autre établissement qui assure la charge de leur traitement.

ACTIVITÉ DES DEUX SOCIÉTÉS.

Les prêts et ouvertures de crédit hypothécaires gagés par des immeubles remplissant les conditions statutaires du Crédit Foncier de France sont financés grâce aux fonds provenant de l'émission des obligations à lots. Ce sont les « opérations en participation ».

Avec ses ressources propres, le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie réalise des prêts à court terme, destinés en principe, à être repris et continués par le Crédit Foncier de France. Ce dernier établissement se réserve, depuis 1911, la conclusion et la réalisation de toute une catégorie d'avances.

Enfin, le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie consent un certain nombre de prêts et traite toutes les opérations de banque qui rentrent dans l'activité qui lui est accordée par ses statuts.

Il semble donc assez naturel de diviser notre étude en trois parties, la première concernant les opérations traitées par les deux sociétés conjointement, tandis que dans les deux autres seront exposées les principales affaires que font séparément chacun des deux établissements.

A. — OPÉRATIONS EN PARTICIPATION.

Les opérations en participation comprennent les prêts fonciers et les ouvertures de crédits hypothé-

caires réalisés avec les ressources provenant de l'émission des obligations à lots.

Les prêts, qui ne peuvent dépasser 50 % de la valeur du gage et qui doivent être garantis par une hypothèque de premier rang, prise sur un immeuble ayant un revenu durable et certain, sont négociés et accordés par le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, qui se porte garant, auprès de l'autre établissement, de la bonne fin des opérations. Ils sont consentis pour une période de 10 à 30 ans au gré de l'emprunteur et sont remboursables par annuités égales, chaque versement comportant les intérêts échus, ainsi qu'une partie du capital.

Les principaux avantages offerts par les prêts ainsi accordés sont les suivants :

L'emprunteur n'est pas exposé aux difficultés occasionnées par l'exigibilité du capital emprunté, car il possède la faculté ou de laisser le prêt s'amortir ou de le rembourser par anticipation quand il lui plaît, en totalité ou par fractions, tout en profitant de l'amortissement déjà opéré.

Le remboursement anticipé donne lieu à la perception d'une légère indemnité.

Les frais de réalisation du prêt sont faits une fois pour toutes, car les formalités hypothécaires sont définitivement établies pour toute la durée de l'opération.

L'emprunteur désireux de vendre le gage, trouve acquéreur aisément, car ce dernier peut obtenir la continuation du prêt et n'a pas à déboursier un capi-

tal aussi important pour solder son acquisition.

Les deux sociétés accordent également, sous la même solidarité, des ouvertures de crédits hypothécaires en compte courant. La durée de ces ouvertures de crédits ne peut dépasser 9 ans et ne peuvent en bénéficier que les emprunteurs ayant déjà obtenu un prêt à long terme. Le total de ce prêt à long terme et du crédit supplémentaire accordé ne doit pas excéder 60 % de la valeur totale de la propriété.

Ces ouvertures de crédit ne bénéficient pas des privilèges spéciaux du Crédit Foncier de France, qui ne s'appliquent en Algérie qu'aux prêts fonciers à long terme ; en particulier, elles sont assujetties au renouvellement d'inscription décennal, ce qui explique leur durée inférieure à 10 ans.

D'après les statuts de la Société algérienne, le fonctionnement des opérations hypothécaires est réglé de la manière suivante : Les demandes d'emprunt sont adressées au Crédit Foncier d'Algérie qui les fait examiner. L'estimation des propriétés est faite sur la double base du revenu net et du prix de revient, par le service de l'Inspection foncière. Lorsque la propriété est reconnue régulière et la garantie suffisante, le Conseil d'Administration du Crédit Foncier d'Algérie statue sur la quotité du prêt, ainsi que sur sa durée.

Pour la réalisation effective de chaque opération, deux actes sont ensuite dressés :

1^o *Un acte conditionnel*, établissant les conditions du contrat.

2^o *Un acte définitif*, constatant le versement des fonds.

Ces actes sont établis au nom des deux sociétés ; elles y figurent à titre de créanciers solidaires et indivisibles.

C'est l'acte conditionnel, passé le premier, qui renferme la constitution d'hypothèque, tant au profit du Crédit Foncier de France que du Crédit Foncier d'Algérie chacun pour sûreté de la créance totale. Cette hypothèque est donc inscrite au nom des deux établissements. Lorsque la purge est nécessaire, elle est faite au nom de la Société métropolitaine qui seule, a le droit d'y procéder.

Puis l'acte de réalisation est signé. Et le montant du prêt est versé à l'intéressé par le Crédit Foncier d'Algérie.

Aussitôt l'acte conditionnel passé s'il y a lieu de procéder à la purge, sinon après la signature des deux actes, le dossier complet de l'affaire est transmis au Crédit Foncier de France, qui doit prendre une décision dans les 15 jours. Le montant du prêt avancé par le Crédit Foncier d'Algérie lui est ensuite remboursé, en cas de conformité de décisions.

Tel est le principe adopté par les deux sociétés. Il semble devoir permettre d'obtenir une prompte solution des affaires. En fait, la procédure suivie est un peu différente.

Des prêts importants n'ayant pas été ratifiés par

le Crédit Foncier de France et étant demeurés à la charge de l'établissement algérien, celui-ci ne réalise désormais le prêt qu'après avoir obtenu l'accord de l'autre société.

L'affaire est donc successivement soumise à l'examen des deux Conseils d'Alger et de Paris, puis transmise au Crédit Foncier de France, dont le Conseil sanctionne les décisions antérieures.

Après que l'accord est intervenu, le Crédit Foncier d'Algérie avise le demandeur et réclame son acceptation.

C'est alors seulement qu'est passé l'acte conditionnel, suivi de l'inscription d'hypothèque et de l'examen des titres. Ensuite est signé l'acte de réalisation, qui précède immédiatement la remise des fonds à l'emprunteur.

La somme accordée est alors versée par le Crédit Foncier d'Algérie, qui se couvre du montant de l'opération en débitant le Crédit Foncier de France, avec lequel il est en compte courant.

Inversement, à chaque échéance, le produit intégral de l'annuité, capital et intérêts, est porté au crédit du Crédit Foncier de France. Cet établissement ristourne, en fin de semestre, la part de bénéfices revenant à l'autre société du fait de ces opérations.

Afin de faire face aux charges qu'entraînent l'expertise des immeubles et la vérification des titres de propriété, le Crédit Foncier d'Algérie perçoit deux sortes de droits, dont les uns, acquittés lors de l'esti-

mation des biens, sont calculés d'après l'importance du crédit sollicité, tandis que les autres, versés au moment de l'examen des titres, ne portent que sur le montant de la somme réellement accordée.

Telle est donc, en définitive, la procédure à laquelle sont obligatoirement soumises toutes les opérations hypothécaires. Sans doute on peut lui reprocher d'apporter quelque lenteur à la solution des affaires. Le volume des prêts accordés n'a pourtant cessé de s'accroître depuis la fondation de la Société algérienne. Ce mouvement fut brutalement paralysé, au début des hostilités, par suite de la décision que dût prendre le Crédit Foncier de France de suspendre les prêts fonciers à partir du mois d'août 1914.

Le chiffre de l'exercice en cours fut donc arrêté à 180 prêts et ouvertures de crédits hypothécaires, représentant la somme de 5.670.500 francs et le solde des opérations effectuées figura au bilan pour 38.527.495 francs 94.

Pendant la guerre, les opérations en participation portèrent sur de très faibles sommes et ne furent que la réalisation d'affaires engagées avant les hostilités. C'est à la fin de 1918 que les opérations reprirent, utilisant les ressources nouvelles provenant des obligations foncières émises en 1917.

Mais les prêts accordés eurent rapidement absorbé les disponibilités et, le 10 septembre 1920, ne furent plus prises en considération que les demandes de crédit ne dépassant pas 50.000 francs par emprunteur.

Ce principe de la limitation, imposé par les circonstances, une fois admis, le chiffre maximum fut modifié à diverses reprises et ce n'est qu'à une date récente que les opérations sans limitation furent reprises. Le tableau ci-dessous mentionne la date à partir de laquelle était applicable chaque nouvelle décision du Crédit Foncier de France, ainsi que le maximum des prêts à consentir :

Date d'application	Maximum
10 septembre 1920	50.000
20 juin 1921	100.000
8 juillet 1924	1.000.000
15 octobre 1924	100.000
8 janvier 1925	50.000
2 avril 1925.....	25.000
29 juin 1926	1.000.000
22 juin 1927	2.000.000
16 février 1928	Sans limitation

Considérablement réduits par les événements de guerre, les prêts et ouvertures de crédits hypothécaires effectivement réalisés reprirent assez rapidement leur essor, dans les années qui suivirent le rétablissement de la paix.

Voici d'après les comptes rendus annuels du Crédit Foncier de France, quelles furent les opérations traitées depuis 1918.

Exercice	Nombre de prêts	Opérations réalisées
1918	1	6.013 47
1919	11	1.166.000 »
1920	39	2.948.656 50
1921	70	3.492.586 93
1922	67	5.089.080 05
1923	77	11.074.189 50
1924	99	7.895.500 »
1925	163	6.733.200 »
1926	58	2.351.100 »
1927	177	17.323.358 »
1928	140	15.019.500 »

Ainsi donc, au cours des dix dernières années, une somme de près de 60 millions fut consacrée par les deux sociétés de Crédit Foncier, aux prêts hypothécaires accordés en Algérie. Cette somme provenait des émissions d'obligations foncières faites en 1917, 1921 et 1926 par le Crédit Foncier de France.

La rémunération des opérations hypothécaires traitées avec les emprunteurs algériens a subi les répercussions de la hausse générale du loyer de l'argent sur le marché métropolitain. Les variations du taux de l'intérêt des prêts en Algérie consentis par les deux sociétés depuis 1918 sont enregistrées dans le tableau suivant :

Date de la modification	Prêts à long terme	Ouvertures de crédit
	%	%
Avril 1918	7,50	8
Septembre 1920	7,65	8,15
Avril 1921	8,95	9,45
Décembre 1922.....	8,30	8,80
Novembre 1924	8,70	9,20
Juillet 1926	11,30	11,80
Juillet 1927	10,50	11
Février 1928	9,30	9,80
Novembre 1928	8,90	9,40

Les ouvertures de crédit hypothécaire, dont la garantie est moins grande que celle des prêts à long terme, puisque l'avance peut atteindre une fraction plus élevée de la valeur du gage, sont consenties à un taux légèrement supérieur. La différence entre les deux taux représente la contre-partie de cet accroissement du risque.

B. — OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LE CRÉDIT FONCIER DE FRANCE AVEC LE CONCOURS DU CRÉDIT FONCIER D'ALGÉRIE ET DE TUNISIE.

Dans le compte rendu annuel des opérations du Crédit Foncier d'Algérie, les prêts en participation réalisés avec les fonds du Crédit Foncier de France sont divisés en deux catégories : prêts hypothécaires, prêts communaux.

En fin d'exercice, ces derniers présentaient, dès avant la guerre, un solde sans cesse décroissant ; cette diminution se marque également dans les bilans publiés depuis la clôture des hostilités.

C'est que, à la suite de l'accord intervenu le 26 juillet 1911 entre les deux sociétés, les prêts communaux ne sont plus réalisés selon les règles qui régissent les opérations en participation.

Le Crédit Foncier de France négocie, par l'intermédiaire de son représentant en Afrique du Nord, et réalise avec le concours du Crédit Foncier d'Algérie, l'octroi de semblables crédits. Et la société algérienne, dégagée de la garantie de bonne fin qu'elle apportait jadis aux prêts de cette nature, n'a plus à faire figurer dans ses écritures, le montant des réalisations nouvelles.

Toutefois, les deux établissements continuent à être parties à l'acte et le Crédit Foncier d'Algérie retire de cette intervention un incontestable avantage moral.

De plus, c'est lui qui transmet les fonds à l'emprunteur, dans les délais et suivant les modalités du contrat, c'est également lui qui assure le recouvrement des semestres d'annuités, à leur échéance. Il lui est alloué, de ce fait, une indemnité d'encaissement qui présente pour la société un intérêt pécuniaire non négligeable.

En renonçant à la garantie de bonne fin qu'il trouvait auprès de l'autre établissement, le Conseil d'Administration du Crédit Foncier de France n'a fait que renoncer à une garantie superflue et, en réduisant ainsi la part de bénéfices revenant au Crédit Foncier d'Algérie à une simple indemnité de caisse, il a pu lutter avec moins d'infériorité contre la concurrence d'autres établissements dont les conditions étaient avant la guerre et redeviennent très avantageuses pour les communes et établissements publics désireux de contracter un emprunt.

Et la sécurité de semblables opérations n'est pas diminuée, car les crédits ouverts à ces collectivités : départements, communes, établissements publics et syndicats d'irrigation, offrent peu d'aléas. La nature même des emprunteurs, les règles étroites auxquelles obéit la gestion de leurs finances, parfois aussi la garantie accordée par les pouvoirs publics à leurs opérations de crédit, assurent, en effet, la stricte exécution de tous leurs engagements.

Les prêts communaux réalisés depuis 1911 ne figurent donc plus que dans les documents publiés par le Crédit Foncier de France. Au cours des an-

nées qui ont suivi la fin de la guerre, ils ont atteint les chiffres suivants :

Exercice	Nombre de prêts	Somme accordée
1918	0	
1919	3	1.570.000 »
1920	30	3.167.150 »
1921	42	8.389.507 18
1922	75	7.418.308 34
1923	28	6.738.974 »
1924	34	13.856.565 »
1925	22	735.050 »
1926	8	1.633.000 »
1927	38	9.268.360 »
1928	35	11.689.030 »

Depuis 1918, le Crédit Foncier de France a donc accordé 315 prêts communaux, représentant une somme globale de 64.465.944 fr. 52.

Au 31 décembre 1927, ces crédits se trouvaient distribués entre les trois départements de la manière suivante :

	Prêts	Francs
Alger	120	16.811.553 85
Constantine.....	67	15.723.379 »
Oran.....	93	20.241.981 67
	<u>280</u>	<u>52.776.914 52</u>

S'il est possible, grâce aux tableaux annexes aux comptes rendus annuels publiés par le Crédit Foncier de France, de déterminer la répartition des prêts sur le territoire de la Colonie, le classement par nature d'emprunteurs ne peut être établi, car les opérations algériennes sont confondues avec celles réalisées dans la métropole et ne font l'objet d'aucune rubrique

spéciale dans les états de prêts communaux, suivant les personnes morales qui les ont obtenus.

Cette distinction présente cependant un certain intérêt théorique, car la garantie des emprunts ainsi contractés diffère avec la qualité de l'emprunteur. Les prêts de cette nature offrent toutefois le commun caractère de pouvoir être consentis sans affectation hypothécaire (Loi du 6 juillet 1860, art. 2).

I. — *Prêts aux départements, communes et associations syndicales.*

Le régulier versement des annuités est assuré par l'observation des règles générales de la tutelle administrative.

L'autorisation de contracter l'emprunt est accordée selon les modalités ordinaires (1). Le Crédit Foncier de France ne donne suite aux pourparlers qu'après avoir également vérifié l'existence des recettes nécessaires à l'exécution des engagements à conclure.

Si ces ressources étaient supprimées, si le maire refusait d'ordonnancer le paiement d'une annuité échue, le préfet pourrait être saisi du litige et la dette se trouverait éteinte grâce au recours à la procédure de l'inscription d'office.

« La nécessité de l'autorisation administrative qui
« n'est accordée que sur la justification de voies et
« moyens suffisants, les contributions votées chaque

1. Hauriou, *Droit administratif*, 10^e éd., p. 116.

« année et au besoin imposées d'office, pour assurer
« le paiement des annuités, constituent une garantie
« aussi solide que celle qui est assise sur un gage
« immobilier (1) ».

Mais le Crédit Foncier de France a jugé que l'application de ces règles était délicate, parfois même impossible, lorsque l'emprunteur était un syndicat d'irrigation.

II. — *Prêts aux syndicats d'irrigation.*

Ces organisations, constituées sous le régime des lois de 1865 et 1888 sur les associations syndicales, avaient besoin d'un appui moral et financier, car elles sont en général sans passé, sans ressources et sans crédit.

Aussi, dès 1904, la délégation des colons demandait-elle que le Gouvernement général fournisse cet appui.

Des divers systèmes envisagés : prêts directs, création d'une Caisse Mutuelle, exécution des travaux par le Gouvernement général pour le compte des syndicats, garantie de leurs emprunts, c'est ce dernier qui, présentant l'avantage de consolider le crédit des associations sans diminuer leur initiative et sans exiger de l'Algérie un sacrifice immédiat et certain, fut retenu (2).

1. J.-B. Josseau, *Traité du Crédit foncier*, 3^e éd., II, p. 51

2. Congrès de l'eau. Législation des eaux dans l'Afrique du Nord. Rapport de M. P. Berthault, p. 10.

La loi du 27 avril 1906 posait les conditions que doivent remplir les associations syndicales d'irrigation désireuses d'obtenir le cautionnement du Gouvernement général :

1^o Justification des ressources.

2^o Indication des taxes à percevoir sur les associés.

Mais le montant total des emprunts ainsi garantis par le Gouvernement général ne peut excéder 10 millions.

Chaque année, les Assemblées financières algériennes fixent la limite dans laquelle cette garantie peut être accordée, et le montant maximum des annuités auxquelles cette garantie pourrait donner lieu.

Les emprunts doivent être amortis en trente ans.

Afin d'assurer le recouvrement des taxes et redevances nécessaires au service des annuités, les syndicats d'irrigation jouissent d'un privilège qui prend rang immédiatement après celui des Contributions directes et s'exerce de la même manière.

C'est donc le tribunal administratif qui se trouve compétent pour assurer la perception des ressources nécessaires à l'amortissement des emprunts ainsi consentis par le Crédit Foncier de France.

Dans ces conditions un large concours put être accordé aux syndicats. Depuis 1919 seulement, 13 syndicats ont contracté près du Crédit Foncier divers emprunts, dont le total atteint sensiblement le cin-

quième de la somme que l'Algérie est autorisée à cautionner (1).

Le montant des prêts ainsi accordés par le Crédit Foncier de France depuis la fin de la guerre provient des diverses émissions d'obligations communales effectuées en 1917, 1920, 1921, 1922, 1923, 1926 et 1927.

C. — OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LE CRÉDIT FONCIER D'ALGÉRIE ET DE TUNISIE AVEC SES RESSOURCES PROPRES.

Pour réaliser les opérations qu'il traite seul, le Crédit Foncier d'Algérie dispose de son capital, qui fut porté après la guerre de 78 millions 1/2 à 150 millions et surtout des sommes déposées dans ses caisses, sommes dont l'importance s'est considérablement accrue depuis la clôture des hostilités ainsi que permet de s'en rendre compte le tableau comparatif ci-dessous :

	1918 (31 déc.)	31 déc. 1927
Dépôts en comptes courants à vue	132.361.170 34	1.027.558.976 51
Dépôts sur bons de caisse et à préavis ..	6.100.684 70	200.194.996 55
	<u>138.461.855 04</u>	<u>1.227.753.973 06</u>

Les affaires traitées par la Société algérienne se trouvent énumérées dans les articles 3, 4 et 6 de ses statuts. Elles peuvent se diviser en deux catégories :

- a) Opérations foncières ;
- b) Opérations de banque.

1. Congrès de l'eau. Rapport P. Berthault, p. 10.

a) *Opérations foncières.* — Les opérations foncières consistent en des prêts fonciers gagés par un immeuble ne répondant pas aux exigences statutaires du Crédit Foncier de France, soit, par exemple, que l'hypothèque ne puisse être prise en premier rang.

Les affaires ainsi réalisées sont, en principe, provisoires ; elles sont en général destinées à être reprises par le Crédit Foncier de France, le jour où les conditions requises se trouveront remplies.

La lecture des bilans annuels ne permet pas de connaître leur exacte importance, ni d'en apprécier les variations, car les opérations de cette catégorie figurent au poste « Opérations sur garanties diverses » auquel sont également groupés des prêts gagés de façons différentes.

b) *Opérations de banque.* — Les opérations foncières ne représentent qu'une forme de l'activité offerte au Crédit Foncier d'Algérie. Celui-ci a également pour objet de traiter un certain nombre d'affaires communes aux autres organismes de crédit.

C'est ainsi qu'il peut accorder des prêts sans hypothèque aux collectivités ou personnes publiques, consentir des avances sur des titres jouissant de la garantie de l'Etat, des départements ou des communes ou sur tous autres admis spécialement par son Conseil d'Administration.

L'introduction en Algérie de la législation instituée en 1858 sur le territoire métropolitain et réglementant le fonctionnement des Magasins généraux a permis au Crédit Foncier d'Algérie de prévoir dans

ses statuts l'ouverture de semblables établissements. Mais la nécessité d'obtenir une concession, de constituer un cautionnement, de faire homologuer les tarifs avant leur mise en vigueur entraîne l'accomplissement d'un ensemble de formalités hors de proportion avec le but poursuivi qui peut du reste être atteint d'autre façon.

Grâce à la création de Docks-Silos et de magasins, ouverts entre 1910 et 1914, dans les centres particulièrement agricoles, des avances peuvent être consenties en prenant comme gages les produits déposés. Des effets sont souscrits en représentation de ces marchandises et l'escompte peut en être fait par le Crédit Foncier d'Algérie, qui gère ces établissements et réalise ainsi l'octroi des crédits nécessaires sous forme d'avances sur marchandises. Celles-ci doivent, lors de leur entrée, faire l'objet d'un contrat de nantissement.

Les avances peuvent atteindre 75 à 80 % de la valeur du gage et le taux de l'intérêt est égal à celui de la Banque de l'Algérie, plus une commission variable suivant la nature du client et l'importance de l'avance consentie. Actuellement, des docks-silos sont établis dans les localités suivantes, et leur capacité est de :

Sidi-Bel-Abbès	50.000 quintaux
Sétif	40.000
Saint-Arnaud	56.000
Aïn Tassera.....	30.000 (en construction)

D'autre part, le Crédit Foncier possède des maga-

sins dans le département d'Alger, à Affreville, Ain Bessem, Aumale, Batna, Bouira, Tizi-Ouzou, Vialar et dans le département de Constantine à Ain-Beida, Ain-Tassera, Chateaudun du Rhummel, Saint-Arnaud, Saint-Donat.

La capacité de ces magasins permet de loger 300.000 quintaux de céréales, environ.

La société peut également ouvrir des crédits commerciaux, prêter sur hypothèques maritimes et fluviales et sur récoltes pendantes, participer à la constitution ou à l'extension de sociétés existantes ou à créer.

C'est ainsi que des participations ont été prises lors de la constitution ou de l'accroissement de capital d'un certain nombre d'entreprises algériennes : la Société Algérienne d'Eclairage et de Force, la Société Algérienne de Produits chimiques et d'Engrais, la Société Africaine de Cultures industrielles, etc..., etc...

En 1921, d'accord avec la direction de l'Agriculture, fut admis le principe du concours à apporter au fonctionnement des caisses régionales et locales agricoles.

Des avances furent également accordées à certaines communes ; notamment Isserville et l'Alma, pour permettre l'édification des magasins et marchés à tabac réclamés par l'Administration des Finances.

Et en 1923, un crédit de 900.000 francs fut ouvert aux agriculteurs du département d'Oran pour faire

face aux insuffisances de la récolte, avec un ensemble de garanties fournies par la Commune, le Département et le Gouvernement général.

La métropole a également trouvé le Crédit Foncier d'Algérie tout disposé à faciliter le placement des fonds d'emprunt en Afrique du Nord. De même que les récentes émissions faites par la Colonie ont été effectuées avec le concours de cet établissement.

Enfin, les opérations d'escompte et d'encaissement du papier commercial, payable en Afrique du Nord ou sur les diverses places de la métropole, procurent à la Société des bénéfices appréciables.

Toutes ces opérations ont pris depuis la clôture des hostilités une grande extension.

L'escompte et l'encaissement, qui en 1919, avaient porté sur 476.152 effets, d'une valeur totale voisine de 1 milliard et demi ont porté en 1927 sur 782.811 effets représentant une somme supérieure à 3 milliards (1).

Les autres postes du bilan marquent un accroissement analogue. Et l'importante extension des affaires traitées par la Société témoigne du développement général de l'Algérie à laquelle sa constitution aura permis de trouver les ressources indispensables à son essor agricole.

Par la multiplication des formes de crédit qu'il peut offrir, le Crédit Foncier d'Algérie s'efforce de satisfaire aux besoins de capitaux si variés dans tout pays en voie de développement.

1. *Exposé de la situation de l'Algérie en 1927*, p. 513.

Et l'ouverture de sièges à l'étranger, ou la création d'établissements financiers intimement liés à ses intérêts, notamment dans le bassin méditerranéen, tout en constituant pour la Société une source de revenus, lui permettent de faciliter le règlement des transactions opérées par l'Algérie avec les pays voisins et de favoriser ainsi l'extension de son commerce extérieur.

CHAPITRE V

LES BANQUES PRIVÉES

Les précédents chapitres sont consacrés à des établissements dont l'activité est essentiellement tournée vers l'Algérie, mais dont le fonctionnement est plus ou moins indirectement contrôlé par les pouvoirs publics ou repose sur l'octroi d'un privilège exclusif. Chacun d'entre eux opère plus particulièrement dans une branche déterminée d'opérations. Et nous avons ainsi examiné successivement l'organisation d'une banque d'émission, d'une banque industrielle, d'une banque hypothécaire.

Ce chapitre renfermera un bref exposé du rôle joué en Algérie, depuis 1918, par les banques émanant de l'initiative privée et agissant librement.

Les unes ont fait de la colonie le principal lieu d'exercice de leur activité, tandis que les autres ne traitent qu'accessoirement d'affaires avec l'Algérie et n'y ont ouvert de succursales que pour éviter de recourir aux offices des sociétés locales.

A. — ÉTABLISSEMENTS ALGÉRIENS.

Deux banques importantes ont plus spécialement pour objet de répondre aux besoins de crédit des

colons algériens : La Compagnie Algérienne et le Crédit Algérien.

La Compagnie Algérienne

Le Gouvernement impérial n'avait pas jugé que l'extension à l'Algérie des privilèges accordés au Crédit Foncier de France sur l'étendue des territoires métropolitains fut une mesure suffisante pour assurer la mise en valeur de la nouvelle colonie. Il élaborait tout un vaste programme de travaux publics d'aménagement. Puis, comprenant la nécessité de crédits largement, mais judicieusement dispensés à l'initiative privée, il forma le projet de créer une société qui fonctionnerait sous son contrôle et aurait pour mission de favoriser la réalisation des opérations agricoles, commerciales et industrielles, en procurant aux colons les disponibilités nécessaires. Et cette société devait aussi faciliter aux pouvoirs publics l'obtention des ressources destinées à l'exécution du programme de travaux envisagés.

C'est dans ces conditions que fut fondée en 1865, la Société Générale Algérienne, au capital de 100 millions. Mais la conception du rôle dévolu à celle-ci était véritablement beaucoup trop vaste. Aussi entra-t-elle en liquidation dès 1877 et, un nouvel organisme y était-il substitué : La Compagnie Algérienne (1), fonctionnant en dehors de toute intervention du Gouvernement.

1. Les circonstances qui entraînèrent cette liquidation, ainsi que les débuts de l'activité de la nouvelle société, sont exposées dans la thèse de M. E. Philippar, *op. cit.*, p. 185 et suivantes.

Ce dernier établissement, constitué sous la forme d'une société anonyme, a pour objet :

1^o De mettre en valeur les terres qu'il possède en Algérie et d'y favoriser le développement de la colonisation ; de faire toutes opérations se rattachant aux acquisitions, ventes, échanges, constructions, exploitations agricoles ou autres, d'immeubles ou d'établissements situés en Algérie.

2^o De faire, en tous pays, en son nom ou en participation avec des tiers, toutes opérations agricoles, industrielles, commerciales et immobilières.

3^o De faire, en tous pays, des avances sur hypothèques.

4^o De faire, aussi en tous pays, toutes opérations de banque et d'escompte, d'avances sur nantissements et connaissements, de prêts sur titres et de reports, de souscrire ou émettre avec ou sans garantie tous emprunts d'Etats, de Départements, de Communes, d'Etablissements publics ou de Sociétés.

5^o De recevoir des sommes en dépôt ou comptes courants, ouvrir des comptes de chèques, accepter des titres en garde.

6^o D'émettre, en représentation des crédits ou prêts opérés, des bons ou obligations à long ou à court terme.

Primitivement formée avec un capital de 10 millions, représenté par 20.000 actions de 500 francs dont 200 furent souscrites en espèces et 19.800 remises en rémunération des apports faits par la Société lors de sa mise en liquidation, la Compagnie Algé-

rienne accrut progressivement l'importance de ce fonds social. Il était en 1918 de 62 millions 500.000 fr. Porté à 100 millions en 1919, il vient, en exécution d'une décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 4 juin 1928, d'être élevé à 105 millions, par l'émission de 10.000 actions nouvelles, d'un montant nominal de 500 francs, dites Actions « P ».

Ces actions sont des actions à vote plural. Obligatoirement nominatives, elles diffèrent des actions ordinaires, créées ou à créer, qui sont désormais qualifiées actions « O », par les caractéristiques suivantes.

Il suffira de posséder ou de représenter deux actions « P » (au lieu de dix actions « O ») pour avoir le droit d'assister aux Assemblées générales ordinaires ; mais tout propriétaire d'actions « P » ou d'actions « O », quel que soit le nombre de ses actions pourra participer aux Assemblées extraordinaires.

Dans toutes les assemblées, ordinaires et extraordinaires, chaque membre aura droit à autant de fois 5 voix, sans limitation, qu'il possédera d'actions « P ».

Ce droit de vote plural attribué aux actions nouvelles ainsi créées, se trouve racheté par une diminution de la part qui leur revient dans les dividendes distribués. En effet, chaque action « P » n'a droit, dans les bénéfices annuels et dans la répartition du produit net du fonds social en cas de liquidation de la Compagnie, qu'à une somme égale au cinquième de la part revenant à chaque action ordinaire.

Toute cession ou mutation d'action « P », doit pour devenir définitive, être agréée par le Conseil d'Administration, qui, en aucun cas, n'est tenu de faire connaître les motifs de son agrément ou de son refus (1). En raison de ce caractère particulier, les actions « P » ne sont naturellement pas négociables en Bourse.

Cette augmentation du Capital a été faite en même temps qu'une somme de 5 millions, prélevée sur le fonds de réserve provenant des « Primes d'Emission » était distribuée entre les 200.000 actions anciennes qui ont reçu 25 francs chacune (2). Le montant de la quote-part revenant aux souscripteurs agréés d'action nouvelles était obligatoirement et jusqu'à due concurrence, affecté à la libération des actions obtenues.

Ainsi, le Conseil d'Administration a marqué son souci de conserver à des actionnaires français la direction d'une entreprise dont l'œuvre est éminemment profitable aux intérêts nationaux tout en se préoccupant de réunir les ressources nécessaires à l'exécution d'opérations dont le nombre et l'importance croissent de façon continue.

Par l'augmentation du nombre de ses agences porté le 31 décembre 1927 au chiffre de 156, dont près de 90 sont situées en Algérie, les moyens de crédit et de règlement sont mis à la disposition des colons, tant

1. Il en a été de même des souscriptions, lors de la création de ces actions.

2. La réserve « Primes d'émission » s'élevait alors à 70 millions et le total des réserves atteignait près de 93 millions et demi.

en Afrique du Nord que dans les principales villes de la métropole.

Depuis la cessation des hostilités, les fonds confiés en dépôt ont constamment augmenté, ainsi que l'indiquent les bilans successifs de fin d'exercice. Leurs mouvements sont enregistrés dans le tableau suivant :

Exercice	Sommes en dépôt au 31 décembre
1918	178.261.058 64
1919	330.959.056 49
1920	351.485.369 07
1921	448.243.413 23
1922	486.622.163 19
1923	620.652.895 80
1924	693.878.611 05
1925	896.720.170 38
1926	1.030.411.888 75
1927	1.292.223.285 80
1928	1.471.895.396 01

A cet accroissement des ressources correspond une augmentation du volume des opérations de banque traitées, dont les soldes s'établissent de la manière suivante, à la fin de chaque exercice.

Exercice	Portefeuille	Rentes actions obligations	Avances garanties
1918	183.118.141	9.037.418	98.147.254
1919	394.109.701	7.638.970	79.032.578
1920	384.399.540	12.470.868	96.979.960
1921	481.087.901	15.671.224	80.611.805
1922	487.660.220	8.445.628	87.111.287
1923	552.549.831	7.921.606	86.737.983
1924	524.826.551	7.369.988	100.411.073
1925	711.722.457	7.452.504	89.388.586
1926	922.505.848	7.569.791	93.131.159
1927	1.090.026.714	8.666.340	105.727.594
1928	1.318.544.529	8.661.524	107.991.822

tandis que le montant total des opérations d'escompte et d'encaissement, du papier algérien, s'est élevé aux chiffres suivants, au cours des dernières années (1).

1919	2.909.889.349 98
1921	1.736.721.745 34
1922	1.961.521.865 12
1923	2.324.783.410 85
1924	2.882.313.689 09
1925	3.306.640.243 34
1926	4.454.490.291 18
1927	5.313.249.925 47

Mais l'utilisation, notamment par la voie de l'escompte, des disponibilités qui lui sont confiées, bien que représentant l'élément le plus important de l'activité de la Compagnie Algérienne, ne constitue pas l'unique source de revenus dont elle dispose.

Indépendamment des opérations financières, cette société assure l'exploitation d'un important domaine agricole, provenant de l'ancienne Société Générale Algérienne.

Au 31 décembre 1926, la superficie totale des terrains et immeubles était de 70.496 hectares, dont 6.881 réparties en 9 exploitations, étaient mises en valeur directement. La création d'une dixième ferme était prévue au cours du dernier exercice (2).

1 D'après les tableaux parus annuellement dans les Rapports sur la situation de l'Algérie, présentés par le Gouverneur général.

2. *Sans fil*, 11 décembre 1926. Compagnie algérienne. Rapport sur l'exercice 1926.

Ce domaine est situé dans la province de Constantine. Evalué à 4.192.054 fr. 90 au 31 décembre 1919, sa valeur figure pour 6.224.758 fr. 32 au bilan clôturant l'exercice 1927. L'augmentation résulte de dépenses d'aménagements effectuées depuis la guerre et non encore amorties. Cette estimation comprend non seulement le domaine agricole, mais encore la valeur pour laquelle sont comptés les magasins appartenant à la Société.

En effet, la Compagnie Algérienne exploite, particulièrement dans les régions agricoles, un nombre assez important de magasins dont les uns sont loués par elle, tandis que les autres sont sa propriété. Les magasins appartenant à la Compagnie sont situés dans les centres suivants :

Centres	Superficie en m ² env.	Contenance en quintaux
Affreville	2.150	27 à 30.000
Aïn Bessem	»	6 à 7.000
Blida	6.000	120 à 150.000
Bordj Bouira.....	800	20.000
Bordj Bou Arreiridj ...	2.700	70.000
Mascara	3.300	80.000
Saïda	3.950	90 à 100.000
Saint-Arnaud	2.400	60.000
Sétif	2.200	60.000
Sidi-Bel-Abbès	2.950	125.000
Souk-Ahras	507	22.700
Tiaret.....	3.700	100.000

tandis que ceux pris en location se trouvent à :

Centres	Superficie en m ²	Contenance quintaux
Frenda	450	4.000
Frenda	450	12.000
Relizane	450	325.000
Châteaudun du Rhummel.....	400	—
—	544	—
—	128	—
—	128	3.000
Bordj Menaiel	150	4 à 5.000
Oued Imbert.....	300	10.000
—	203	4.000
Inkermann	184	6.000
Mostaganem	90	—
Aumale	90	2.500

Au total, la Compagnie Algérienne peut abriter dans l'ensemble de ses magasins, près de 900.000 quintaux.

Tant par le développement de son activité bancaire que par l'exploitation de son propre domaine et des nombreux magasins dont elle dispose sur le territoire de la colonie, la Compagnie Algérienne réalise d'importants bénéfices et consolide continuellement une situation financière déjà fort brillante.

Son œuvre, essentiellement colonisatrice, se révèle aussi profitable à l'agriculture algérienne qu'à l'essor économique général de la colonie.

Le nombre de ses succursales en Algérie et l'activité qu'elles y témoignent permettent de considérer la Compagnie Algérienne comme un établissement algérien, bien que son siège social soit établi à Paris.

Le Crédit Algérien.

Le caractère local du « Crédit Algérien pour favoriser le développement agricole, commercial et industriel de l'Algérie » est moins nettement accusé, bien que cet organisme vise surtout à opérer la liaison financière entre la colonie et la métropole.

Cette société, fondée en 1881, a pour objet la réalisation de toutes opérations financières, notamment la souscription et l'émission d'emprunts d'Etat, de villes ou de sociétés ; la soumission aux entreprises de travaux publics ou privés ; l'acquisition, l'es-compte, la négociation de tous effets sur l'Algérie, Paris, les départements et l'étranger ; toutes opérations immobilières en France, en Algérie et en Tunisie ; l'émission de toutes obligations ou bons.

A l'origine, le capital social était de 20 millions ; il fut successivement ramené à 8 millions, chiffre auquel il était encore en août 1926, lorsqu'une assemblée générale extraordinaire décida son élévation à 16 millions. Cette augmentation se fit par doublement du nominal des actions de 500 francs à 1.000 fr. Au capital fut incorporée une somme de 8 millions prise sur les réserves et sur le report à nouveau.

L'activité de la société se traduit de la façon suivante, d'après la variation des bilans clôturant les exercices 1919 à 1928 (V. tableau p. 90).

Année	Effets en Portefeuille	Actions Obligations Valeurs diverses	Participation	Avances sur garanties
1919	26.193.000	5.315.000	738.000	6.333.000
1920	29.265.400	7.486.800	1.515.000	5.258.400
1921	29.054.000	3.981.000	1.766.000	3.152.000
1922	37.304.000	4.983.000	1.091.500	979.000
1923	30.896.000	5.461.000	2.415.000	334.000
1924	43.046.600	4.543.000	663.700	26.000
1925	11.831.000	4.222.000	1.240.000	
1926	16.297.000	6.693.500	517.600	
1927	29.250.000	5.147.100	563.000	
1928	16.145.835	7.178.030	1.899.000	

Le Crédit Algérien dispose d'une succursale à Alger. S'occupant principalement de la négociation d'affaires importantes, cet établissement assure une circulation de capitaux aisée entre la France et l'Algérie. Aussi prête-t-il son concours aux sociétés désireuses de réaliser une émission d'obligations ou une augmentation de leur capital. Et les comptes rendus annuels font mention d'une intervention toujours heureuse dans l'appel au crédit lancé par les pouvoirs publics ou par des sociétés algériennes ou métropolitaines, dont certaines traitent avec l'Algérie un important volume d'opérations.

Parmi les organismes de crédit opérant spécialement en Algérie, mention doit encore être faite du Crédit Industriel Algérien et de la Société Anonyme du Crédit Immobilier d'Alger.

Ce dernier établissement, constitué sous la forme d'une société anonyme, fut fondé à la veille de la guerre, en juin 1914. Il a pour but d'encourager la formation de la petite propriété, notamment la

construction ou l'acquisition d'habitations à bon marché.

Le capital originaire était de 200.000 francs. Il a été porté depuis à 500.000 francs.

Enfin, il existe, dans les trois départements algériens, un certain nombre de petites banques locales et de petits banquiers. Certains d'entre eux se sont mis en rapport avec les grandes sociétés de crédit et sont leurs correspondants pour le lieu de leur résidence.

On en trouvera la liste dans l'Annuaire des Banquiers (1).

B. — ETABLISSEMENTS MÉTROPOLITAINS.

Le nombre et l'importance des transactions qui se sont rapidement nouées entre la France et sa nouvelle colonie ont fait sentir à certains grands établissements de crédit métropolitains la nécessité de s'établir dans les départements algériens. C'est ainsi que le « Crédit Lyonnais », la « Société Générale » et la « Société Marseillaise de Crédit et de Dépôts » disposent actuellement d'un certain nombre de sièges dans les principales villes de l'Algérie.

Le « Crédit Lyonnais » qui, en 1878, n'avait que deux agences, à Alger et à Oran, a successivement ouvert des succursales à Mustapha Agha, Ain-Temou-

1. *Annuaire des banquiers France et étranger*, 1928, p. 661 et suivantes.

chent, Mostaganem, Sidi-Bel-Abbès, Sétif et depuis l'année 1927 à Guyotville et Tlemcen.

Durant cette époque, la « Société Générale » qui dispose de 11 agences dans toute l'Afrique du Nord, en avait ouvert huit en Algérie, à Alger, Mostaganem, Oran, Sidi-Bel-Abbès, Bône, Bougie, Constantine et Philippeville.

La « Société Marseillaise de Crédit » que sa situation sur les bords de la Méditerranée mettait en rapports fréquents avec l'Afrique du Nord, s'est décidée, plus tardivement, à s'établir à Alger, Oran, puis en 1927 à Blida et Sidi-Bel-Abbès.

De plus, une banque anglaise, la Barclays Bank, a établi deux agences à Alger et Oran, afin de faciliter les transactions entre la colonie et ses autres agences de France et d'Angleterre

Les opérations d'escompte et d'encaissement de papier algérien ont continué de s'accroître après la clôture des hostilités comme avant 1914. Pour l'exercice 1927, le nombre des effets entrés en portefeuille atteignait :

	Effets	Francs
Crédit Lyonnais	1.015.289	2.141.331.860
Société Générale	537.042	4.173.782.758
Société Marseillaise . . .	283.349	395.645.906
Barclays Bank	44.336	229.528.920

Il faut également noter l'intervention de la Banque Franco-Algérienne, qui dispose d'un siège à Alger et de la Banque Coloniale d'Etudes et d'Entreprises mutuelles, société au capital de 8 millions, dont le groupe de filiales Nord-Africain comprenait en 1926

un certain nombre de compagnies d'électricité ou d'entreprises de construction disposant de près de 15 millions de capital (1).

On voit que l'Algérie est dotée d'une puissante organisation bancaire et que l'intervention de celle-ci dans la vie économique de la colonie a pris une ampleur sans cesse croissante. Des organismes spéciaux permettent de satisfaire aux besoins de crédit spécialisé, tandis que de puissantes sociétés, locales ou métropolitaines, contribuent à la féconde utilisation de l'épargne et assurent une intime collaboration des capitaux disponibles.

Toutefois, des besoins considérables se sont fait sentir, notamment en matière agricole, depuis la fin de la guerre. Et les banques n'ont pu répondre à toutes les demandes d'un crédit si particulier. Aussi des institutions, encouragées par les pouvoirs publics, ont-elles entrepris de donner satisfaction aux impérieux besoins de leurs adhérents.

C'est à l'étude de ce mouvement coopératif, dont l'intensité se fait chaque jour plus vigoureusement sentir et c'est à l'examen des organismes de crédit mutuel actuellement existant que seront consacrées les pages qui vont suivre.

1. *Trafic et outillage des Ports Nord Africains*, 1927, p. 256.

CHAPITRE VI

LE CRÉDIT MUTUEL ET COOPÉRATIF

Les théories coopératives, qui se sont révélées particulièrement fécondes en résultats favorables, ont reçu, dans de nombreux domaines de l'activité économique, une application des plus heureuses, notamment en matière de répartition du crédit. Et des conditions nouvelles, nées de la guerre, ont conféré aux institutions fondées sur les doctrines de solidarité une faveur jusqu'alors inconnue

Ce mouvement s'est manifesté d'une façon très générale ; aussi, en Algérie comme dans la métropole, des organismes de crédit mutuel et coopératif ont-ils été constitués en grand nombre et la force du courant d'opinion qui préside à toutes ces créations s'est manifestée plus nettement encore, au cours des dernières années.

Nous nous proposons d'examiner successivement ici quelles sont les principales formes de coopération financière adoptées dans la colonie. Et nous les distinguerons selon le but poursuivi, qui est, suivant les cas, d'assurer l'avantage d'un crédit abondant et peu coûteux soit à l'agriculture, soit au petit commerce et à la petite industrie, soit encore à l'industrie hôtelière.

I. — ORGANISMES DE CRÉDIT AGRICOLE.

La répartition des moyens de crédit entre les agriculteurs se trouve assurée par l'intermédiaire des Caisses Locales et des Caisses Régionales de Crédit Agricole Mutuel ainsi que par celui de la Caisse Foncière Agricole. Ce dernier organisme, qui est venu s'ajouter à l'édifice antérieurement existant, est de création trop récente pour qu'il soit possible d'en étudier le fonctionnement et d'en apprécier les premiers résultats. Aussi nous attacherons-nous plus spécialement à l'examen du mécanisme des caisses agricoles, dont la fondation est beaucoup plus ancienne.

C'est la loi du 8 juillet 1901, instituant les Caisses Régionales de crédit agricole, qui marque véritablement le début du fonctionnement, en Algérie, des organismes de crédit agricole mutuel. Sans doute, la loi du 7 novembre 1894 avait prévu la création des Caisses Locales agricoles, mais comme elle n'apportait à leur formation aucun appui financier, elle était demeurée lettre morte (1). Aussitôt que les capitaux nécessaires furent mis, gratuitement, à la disposition des agriculteurs, des sociétés se constituèrent pour en bénéficier. L'activité des mutualistes se manifesta d'abord par la création de Caisses Régionales. Celles-ci devinrent donc en Algérie, les cellules essentielles de l'organisation du crédit agri-

1. La loi du 5 novembre 1894 était, dès son origine, applicable en Algérie.

cole. Ce sont leurs délégués qui contribuèrent à la fondation des Caisses Locales. Et ceci était contraire à la conception théorique de l'institution.

Pour des raisons de présentation logique, nous étudierons les Caisses Locales avant les Caisses Régionales ; mais il était intéressant de signaler que la mise en application du système élaboré s'est opérée dans l'ordre inverse de celui qui avait été prévu à l'origine.

A. — *Les Caisses Locales de crédit agricole.*

Aux termes de la loi du 5 novembre 1894, des sociétés de crédit agricole peuvent être constituées, soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie seulement des membres de ces syndicats (1). Et cette faculté fut étendue aux membres des sociétés d'assurances mutuelles agricoles à forme syndicale par la loi du 14 janvier 1908. Le but des organismes de crédit ainsi autorisés est du reste nettement déterminé : ils ne peuvent que favoriser les opérations agricoles, effectuées par les syndicats eux-mêmes ou par leurs membres. L'intrusion, dans le fonctionnement des Caisses Locales, de personnes étrangères à l'agriculture et préoccupées uniquement d'opérations rémunératrices, se trouve donc ainsi écartée.

Par contre, l'accès aux Caisses de crédit est ou-

1. Loi du 5 novembre 1894, art. 1.

vert aux indigènes aussi largement et sous les mêmes conditions qu'il est permis aux colons français.

Cependant, l'Administration s'était autrefois préoccupée de la constitution de Caisses exclusivement réservées aux indigènes.

Les premières Caisses de Crédit Agricole Mutuel indigènes furent créées en 1907, dans la région de Médéa. Mais l'empreinte administrative était trop marquée pour que les Caisses Régionales acceptent sans méfiance l'application de ces nouvelles institutions. Aussi leur développement fut-il à peu près nul (1). Du reste leur constitution marque une fâcheuse tendance à opposer les deux éléments principaux de la population algérienne. Il semble donc qu'il n'y ait pas lieu de regretter l'échec de cette tentative.

L'admission des indigènes dans les caisses européennes est donc de beaucoup préférable. D'ailleurs, toutes les caisses algériennes comptent aujourd'hui un grand nombre d'indigènes parmi leurs adhérents et même dans leurs Conseils d'Administration. Et certaines Caisses Régionales, tenant compte de la différence entre la condition et les besoins des indigènes et ceux de leurs membres français, ont constitué des Caisses Locales spéciales gérées sous leur surveillance par un Conseil d'Administration indigène et représentées auprès d'elles par des indigènes.

1. En 1924, il existait seulement 5 Caisses indigènes dans le département d'Alger à Sersou, Médéa, Berrouaghia, Sidi-Aïssa, Port Gueydon et une dans le département de Constantine, celle de Belezma.

Ce système, qui n'est qu'une atténuation de la tentative de l'administration en faveur des Caisses distinctes paraît donner d'assez bons résultats. Mais il n'est appliqué que par un petit nombre de Caisses, celles de Tlemcen, Saïda, Ammi-Moussa, Bône, Batna (1).

La portée de cette initiative est donc assez limitée.

Les mesures prises par l'administration dans le but de favoriser l'essor des Caisses de crédit mixtes, c'est-à-dire ouvertes à la fois aux indigènes et aux Européens, et qui constituent la presque totalité des Caisses actuellement en activité, se révélèrent plus fécondes en résultats favorables. C'est du reste dans une communion de tous les éléments actifs de la population rurale qu'il faut envisager le développement agricole de la Colonie. Et c'est par l'exemple et le contact de nos colons que doit se faire l'éducation des indigènes (2).

Pour favoriser le développement de semblables institutions et inciter les agriculteurs à utiliser leurs services, le législateur a conféré aux caisses de crédit un certain nombre d'avantages.

C'est ainsi que les conditions de leur formation et de leur administration se trouvent être moins rigoureuses que celles des sociétés ordinaires ; au contraire, des principes régissant la vie des sociétés commer-

1. Salphati, *Le crédit agricole mutuel en Algérie*. Thèse Alger, 1924, p. 225.

2. Il aurait été intéressant de connaître la proportion des indigènes figurant dans l'ensemble des caisses de crédit mutuel agricole. Malheureusement les éléments statistiques d'appréciation font totalement défaut.

ciales, le nombre minimum des membres fondateurs n'est pas déterminé : il suffirait donc de deux personnes pour constituer valablement une Caisse Locale. Mais il faudrait que ces deux personnes fussent régulièrement affiliées à un syndicat agricole ou à une société d'assurances mutuelles à forme syndicale (1).

Les fondateurs sont absolument libres de fixer comme ils l'entendent le fonctionnement de leur caisse, car ce droit leur est formellement reconnu par la loi de 1894 (2).

Le législateur a donc voulu créer un type de société entièrement nouveau et aucune prescription susceptible d'entraver l'essor de la mutualité ne se trouve imposée aux adhérents, seuls juges de l'opportunité des règles à adopter. C'est ainsi qu'il appartient aux fondateurs de déterminer si la caisse sera placée sous le régime de la responsabilité limitée ou sous celui de la responsabilité illimitée de ses membres.

Le projet déposé par M. Meline et qui devint la loi de 1894, se basant sur l'exemple des caisses allemandes de crédit agricole, prévoyait que les sociétés françaises seraient censées établies sous le régime de la responsabilité solidaire et illimitée, à moins d'une décision contraire formellement insérée dans les sta-

1. Ceci n'interdit pas bien entendu la création de Sociétés de crédit suivant les prescriptions du droit commun, entre agriculteurs non syndiqués. Mais de semblables organisations ne pourraient évidemment bénéficier de la législation spéciale du crédit agricole mutuel. Il n'en a du reste pas été créé en Algérie.

2. « Les statuts déterminent le siège et le mode d'administration de la société de crédit. » Loi 5 novembre 1894, art. 2.

tuts. Mais on préféra laisser aux fondateurs leur pleine et entière liberté.

Il s'est en fait constitué des Caisses Locales appliquant chacun des deux principes. Toutefois il faut remarquer que l'heureuse réussite des sociétés à responsabilité solidaire illimitée demeure avant tout la conséquence d'une sage administration. Lorsque les crédits sont prudemment accordés et utilement employés, la responsabilité indéfinie ne doit en effet jamais être mise en jeu.

Du reste, dans le groupe des caisses d'Alger et d'Oran qui ont adopté le principe de la solidarité illimitée, cette solidarité n'a jamais eu l'occasion de s'appliquer effectivement (1).

Sans vouloir insister sur les avantages ou les inconvénients de chacun de ces deux régimes, il est permis de faire observer que, dans les pays où l'esprit d'association n'est pas extrêmement développé, les systèmes de solidarité illimitée ou même restreinte, présentent l'inconvénient d'effrayer les cultivateurs soucieux de ne pas trop s'engager.

Aussi la brochure éditée par l'Administration à l'usage des caisses de crédit agricole donne-t-elle la formule complète des sociétés à responsabilité limitée et ne fait-elle que citer les autres, reposant sur une solidarité plus ou moins complète (2).

Cette liberté reconnue aux fondateurs en ce qui

1. Salphati, *op. cit.*, p. 52.

2. *Guide pour la création et l'administration des Caisses de crédit agricole mutuel* (Ed. du Ministère de l'Agriculture.)

concerne le régime qu'ils veulent adopter n'est pas moindre lorsqu'ils veulent fixer les règles administratives de la société.

La gestion de la Caisse peut être confiée, soit à un Conseil d'Administration, soit à un Comité de direction, soit même à un Directeur unique. En réalité, les Caisses qui fonctionnent actuellement en Algérie sont toutes gérées par un conseil désigné à l'Assemblée Générale des sociétaires. Ce conseil est quelquefois assisté par un Comité d'escompte dont la mission consiste à examiner les demandes de prêts sollicités.

Bien que certaines des dispositions de l'organisation des Caisses Locales soient très nettement en dehors du droit commun, ces sociétés n'en conservent pas moins le caractère commercial. Les livres de commerce exigés par la loi doivent être tenus régulièrement et une Caisse peut être déclarée en faillite ou mise en liquidation judiciaire. Mais les Caisses de crédit agricole sont dispensées de l'immatriculation au registre de commerce institué par le décret du 8 novembre 1921 qui a étendu à l'Algérie les dispositions de la loi du 18 mars 1919 (1).

Le souci de favoriser l'extension des Caisses mutuelles, qui se marque déjà par l'esprit de liberté présidant à leur constitution, se manifeste également par l'octroi d'importants avantages pécuniaires et fiscaux.

Les exemptions fiscales accordées aux Caisses Locales sont motivées par le fait que « leurs bénéfices,

1. Décret du 26 novembre 1925, art. 5.

quand ils ne sont pas ristournés aux emprunteurs, sont mis en réserve pour être soustraits à tout partage ultérieur et obligatoirement affectés, en cas de liquidation, à une œuvre d'intérêt général agricole » (1).

Et les Caisses agricoles sont ainsi exemptées du paiement de la patente, de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, de la taxe sur le chiffre d'affaires et de l'impôt sur les valeurs mobilières. La plupart de leurs actes sont dispensés du versement des droits de timbre et d'enregistrement.

Une autre faveur dont jouissent les organismes de crédit agricole mutuel et dont l'importance est telle que c'est la date de son octroi qui marque le début du fonctionnement des Caisses Locales, est le droit reconnu à l'Etat de mettre à la disposition des Caisses Régionales des sommes importantes, sans exiger d'intérêt et en autorisant ces dernières à venir en aide aux Caisses Locales. Ainsi les Caisses Locales peuvent se procurer les ressources indispensables à leur activité. Et ceci explique pourquoi la constitution des Caisses Régionales a précédé celle des Caisses Locales.

Mais cet ensemble de dispositions favorables à la création des Caisses Locales ou destinées à faciliter leur activité, est compensé par des mesures édictées dans le but de conserver à ces sociétés leur caractère

1. Pasquier Bronde, *La coopération agricole en Algérie*, année 1927, p. 8.

de mutualité et d'écarter de leur administration toute intervention spéculative.

La plus caractéristique de ces mesures est certainement celle qui régit la formation du capital social. Celui-ci ne peut être formé par des souscriptions d'actions ; il ne peut être constitué que par les souscriptions des membres des sociétés. Ces souscriptions forment des parts qui peuvent être de valeurs inégales, mais sont obligatoirement nominatives et cessibles seulement aux membres de syndicats agricoles, avec l'agrément de la société (1).

Généralement, les Caisses ont adopté la forme de sociétés à capital variable. Aussi est-il prescrit que le fonds social ne pourra descendre au-dessous du montant qu'il atteignait à la constitution. Ce capital initial est rarement important ; il s'augmente des souscriptions imposées aux sociétaires à l'occasion et en proportion de leurs emprunts (2).

Le caractère de mutualité se trouve également garanti par le fait qu'aucun dividende ne doit être réparti entre les parts qui n'ont droit qu'à un intérêt fixe (3) et par l'engagement des sociétaires qui ne peuvent être libérés qu'après la liquidation des opérations effectuées par la société antérieurement à leur sortie.

Le champ d'action de sociétés ainsi organisées

1. Loi du 5 novembre 1894, article 1, § 3.

2. Cette proportion variant avec les Caisses est en général du dixième des sommes avancées (Salphati, *op. cit.*, p. 57).

3. E. Philippar, *op. cit.* Thèse, p. 261.

est — il fallait s'y attendre — assez réduit et très nettement spécialisé.

La part la plus importante de l'activité des Caisses Locales consiste en ouvertures de crédits, à court ou à long terme, accordées à leurs membres.

Les Caisses Locales peuvent en effet consentir :

1^o A tous leurs sociétaires (1), des prêts d'argent à court terme dont la durée totale ne doit pas excéder celle de l'opération en vue de laquelle ces prêts sont consentis.

2^o A tous leurs sociétaires, des prêts d'argent à moyen terme pour l'aménagement ou la reconstitution de leurs propriétés. Ces prêts sont remboursables par annuités dans un délai maximum de six ans et sont entourés de garanties particulières : cautions, warrants, hypothèques...

3^o A leurs sociétaires individuels, des prêts d'argent à long terme destinés à faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution de petites exploitations rurales. Ces prêts, garantis par une hypothèque ou un contrat d'assurance en cas de décès, sont amortissables en 25 ans. Leur montant maximum est de 40.000 francs et leur taux d'intérêt doit être toujours inférieur au taux d'es-compte de la Banque de l'Algérie.

Des conditions particulières, plus avantageuses,

1. Les syndicats agricoles peuvent recevoir des prêts à court et moyen terme, s'ils y sont autorisés par leurs statuts, s'ils offrent des garanties suffisantes, s'ils sont administrés gratuitement et s'ils ne réalisent pas de bénéfices commerciaux (D. 26 novembre 1925, art. 7, *in fine*).

sont prévues en faveur des mutilés et pensionnés de guerre.

Les prêts à court terme sont réalisés par l'escompte des effets souscrits par les sociétaires.

Les prêts à moyen terme sont réalisés après signature d'un contrat, en fixant les modalités et les conditions de remboursement.

Il est également permis aux Caisses Locales de recevoir des dépôts de fonds en comptes courants (1) ; de se charger, relativement aux opérations concernant l'agriculture, des recouvrements à effectuer pour les syndicats eux-mêmes ou pour leurs adhérents. Ils peuvent aussi contracter les emprunts nécessaires à la constitution ou à l'accroissement de leur fonds de roulement. Toutes ces affaires sont en effet conformes au but qui leur est assigné par la loi : faciliter et même garantir les opérations concernant le crédit agricole.

Tout un ensemble de dispositions propices à l'éclosion de nombreuses sociétés de crédit agricole mutuel avait été ainsi établi, dès l'année 1894. Mais ce n'est qu'au début du siècle que des moyens financiers furent mis à la disposition des sociétés à constituer. Et l'organisation préparée, enfin dotée d'un élément vital essentiel, se révéla dès lors féconde en résultats heureux, grâce à la création des Caisses Régionales.

1. Un maximum à ces dépôts doit être fixé par les statuts, lorsque la caisse ne bénéficie pas d'avances de l'Algérie.

B. — *Les Caisses Régionales de crédit agricole mutuel.*

On a proposé de définir les Caisses Régionales agricoles « des Sociétés de crédit mutuel, créées en vue de faciliter et de garantir les opérations des Caisses Locales, des sociétés d'assurances mutuelles, des coopératives et autres associations agricoles et de leurs membres affiliés » (1).

Cette définition présente l'avantage de tenir compte de l'extension d'attributions conférée aux Caisses Régionales Algériennes par le décret du 26 novembre 1925. Ce décret forme actuellement la charte du crédit mutuel dans la colonie.

Désormais les Caisses Régionales sont donc chargées de fournir des fonds aux organismes agricoles coopératifs établis dans la colonie et notamment de répartir entre eux les fonds qui leur sont consacrés par les pouvoirs publics.

Les conditions dans lesquelles s'exécute cette mission demeurent sensiblement les mêmes, que la Société recourant à cette aide pécuniaire soit une Caisse Locale ou toute autre institution coopérative. Aussi, nous nous bornerons à étudier les rapports qui unissent les Caisses Régionales et les Caisses Locales affiliées. Ces deux catégories d'établissements complémentaires sont en effet les seules ayant vraiment pour fonction la répartition du crédit agricole.

Déjà, nous avons signalé que l'institution des

1. Salphati, *op. cit.* Thèse, p. 58.

Caisses Régionales, dont la création fournissait au Crédit Mutuel Agricole les ressources indispensables à son fonctionnement, avait permis la formation des Caisses Locales, au lieu de grouper celles préalablement constituées. Ainsi, les conditions de leur création n'avaient pas correspondu à celles prévues par le législateur.

Les premières Caisses Régionales furent donc fondées par des particuliers. La chose était possible puisque ces Caisses peuvent être constituées par les mêmes personnes et dans les mêmes conditions que les sociétés locales. Elles bénéficient des mêmes avantages particuliers et les dispositions spéciales édictées en 1894 leur sont applicables.

Tout ce que nous avons précédemment dit sur ce point a donc également sa place ici. Nous n'y reviendrons pas et nous nous bornerons à marquer la part dévolue aux Caisses Régionales dans cette organisation du Crédit Agricole Mutuel, dont elles forment un rouage essentiel et nous nous attacherons à mettre en lumière les liens qui les unissent aux Caisses Locales

Les Caisses Régionales jouent le rôle d'intermédiaires entre les pouvoirs publics et les Caisses Locales. Elles ont pour tâche principale de faire tenir à ces dernières les ressources qui leur sont nécessaires et qu'elles reçoivent elles-mêmes de l'administration ou de la Banque de l'Algérie sous forme d'avances remboursables et de fiches de réescompte.

Pour ce faire, le territoire algérien est divisé en un certain nombre de circonscriptions territoriales,

donc chacune dépend d'une ou de plusieurs sociétés régionales. Et les Caisses Régionales ne doivent accepter l'affiliation que de Caisses Locales, dont le siège est situé dans les limites de leur champ d'action et qui, d'autre part, ne sont pas déjà rattachées à une autre Caisse Régionale.

Cette liaison administrative entraîne une dépendance financière : le capital des Caisses Régionales est en majeure partie formé du capital accumulé des Locales affiliées, souscrivant en parts de la Caisse Régionale pour le montant total de leur propre capital. Du reste, les deux tiers au moins des parts de Caisses Régionales doivent être réservés, par préférence, aux institutions locales (1).

Le rôle des Caisses Régionales est lui aussi déterminé en raison des rapports qui doivent exister entre ces Caisses et celles qui en dépendent.

La principale attribution des sociétés régionales est de réescompter, après endossement des Caisses Locales affiliées, les effets souscrits par les membres de ces dernières. Elles peuvent aussi effectuer tous paiements et recouvrements à opérer dans l'intérêt desdites Caisses.

Pour remplir leur mission, les Caisses Régionales ont le droit d'émettre des emprunts et des bons de caisse, de recevoir des fonds en dépôts et de se procurer les capitaux qui leur seraient nécessaires, par

1 Loi du 8 juillet 1901, art. 5 Le montant du capital présente en outre de l'intérêt, car il sert de base au calcul des avances que la Caisse peut espérer obtenir.

la mobilisation de leur portefeuille d'effets et de leur portefeuille de titres.

Mais cet ensemble de ressources ainsi autorisées s'est, dès l'origine, révélé insuffisant pour permettre aux Caisses Régionales de contribuer efficacement à l'essor des sociétés locales. Ce n'est, du reste, que lorsque des moyens financiers complémentaires eurent été mis à leur disposition que les organismes de crédit mutuel agricole purent se constituer et exercer leur action, dans les conditions prévues dès 1894.

Depuis la fin des hostilités, le développement des organismes coopératifs et l'extension de leurs opérations firent sentir la nécessité de consacrer au crédit mutuel des ressources plus abondantes.

La première réforme fut réalisée par la création d'un fonds de dotation du Crédit Agricole (Loi du 27 décembre 1923, art. 18). Un arrêté du Gouverneur Général en date du 4 janvier 1924 (1) a réglé les conditions de fonctionnement de ce fonds de dotation qui a fonctionné dès l'ouverture de l'exercice 1924. Il est alimenté par une partie des avances et redevances de la Banque de l'Algérie. Son emploi est suivi grâce à la tenue d'un compte spécial du Trésor. Et sa situation est chaque année publiée dans les documents annexes du budget. Le Gouvernement peut ainsi apporter aux institutions de crédit mutuel agricole l'aide nécessaire sous forme d'avances consenties aux Caisses Régionales.

Les demandes doivent en être adressées au Gou-

1. Abrogé et remplacé par l'arrêté du 15 mars 1924.

verneur Général qui décide, après avis de la « Commission consultative du crédit agricole », organisme spécial créé par la loi du 8 juillet 1901.

Il est tenu compte pour chaque institution, de la nature de ses opérations, de l'importance de ses besoins, de la valeur des garanties présentées, notamment du montant de capital libéré et, d'une façon générale, de tous les éléments de nature à permettre de juger de sa solvabilité et à assurer le remboursement de l'avance à son échéance.

Cette échéance varie selon la forme des prêts auxquels les avances sont destinées à faire face.

Celles consenties pour prêts à court terme doivent être remboursées à l'échéance, sans notification spéciale.

En ce qui concerne les avances destinées aux prêts à moyen terme, l'amortissement annuel en est prévu par le versement des fractions de prêts remboursées au cours de l'année précédente. Le délai d'amortissement ne peut dépasser six années. Il est porté à 25 ans, s'il s'agit d'avances pour prêts à long terme (1).

Mais toutes ces avances deviendraient exigibles immédiatement, si la Caisse était dissoute, déclarée en faillite ou mise en liquidation judiciaire, ainsi que dans le cas où elle violerait ses statuts ou les modifierait sans autorisation du Gouvernement général. Il en serait de même si les remboursements prévus

1. Il peut même être de 50 ans, s'il s'agit d'avances destinées à faciliter les opérations des sociétés coopératives de reboisement.

n'étaient pas effectués dans un délai de 3 mois sauf circonstances exceptionnelles admises par le Gouvernement général, après avis de la Commission consultative du Crédit agricole.

Actuellement, la procédure à suivre pour obtenir une avance est fixée de la façon suivante (1) :

Les demandes présentées par les Caisses Régionales doivent l'être séparément, pour chacune des catégories d'opérations auxquelles les avances sont destinées à faire face :

- Prêts à court terme ;
- Prêts à moyen terme ;
- Prêts individuels à long terme ordinaires ;
- Prêts individuels à long terme spéciaux (mutilés, anciens combattants, victimes civiles de la guerre).

Ces demandes doivent être adressées au Gouverneur Général avant le 1^{er} mars de chaque année et les Caisses doivent y joindre les pièces suivantes :

Deux exemplaires des statuts ; une liste des souscripteurs indiquant le capital versé en espèces par chacun d'eux (2) et le Syndicat professionnel agricole auquel chacun est affilié ; un certificat ou une attestation constatant l'importance du capital versé ; la liste des membres du Conseil d'Administration et des Commissaires de surveillance ; une copie des délibérations de l'Assemblée générale constitutive,

1. Arrêté du Gouverneur général en date du 29 avril 1907.

2. L'indication du capital est exigée, parce que le maximum de l'avance est conditionné par le montant du fonds social. Ce maximum ne peut dépasser le quintuple du capital libéré.

un récépissé du Greffe de la Justice de Paix certifiant que les conditions de publicité prescrites ont été remplies ; une liste des Caisses Locales affiliées ; une note sur l'organisation financière et le fonctionnement de la Société, ainsi que sur le contrôle des Caisses affiliées.

A côté de ces principes posés par le Gouverneur Général, diverses dispositions furent édictées par la Commission consultative.

En effet, trop de Caisses finissaient par considérer ces avances comme une subvention déguisée, mais définitivement acquise. D'autre part, l'afflux des demandes, résultant de l'extension des opérations de crédit agricole mutuel, empêchait de donner satisfaction à toutes indistinctement. Il fallut réserver l'appui financier de l'Etat aux Caisses Régionales qui faisaient, des fonds prêtés, l'utilisation la meilleure (1).

Aussi la Commission décida-t-elle que les avances accordées aux Caisses devaient leur servir à étendre leurs opérations en faveur des petits colons et qu'il fallait tenir compte de l'accroissement de leur portefeuille obtenu grâce à d'autres ressources. Un maximum du montant de chaque prêt motivant l'appel au concours de l'Etat fut fixé en même temps que la proportion du tiers du portefeuille était prise comme base de l'avance à consentir. Cette proportion était ramenée au quart, si les prêts à couvrir dépassaient 2 millions.

1. Salphati, *op. cit.*, thèse, p. 164.

La création du fonds de dotation du crédit agricole et l'accord signé avec la Banque d'Algérie au renouvellement de son privilège, ont permis d'accroître notablement le montant total des avances consenties.

Alors que les avances non remboursées accordées aux Caisses Régionales n'atteignaient que 5.664.000 fr. à la fin de l'année 1919, elles dépassaient 26 millions à la clôture de l'exercice 1926 (1).

Malgré ce constant accroissement, les avances accordées n'assuraient pas au crédit agricole mutuel des ressources assez abondantes ni assez souples pour satisfaire à des besoins nombreux et irréguliers.

Après des négociations assez délicates, un accord intervint entre le Gouverneur Général et la Banque de l'Algérie, en juillet 1926. La Banque acceptait de réescompter, à concurrence de 100 millions, le papier à court terme des Caisses Régionales. Elle accordait d'autre part à la Colonie une avance de 30 millions, au taux de 2 %, remboursable à la fin de son privilège, en 1945, en faveur du crédit agricole à long et à court terme et des associations sociales urbaines.

Sur cette avance, 18 millions ont été affectés au

1. En 1927, M. Pasquier Bronde, déplorant la médiocre dotation du crédit agricole mutuel en Algérie, fixait à 20 millions et demi le montant des fonds mis à sa disposition en 1925. Il donnait de leur origine la distinction suivante :
Prélèvement sur l'avance fixe de 30 millions de la

Banque	13.500.000
Prélèvement sur les redevances, environ.....	7.000.000

et il déplorait que cette somme fut vraiment inférieure aux besoins constatés. (Pasquier-Bronde, *op. cit.*, p. 17).

crédit agricole par les Délégations financières.

La répartition de la fiche d'escompte de 100 millions fut débattue entre la Fédération des Caisses Régionales et la Banque de l'Algérie dans un large esprit d'entente.

Le fonctionnement du crédit agricole paraît ainsi assuré dans des conditions très satisfaisantes.

Les opérations des Caisses Régionales se sont d'ailleurs constamment développées depuis la fin de la guerre.

Les prêts à court terme ont atteint, depuis 1920, les chiffres suivants, établis à l'époque de leur effort maximum, c'est-à-dire entre juillet et septembre.

1920	10.000.000
1921	31.413.000
1922	33.733.000
1923	49.643.000
1924	63.094.000
1925	89.386.000
1926	108.093.951
1927	179.900.000
1928	245.000.000

Au cours des mêmes années, les avances ont atteint les sommes suivantes :

1920	6.591.000
1921	15.238.000
1922	14.861.000
1923	17.413.000
1924	18.683.000
1925	21.098.000
1926	21.301.000
1927	23.000.000
1928	24.000.000

En 1920, les prêts n'atteignaient pas le double du montant des avances ; ils dépassaient le quintuple en 1926.

Le crédit à long et moyen terme n'a pas encore fonctionné, car l'organisation d'un établissement destiné à compléter le système actuel vient seulement d'être établie : la Caisse Foncière Agricole.

Par contre, les prêts spéciaux à long terme consentis aux mutilés ont suivi une progression satisfaisante. Ils atteignaient à la fin de 1926 un chiffre supérieur à 3 millions 1/2.

En outre, depuis le vote de la loi du 13 juillet 1928, établissant un programme de construction d'habitations à bon marché, loi applicable en Algérie (1), il paraît légitime de prévoir une extension de l'activité des Caisses Régionales.

En effet, l'article 21 de cette loi dispose que les Caisses Régionales de crédit agricole mutuel sont assimilées aux Sociétés de Crédit immobilier (2) pour les opérations suivantes :

- Prêts individuels pour l'acquisition ou la construction d'habitations rurales.
- Prêts individuels pour la réparation, l'aménagement ou l'assainissement d'habitations rurales existantes.

Le décret du 20 octobre 1928 réglemente les formalités à accomplir par les Caisses Régionales pour obtenir des avances de l'Etat ; fixe les documents

1. Loi du 13 juillet 1928, art. 42.

2. Depuis juillet 1919, il existe à Alger une Société de Crédit immobilier.

à fournir à la Caisse des Dépôts et Consignations pendant la durée des avances et détermine le mode d'établissement des contrats entre les Caisses Régionales et la Caisse des Dépôts.

Celles des Caisses Régionales qui voudront user de la faculté qui leur est offerte par le législateur, auront à modifier leurs statuts pour comprendre dans leur activité les opérations nouvelles.

Le taux d'intérêt des prêts individuels qui pourront être ainsi consentis, est fixé à 2,50 %.

Enfin les Caisses sont soumises à la nécessité de faire figurer les opérations effectuées en vertu de la loi de 1928 dans une section spéciale de leur comptabilité.

La Caisse des Dépôts et Consignations doit être tenue au courant de la marche des Sociétés Régionales, pendant toute la durée des avances qu'elles auront obtenues (1).

Toutes ces dispositions ont été édictées à une date fort récente. Il est encore impossible d'apprécier l'ampleur que connaîtront les opérations qu'elles ont pour objet de réglementer. Il est cependant permis de penser que, étant donné la crise de logements dont souffre la colonie avec autant d'acuité que la Métropole, les Caisses Régionales trouveront dans cette extension de leurs attributions un élément nouveau de développement.

Le mouvement des Caisses Régionales et des Caisses Locales qui s'y rattachent marque sans doute un

1. Décret du 20 octobre 1928, art. 6.

assez faible accroissement (1) : au 31 décembre 1917, il existait 39 Caisses Régionales, groupant 16.445 adhérents répartis entre 278 Caisses Locales.

Au 31 décembre 1926 fonctionnaient 41 Caisses régionales, groupant 21.194 adhérents répartis entre 316 Caisses Locales.

Le capital social des Caisses Régionales était légèrement supérieur à 2 millions en 1917.

Il est en 1926 supérieur à 13 millions et demi.

Toutefois, il est permis de constater une indéniable extension des opérations à court terme réalisées.

Le crédit à moyen et à long terme, dont la mise en œuvre s'est trouvée retardée par les circonstances, doit également répondre aux besoins des agriculteurs, le jour où fonctionnera la Caisse Foncière Agricole, dont la constitution est toute récente et dont il nous reste à esquisser brièvement l'organisation ainsi qu'à rappeler les conditions dans lesquelles fut décidée sa fondation.

ORGANISATION DES CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLES ET DES CAISSES LOCALES AFFILIÉES

ALGER.

Crédit central agricole (2, rue Arago) : Bordj-Menaïel, Delleys, Boufarik, Kolea, Staoueli, Rouiba.

Caisse régionale de crédit agricole mutuel d'Alger (2, rue Portalis) : Ain-Bessem, Aumale, Birkadem, Les Issers, Rebeval, Abbo, Bouira, Maillot, Castiglione, Tefeschoun, Be-

1. La première caisse fondée sous le régime de la loi de 1901 fut celle d'Alger. Avant cette époque il existait deux caisses régionales, à Oran et à Djidjelli.

rard, Baba-Hassen, Saint-Ferdinand, Crescia, Mahelma, Ouled-Fayet, Sainte-Amélie, Douera, Guyotville, Chaiba, Fouka, Azarga, Zeralda.

BLIDA.

Blida (rue Portalis) :

Oued el Alleug (rue Portalis) :

El-Affroun : Mouzaïville, la Chiffa.

Affreville : Affreville, Ain Sultan, Duperré, Hamman-Righa, Lavigerie, Lavarande, Littré, Marguerite, Miliana, Taine, Teniet el Haad, Vesoul, Beniau, Voltaire, Recheika, Zenakra, Reibell, Miliana.

Cherchell (rue Portalis) : Cherchell (rue Arago).

Marengo : Marengo, Bourkika, Cherchell, Dupleix, Gouraya, Tipaza.

Medea : Medéa-Berrouaghia, Cave coopérative de Brazza, Docks coopératifs de Brazza, Ben Chicao, Champlain, Nelsonbourg, cave de Nelsonbourg, Bonely, la Sapie, cave coopérative de Loverdo, Coopérative de matériel agricole de Boghar, Coopérative de matériel agricole de Moudjebéur.

Miliana ;

Orléansville (rue Arago) : Charron, Malakof, Massena, Renault, Paul Robert, Rabelais, Fromentin, Cavaignac, Monténotte, Flatters, Haneteau, Bougainville, Lamartine, Oued Fedda, Les Attafs, Carnot, Rouina, Ponteba.

Tenes (rue Arago) : (sont affiliés à la Caisse régionale de la rue Portalis), Cavaignac, El Marsa, Flatters, Fromentin.

Vialar (rue Portalis) : Vialar, Liebre, Bourbaki, Taine, Hardy.

BONE.

Bône : Bône, Barral, Randon, Tard Yusuf, Blandan, Penthievre, Lamy, Roum el Souk, Moris Edouh, Caisse locale « La Moufiennne ».

Guelma : Guelma, Sedrata, Petit Millesimo, Heliopolis, Clauzet, Galliéni, Lapaine, Ras el Akba, Oued Cherf.

Souk-Ahras : Souk-Ahras, Laverdure, Tebessa, Morsott, Békaria.

CONSTANTINE.

Constantine : Ain Beida, Ain M'lila, Bernette, Ain Abid (ne fonctionnant pas actuellement), Constantine, col des

Oliviers (ne fonctionne pas actuellement), Canrobert, Fedj M'Zala, Kenchella, Lucet, Redjas, Renier, Rouached, Condé, Smendou, El Milia, Sedrata (ne fonctionne pas actuellement).

Djidjelli : Djidjelli, Taher.

Jemmapes : Jemmapes, Lanoix, Gaotu, Auribeau, La Robertseau.

Philippeville : Philippeville, Saint-Charles, Colla.

ORAN.

Oran : Ain el Turck, Bou Tlélio, Lourmel, Hamman Bou Hadjat, Hin el Hzga, Saint-Maur, Sidichami, Saint-Louis, Saint-Cloud, Renan, Kleber, Saint-Leu, Perregaux, Assi ben Okga.

Relizane : L'Hillis, Ferry, Zemmorah, Renault, Saint-Aimé, Kemenda.

Mostaganem :

Ain-Temouchent : Ain Temouchent, Guiard.

Ammi Moussa : El Allef, Guillaumet.

SÉTIF.

Sétif : Gilbert, Saint-Arnaud.

Batna :

Bordj bou Arreridj : Bordj Bou Arreridj.

SIDI-BEL-ABBÈS.

Sidi-Bel-Abbès : Sidi-Bel-Abbès, Detrie, Lamtar, Tabia, Tassin, Tenira, Boutin, Deligny, Baudens, Tirman.

Mascara : Thierville, Montgolfier, Dombasle, Ain Farès, Ain Fekan, Oued Taria, Matemore, Palikao, Martimprey.

Tlemcen : Tlemcen, Montagnac, Marnia, Nedromah, Descartes, Sebdon, Beni Saf Abdellys, Azails, Terny, Ain Ghoraba, Ouled Mimoun, Irfy, Beni Mester, Beni Smiel, Chouly.

Caisse de Crédit agricole mutuel du Maroc oriental.

TIARET.

Tiaret : Tiaret, Prévost Paradol, Palat, Trezel, Trumelet, Diderot.

Caisse locale de crédit mutuel agricole de Tiaret (Caisse régio-

nale, 11, rue d'Arzew, Oran) : Tiaret, Burdeau, Victor Hugo. (Ces deux Caisses locales sont filiales de la Caisse régionale de Crédit agricole et mutuel, 2, rue Portalis, Alger.)

Frenda : Caisse locale l'Union. (Cette caisse est filiale de la Caisse régionale de Mascara); Crédit agricole mutuel de Montgolfier (filiale de la Caisse agricole et mutuel d'Alger, 2, rue Portalis).

C. — *La Caisse Foncière Agricole.*

Tandis que le crédit à court terme est assuré par les Caisses Locales et Régionales, au moyen, d'une part, des prélèvements sur les avances et redevances de la Banque de l'Algérie et, d'autre part, des facilités de réescompte obtenues en faveur du papier à court terme, l'organisation du crédit agricole à moyen et à long terme (1) n'avait pu être mise définitivement sur pied, même lors de la révision des textes organiques opérée en 1925.

La Banque de l'Algérie soutenait qu'elle n'avait à connaître que le papier agricole à court terme, alors que les colons avaient besoin à la fois de larges facilités de renouvellement et de crédit sérieux.

Dès 1925 un vœu émis par les Délégations financières préconisait la création d'un organisme spécial. Et le projet de constitution d'une Banque Agricole était incorporé dans le projet de budget pour 1926. Mais la Chambre des députés réclama la

1. Sauf cependant le crédit à long terme en faveur des pensionnés et mutilés de guerre, qui a fonctionné depuis la fin des hostilités.

disjonction des articles relatifs à ce nouvel organisme (1).

Un projet de loi spécial fut déposé en 1926 par le Gouvernement, sur la demande du Gouverneur général, après avoir été soumis à l'approbation des Délégations financières. Il comportait la création de la Caisse Foncière Agricole d'Algérie qui, sur le modèle des Sociétés anonymes, devait être gérée par des représentants des Caisses Régionales, des banques algériennes et de la Colonie. Elle avait pour mission de mettre à la disposition des Caisses Régionales les fonds provenant, pour le moment, de son capital et surtout des avances de la colonie et plus tard, de ressources nouvelles créées par elle.

« Ces avances consisteront en une somme de 18 millions, prélevée sur le prêt de 30 millions à 2 % que la Banque de l'Algérie a, au mois de juillet et jusqu'à l'expiration de son privilège, consenti à la colonie à la suite des négociations poursuivies avec son directeur par M. le Gouverneur général Violette » (2).

Lors de la deuxième session extraordinaire de 1928, les Délégations financières ont demandé, en faveur de la Caisse Foncière, d'une part l'exonération des droits d'enregistrement sur les actes relatifs à son fonctionnement, d'autre part l'octroi d'un nou-

1. Bonifay, *op. cit.* Thèse, p. 157.

2. Compte rendu de la Session extraordinaire des Délégations en 1926 in *Bull. du Comité de l'Afrique française*, 1926, p. 677.

veau prêt de 30 millions, accordé à intérêt réduit par la Banque de l'Algérie (1).

Tous autres emprunts émis par souscription publique et supérieurs à 500.000 francs doivent être autorisés par le Gouvernement général, après avis du ministre des Finances.

Par décision prise en Conseil de Gouvernement, le Gouverneur général peut garantir les emprunts contractés par la Caisse Foncière Agricole dans les limites préalablement fixées par les Délégations financières algériennes.

Le projet d'une Banque Algérienne de Crédit Agricole était abandonné. Il avait, du reste, perdu sa raison d'être, puisque le papier à court terme des banques régionales devait être escompté par la Banque de l'Algérie, à la suite de l'accord intervenu en 1925.

C'est la loi du 28 juillet 1927 qui crée en Algérie la Caisse Foncière Agricole, sous la forme d'une Société anonyme algérienne au capital de 2 millions de francs et dont le siège est à Alger. Le capital est réparti entre 1.000 parts de 1.000 francs souscrites par la Colonie et 1.000 parts de même valeur réservées aux Caisses Régionales de Crédit agricole mutuel (2). L'intérêt des parts attribuées à l'Algérie

1. Délégations algériennes. Séances des 7 et 8 novembre 1928, vœux Dussaix et Hovard.

2. Les délégations financières, en avril 1927, avaient émis le vœu que participent exclusivement à la constitution de l'organisme projeté, les Caisses régionales et la Colonie (*Revue des Valeurs de l'Afrique du Nord*, 1927, p. 36).

doit être versé au fonds de dotation du crédit agricole.

Les opérations de banque autorisées sont des plus étendues, acquisitions, échanges de biens, hypothèques et nantissements, dépôts, emprunts, émissions d'obligations, bons, etc... en un mot, tout ce qui relève du crédit public et privé.

Le législateur a même autorisé la Caisse Foncière à faire procéder à des constructions et à des travaux.

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de 12 membres, dont 6 sont nommés par le Gouvernement général et représentent l'Algérie et 6 par les Caisses Régionales.

Le Directeur des services financiers et le Directeur de l'agriculture, du commerce et de la colonisation, ou leurs représentants, ont entrée au Conseil d'Administration avec voix consultative.

Il est prévu que le Conseil d'Administration pourra constituer un comité de direction et lui déléguer au moins une partie de ses pouvoirs.

La première séance du Conseil s'est tenue le 16 juillet. La Caisse Foncière est donc prête à fonctionner. Elle dispose de ressources abondantes, obtenues à un taux assez bas pour lui permettre d'en faire un emploi facile et rémunérateur. On sait que toute la puissance de son crédit provient du concours financier de la Colonie et de la Banque de l'Algérie.

Le fonctionnement des différentes institutions que nous venons de passer rapidement en revue semble

propre à fournir au mouvement coopératif algérien les moyens financiers qui lui faisaient défaut. Ce mouvement est actuellement très sensible et son importance ne fait que s'accroître de façon régulière et continue.

« Sous des formes variées, dont les noms qui paraissent étranges sont pourtant familiers à tous, viticoops, tabacoops, cotocoops et bien d'autres, il existe en Algérie 183 sociétés qui groupent près de 10.000 membres et dont la plupart voient de jour en jour augmenter leur prospérité.

Les agriculteurs à qui ces organismes facilitent toutes les opérations accessoires de l'agriculture, vinfications, battages, traitements variés, peuvent également obtenir, grâce à l'existence de 34 Caisses Régionales de crédit et des 328 Caisses Locales, des prêts qui s'élèvent pour une seule année à 179 millions. Dans le domaine purement indigène, 200 sociétés indigènes de prévoyance groupaient en 1926 près de 50.000 adhérents » (1).

II. — LES BANQUES POPULAIRES.

Le manque de capitaux est une des principales causes de la situation précaire où se trouvent le petit commerce et la petite industrie. Il est en effet très difficile pour un ouvrier, un petit patron ou un petit commerçant qui veut s'établir ou même sim-

1. Borde, Discours d'ouverture de la S. O. des Délégations financières, 11 mai 1928.

plement assurer la marche régulière et le développement de ses affaires, de se procurer les disponibilités nécessaires à la réalisation de ses projets, si ce n'est en souscrivant à des conditions trop souvent usuraires, qui obèrent lourdement sa situation financière.

C'est pour tenter de remédier à ce fâcheux état de choses que, dans la métropole, sont intervenues les lois des 13 mars 1917 (celle-ci complétée par le décret du 31 janvier 1918) et 24 octobre 1919. La première de ces lois a organisé le crédit au petit et moyen commerce, à la petite et moyenne industrie ; la seconde en a élargi les dispositions en faveur des petits commerçants et des petits industriels démobilisés. Ces lois ont été rendues applicables en Algérie par décrets des 12 mai 1921 et 22 octobre 1923.

Par ces dispositions, le législateur a voulu permettre au commerçant travailleur et honnête de se procurer le crédit nécessaire, soit à son installation, soit à l'amélioration de son outillage et au développement de son entreprise.

La loi précitée du 13 mars 1917 prévoit, à cet effet, la création de deux séries d'organismes nouveaux et dont les attributions se complètent : les Sociétés de caution mutuelle et les Banques populaires.

Les Sociétés de caution mutuelle ne réalisent pas d'opérations de crédit. Elles se bornent à avaliser ou à endosser, dans des conditions déterminées, les effets créés, souscrits ou déjà endossés par leurs

membres, à raison de leurs opérations professionnelles. Elles ne fournissent donc pas directement le crédit, mais elles renforcent, par la garantie qui s'attache à leur signature sociale, la capacité de crédit de chacun de leurs adhérents. Ce sont de véritables syndicats de garantie.

Le crédit ainsi consenti est donc autant personnel que réel.

Mais le principe de mutualité, qui ne va pas sans celui de contrôle également mutuel, peut offrir aux grandes sociétés de crédit, à condition de ne pas créer une complaisance mutuelle de garantie collective, l'occasion qu'elles recherchent pour étendre leurs avances à l'industrie et au commerce de petite et de moyenne importance (1).

Bien qu'aucun lien nécessaire ne rattache les Banques populaires aux Sociétés de caution mutuelle, il semble que le législateur ait voulu constituer, au-dessus de ces dernières, un organisme destiné à remplacer les grands établissements financiers et principalement à escompter le papier ainsi cautionné (2).

Les Banques populaires jouent donc le principal rôle dans l'organisation ainsi réalisée. Malgré leur caractère coopératif très accentué, elles forment de véritables sociétés commerciales, car, tout au moins pour certaines opérations, leur clientèle n'est res-

1. G. Manchez, *Sociétés de Dépôts-Banques d'affaires*. Paris, 1918, p. 55.

2. C'est là une organisation comparable à celle des caisses de crédit agricole.

treinte ni à leurs propres adhérents, ni même à des commerçants ou industriels.

De même que les Sociétés de caution mutuelle, les Banques populaires peuvent comprendre à la fois des membres participants, admis à profiter de tous leurs avantages, et des membres non participants, n'ayant droit qu'à la rémunération de leurs apports.

Mais l'accès de ces banques n'est pas comme celui des Sociétés de caution mutuelle, exclusivement réservé aux commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales. La loi n'exige des sociétaires aucune qualité professionnelle, en sorte que toute personne ou société pourra souscrire ou acquérir des parts ou actions ; il suffira que les souscripteurs soient Français.

Sans doute, les Banques populaires ne peuvent faire d'opérations qu'avec « des commerçants, industriels, fabricants, artisans et sociétés commerciales pour l'exercice normal de leur industrie, de leur commerce et de leur métier ». Toutefois, ajoute la loi, elles peuvent recevoir des sommes en dépôt de toutes personnes ou sociétés (1).

Il convient donc d'établir une distinction, quant à la nature des opérations que peuvent entreprendre les banques populaires, suivant la qualité de leurs clients. Avec les commerçants, industriels, sociétés commerciales, etc... elles sont autorisées à faire toutes les opérations de banque (mais non pas les opérations de bourse) nécessaires à cette clientèle ;

1. Loi du 13 mars 1917, art. 10 3^o.

elles recueillent sous forme de capital social, de dépôts, d'emprunts, de subventions, les fonds destinés à satisfaire aux besoins de crédit de leurs sociétaires ; elles leur consentent des avances à un taux peu élevé, pour une durée déterminée. De toutes autres personnes ou sociétés, il leur est seulement permis de recevoir des fonds en dépôts.

Les Banques populaires ont donc pour objet de fournir aux petits commerçants et industriels, le crédit à son véritable prix de revient, en leur retournant les bénéfices, après prélèvement des frais généraux, des réserves et d'un intérêt de 6 % au plus, servi aux actions (1).

D'autre part, en retenant dans les localités qui les ont produits, les fonds provenant de l'épargne populaire et en les employant à soutenir les initiatives locales, elles forment une intéressante tentative de décentralisation bancaire.

« Elles sont enfin, pour leurs sociétaires, des écoles pratiques de bonne gestion d'affaires ; elles leur apprennent à mobiliser leurs créances en contribuant à étendre l'usage des effets de commerce. » (2).

Les Banques populaires sont des organismes privés ; aussi l'Etat n'intervient que pour stimuler leurs initiatives et il leur accorde son concours sous la forme d'une aide pécuniaire, initiale et temporaire.

1. La loi du 7 août 1920 rendue applicable en Algérie par décret du 22 octobre 1923, a porté de 5 % à 6 % le taux de l'intérêt susceptible d'être servi aux capitaux souscrits.

2. *Exposé sit. gén. Algérie en 1923*, présenté par Th. Steeg, p. 583.

A cet effet, il double en général les apports faits par les commerçants et sextuple la somme souscrite lorsqu'elle provient de sociétaires qui ont été mobilisés durant la guerre (1).

Le capital d'une Banque populaire, qui doit être constitué par au moins sept souscriptions, présente donc une grande importance, puisqu'il détermine le montant de l'allocation qui peut être accordée par l'Etat.

La loi du 7 août 1920 a complété et modifié la loi sus-visée de 1917 ; elle prévoit notamment que le fonds social des Banques populaires adoptant la forme de sociétés à capital variable peut être porté à 500.000 francs et que chaque augmentation annuelle de capital peut atteindre la même somme (2).

Ce capital est représenté par des actions ou des parts, qui demeureront nominatives. Si la société a adopté le principe de la création d'actions, celles-ci devront être toutes de même valeur et la responsabilité des souscripteurs et cessionnaires est en principe limitée à leur montant (3).

Lorsqu'elle est autorisée par les statuts, la négociation de ces parts ou actions ne peut se faire

1 Th. Steeg, *Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1922*, p. 711. Alger, 1923.

2. La même loi exempte les Banques populaires de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

3. Cette responsabilité peut cependant être plus large : l'article 3 des statuts de la Banque populaire de Bône prévoit que « chaque actionnaire garantit en outre les engagements de la Société pour une somme égale à la moitié de la valeur nominale des actions par lui souscrites »

qu'avec l'agrément du Conseil d'Administration.

Dans le silence de la loi, les Banques populaires s'administrent librement, en se conformant aux règles établies par les statuts. Toutefois leur création doit faire l'objet d'une autorisation du Gouverneur général, qui en apprécie l'opportunité.

Ce sont les statuts qui précisent la nature des opérations envisagées, en dehors de l'escompte qui demeure l'objet principal. Ils fixent les garanties à exiger et déterminent les règles applicables à chaque nature d'opérations. Ils prévoient l'utilisation du capital social ainsi que du fonds de réserve s'il en existe un.

Pour satisfaire aux exigences d'une législation très souple, il suffit du reste que les statuts obligent le Conseil d'Administration à limiter l'importance et la durée du crédit qui pourra être accordé à chaque client.

En vue de favoriser la création de Banques populaires en Algérie, la loi du 5 avril 1921, portant affectation des avances et redevances de la Banque de l'Algérie, a réservé sur le montant de l'avance de 18 millions que cet établissement s'est engagé à mettre à la disposition de la Colonie, une somme de 4.500.000 francs destinée à être attribuée en partie, à titre d'avances, aux banques populaires qui viendraient à se créer.

Ces avances sont consenties sur l'avis de la commission spéciale instituée par arrêté du 2 juin 1921 et composée de fonctionnaires et de personnalités

du monde économique algérien, nommés par le Gouverneur général (1).

Cette commission est également consultée en vue de l'attribution du titre de Banque populaire en conformité de l'article 3 de la loi du 7 août 1920 (2) qui a réglementé l'usage de cette dénomination. L'autorisation de porter ce titre est subordonnée au résultat d'une enquête auprès des autorités locales et notamment des Chambres de Commerce, établissant que la création projetée répond bien aux besoins des petits industriels et commerçants de la région et que l'institution offre bien toute les garanties d'honorabilité et de solvabilité désirables.

L'instruction des demandes d'avances des Banques populaires comporte la vérification de leurs opérations ; les règles générales de la comptabilité de ces établissements ont été fixées par une circulaire du ministre du Commerce et de l'Industrie, en date du 1^{er} septembre 1920.

Par une grande liberté accordée à la rédaction des statuts ; par des exemptions fiscales, importantes si l'on considère la charge qui pèse sur les établissements bancaires ; par l'octroi d'avances et de subventions, l'Administration a marqué son désir d'encourager les initiatives privées. Elle est également intervenue auprès des Chambres de Commerce et de divers organismes financiers et cherche à répandre,

1. Cf. *supra*, p. 28.

2. Rendue applicable en Algérie par Décret du 22 octobre 1923.

par la voie de la presse, l'idée de coopération et de mutualité financières. Il nous reste à examiner quels résultats a obtenus, en Algérie, l'effort ainsi tenté par les pouvoirs publics.

II

La Commission de répartition des avances s'est réunie pour la première fois le 27 octobre 1923. Elle a émis un vœu favorable à la demande de la Banque populaire de Bône qui a sollicité une avance de 300.000 francs ; celle-ci lui a été attribuée, au titre de la loi du 13 mars 1917.

La Banque populaire de Bône, la première fondée, fut constituée en octobre 1922. Sa circonscription territoriale s'étend à l'arrondissement de Bône et aux cantons de Jemmapes, Guelma, Souk-Ahras, Sedrata et Tébessa.

Puis en juin 1923 fut fondée la Banque populaire de Bougie.

Grâce au concours de la Chambre de Commerce d'Alger, du Syndicat commercial et de la Banque de l'Algérie, le projet de la Banque populaire d'Alger fut réalisé en août 1924. La Banque populaire de Constantine avait été ouverte en juin de cette même année.

Le projet d'ouvrir une Banque populaire à Oran est depuis longtemps à l'étude mais n'a pas encore abouti. L'ouverture de ce cinquième établissement était pourtant prévue pour 1926 (1).

1. Délégations financières algériennes ; Séance du 27 mai

Il n'a pas été constitué jusqu'ici de Sociétés de caution mutuelle et il ne semble même pas que des projets de ce genre soient actuellement à l'étude.

Au fur et à mesure de leur constitution, les 4 Banques populaires de l'Algérie ont entrepris diverses opérations de crédit et d'escompte, dont l'importance s'accroît légèrement chaque année.

Les moyens d'action de semblables organismes dépendent :

1^o de leur capital ; 2^o des dépôts ; 3^o des avances accordées par la Colonie.

L'examen des variations ressenties par ces différents éléments d'activité permet de comprendre le mouvement des affaires traitées.

Les Banques populaires existant en Algérie ont adopté la forme de sociétés à capital variable. La valeur de celui-ci a successivement atteint les chiffres suivants :

Banque populaire	1924	1925	1926	1927
Alger	480.000	500.000	500.000	1.000.000
Constantine...	200.000	322.000	374.000	452.000
Bône.....	164.000	250.000	282.000	300.000
Bougie	51.000	76.000	75.750	76.000
Total	895.000	1.148.000	1.231.750	1.828.000

Ces établissements ont su inspirer au public, dès le début de leur fonctionnement, la confiance qui leur était nécessaire pour obtenir des dépôts dans leurs caisses. Ceux-ci se montaient :

1926. Interventions de M. Brunel, Commissaire du Gouvernement. Comptes rendus, III, p. 622.

Au 31 décembre 1925 à	2.472.756
Au 31 décembre 1926 à	5.346.450
Et au 31 décembre 1928 à ..	19.359.482

Les avances accordées aux Banques populaires par la Colonie sont de deux espèces, les unes consenties en application de la loi du 13 mars 1917, les autres au titre de la loi du 24 octobre 1919 organisant les prêts à long terme destinés à la remise en marche des petites entreprises appartenant à des démobilisés.

Les avances octroyées en vertu de la loi de 1917 s'élevaient, au 31 décembre 1925, à la somme de : 1.747.000 francs, ainsi répartie :

Banque populaire d'Alger.....	980.000
— de Constantine	400.000
— de Bône	300.000
— de Bougie	67.000

Le développement des opérations effectuées a permis, en 1926, le remboursement d'une partie de ces avances : 344.400 francs et seule, une nouvelle avance de 200.000 francs a été accordée à la Banque populaire de Constantine.

Les avances faites en application de la loi de 1919, se sont élevées en 1924 à la somme de 1.700.000 francs ainsi répartie :

Banque populaire d'Alger.....	1.000.000
— de Constantine	500.000
— de Bougie	200.000

Malgré leur indéniable accroissement et l'aide financière apportée par le Gouvernement général, les moyens d'action mis à la disposition des Banques

populaires demeurent fort limités. Les résultats obtenus sont également assez restreints.

Le nombre des membres adhérents n'atteignait pas 1.600 à la fin de 1926. Les effets escomptés se montaient à un peu plus de 43 millions et les crédits ouverts dépassaient légèrement 4 millions.

Il ne semble pas que ces établissements, qui ne disposent que de très faibles réserves, soient actuellement dans une situation très prospère. Sans doute la Colonie continuera de soutenir les efforts coopératifs ainsi tentés. Mais si l'on ne peut qu'approuver au point de vue social immédiat la naissance de pareilles entreprises, il est permis à l'économiste de craindre que des tentatives aussi artificiellement soutenues tant par des subventions que par des exonérations fiscales, ne viennent fausser le marché des capitaux et n'amènent un certain déséquilibre dans la vie économique, en faisant profiter une partie seulement de la population, d'avantages financiers dont les ressources finissent toujours par ne provenir que de l'impôt.

III. — LE CRÉDIT HÔTELIER.

L'année 1930 marquera la fin du premier siècle de notre possession des territoires algériens. Et des fêtes solennelles doivent se dérouler en Afrique du Nord, où cet anniversaire sera célébré avec la dignité convenable.

C'est le souci de garantir aux touristes et aux visi-

teurs attirés dans la Colonie par cette occasion, un logement dans des hôtels nombreux et confortables, qui a incité le Gouvernement général à provoquer la formation d'une institution de Crédit hôtelier.

Et la brièveté du temps restant à courir a favorisé la rapidité des négociations.

Au début de l'année 1928, prenant modèle sur la récente création, en Tunisie, d'un organisme destiné à satisfaire aux besoins de crédit ressentis par l'industrie hôtelière sur le territoire de la Régence, le Gouverneur général était entré en pourparlers avec un groupe financier, rapidement constitué par des sociétés de crédit, de transport ou de tourisme, dont l'activité principale s'exerçait en Algérie.

La nécessité de construire des hôtels venant immédiatement après les établissements de grand luxe exploités par la Compagnie Transatlantique était déjà reconnue depuis longtemps.

Sans doute, des marques officielles d'intérêt et d'encouragement avaient été déjà accordées à l'industrie hôtelière.

Depuis la fin de la guerre, le Gouvernement général affectait, dans le but de développer la création d'hôtels, quelques fonds prélevés sur les avances et redevances de la Banque de l'Algérie ; mais ces sommes n'étaient attribuées qu'à titre d'avances, avec des intérêts il est vrai très réduits, et cela par l'intermédiaire de la Direction de l'Agriculture, du Commerce et de la Colonisation, laquelle n'était

nullement organisée pour suivre des opérations de cette nature.

Par ses avances, la Colonie garantissait un intérêt de 5 % aux capitaux engagés dans la construction d'un hôtel. Toutefois, cette garantie ne s'appliquait qu'à une portion du capital (150.000 à 200.000 francs par affaire) et elle était limitée à une période de 7 années, au cours de laquelle l'établissement bénéficiaire était soumis au contrôle de l'administration.

Le bénéfice de ces dispositions était accordé par une commission spéciale, chargée de la répartition du crédit hôtelier et qui statuait sur les demandes au vu des devis et projets appuyés de toutes justifications utiles.

A en juger par le petit nombre des demandes qui se sont produites jusqu'ici, il semble que les avantages d'une telle participation n'aient pas été appréciés comme ils le méritaient.

En 1921, sept établissements se sont mis en instance auprès de l'Administration (1) ; après avis de la Commission spéciale, trois demandes ont été retenues et ont fait l'objet des décisions suivantes :

Hôtel des Touristes, à Azorga :	
Subvention de	3.000 fr.
Hôtel Danbremont, à Djelfa :	
Subvention de	5.000 fr.
Garantie d'intérêt sur	15.000 fr.
Hôtel de Sidi-M'Cid, à Constantine :	
Garantie d'intérêt sur	153.000 fr.

1. *Exposé de la situation de l'Algérie en 1922*, p. 739.

En outre, une subvention annuelle de 10.000 francs pendant une durée de 5 années, a été allouée à la Compagnie générale Transatlantique, pour la création d'un hôtel à Figuig.

En 1922, la commission ne s'est pas réunie, faute de demandes.

En 1923, deux demandes de participation financière ont été présentées. Et la commission a consenti les subventions suivantes :

Pendant 3 ans, subvention de 10.000 francs et pendant 3 autres années, bénéfice d'une subvention dont le montant sera déterminé sur le vu du compte de gestion, à l'hôtel de Touggourt, géré par la Compagnie Transatlantique.

Pendant 7 ans, subvention égale au paiement des intérêts à 5 %, de l'emprunt de 36.200 francs contracté par la Société du Zaccar-Nord, pour la création d'un hôtel à Aïn-N'Sour.

En 1924, la commission accorda les subventions pendant :

- 7 ans, 20.000 francs pour les hôtels d'El-Oued et de Ghar-daïa.
- 7 ans, 4.520 francs à un hôtel de Djelfa.
- 7 ans, 5.000 francs à un hôtel de Timgad.
- 1 an, 12.000 francs à des hôtels de Tipasa, Cherchell, Touggourt et Nédroma.

En 1925, trois projets seulement ont été présentés à l'examen de la commission et deux seulement ont été retenus.

Ils bénéficient pendant :

- 7 ans de 5.000 francs. Hôtel de Djebel-Ouach.
- 7 ans de 10.000 francs. Hôtel d'Orléansville.

3.500 francs ont été, en outre, répartis entre deux hôtels de Touggourt et de Ghardaïa.

En 1926, la Commission fut saisie de deux demandes de participation. Elle mit à la charge de l'Etat, pendant 7 ans, une somme de 5.000 francs au profit de deux hôtels à Touggourt et à Ghardaïa.

D'autre part, elle porta à 10.000 francs la subvention de 5 000 francs accordée en 1924 à l'hôtel de Timgad et elle répartit une somme de 12.000 francs entre des hôtels sis à Maillot, Touggourt, Laghouat et El-Abiod.

En 1927, la Commission fut conduite à examiner neuf demandes de participation financière. Sur ce nombre, six seulement d'entre elles furent jugées dignes de retenir l'attention et bénéficièrent de la rémunération du capital engagé à concurrence de 5 %, pendant 7 ans, savoir :

Hôtel de Tlemcen	10.000 fr.
Hôtel d'Ain-N'Sour	7.025 »
Hôtel des Voyageurs, à Maillot	6.000 »
Hôtel des Touristes, à Boghui	5.350 »
Hôtel du Beau rivage, à Dellys	4.860 »
Hôtel d'Orient, à Bordj-bou-Arreridj ...	4.000 »

Malgré toutes ces subventions, il était permis d'affirmer que le Crédit hôtelier n'existait pas en Algérie, car il était impossible à la Colonie d'accorder des avances en capitaux, susceptibles d'être investis en dépenses de premier établissement.

Un premier projet fut mis à l'étude, mais il fut abandonné, puis repris, car le Gouvernement général reprit la question dans le but de donner à l'in-

dustrie hôtelière l'essor nécessaire à la satisfaction des besoins de la clientèle, lors des fêtes du centenaire.

La solution préconisée fut analogue à celle adoptée déjà pour la Tunisie. Et, le 29 mai 1928, se tenait l'Assemblée constitutive du Crédit hôtelier algérien.

Le nouvel organisme est une société placée sous le régime des Banques populaires, tel qu'il est défini par la loi du 13 mars 1917.

Le capital social, fixé à un million, est divisé en actions nominatives qui ne peuvent être cédées qu'avec l'assentiment du Conseil d'Administration. Une partie en a été réservée à diverses personnalités marquantes de l'industrie hôtelière.

La Société a pour mission d'aider au développement et à l'amélioration de l'industrie hôtelière et à cet effet de traiter, avec des hôteliers ou des sociétés hôtelières, des opérations commerciales de banque pouvant intéresser les dites personnes ou Sociétés à raison de l'exercice de leur profession, notamment d'assurer l'escompte de warrants hôteliers ainsi que de consentir des ouvertures de crédit à moyen et à long terme.

Les prêts à moyen terme, accordés pour une durée ne pouvant dépasser 5 ans, sont destinés à faciliter la réalisation de travaux d'amélioration et d'aménagement à faire dans des installations déjà existantes et exploitées.

En principe, ces opérations doivent être garanties par le nantissement du matériel et du fonds de commerce, éventuellement par un dépôt de titres,

Le crédit à long terme, pouvant aller jusqu'à 15 ans doit permettre la construction de nouveaux hôtels ou les agrandissements particulièrement importants à réaliser dans des hôtels déjà existants.

Ces opérations exigent d'être garanties par une inscription hypothécaire de premier rang ainsi que par le nantissement du matériel et du fonds de commerce.

L'organisation du Crédit hôtelier en Algérie est évidemment de date trop récente pour qu'il soit possible de porter un jugement sur les opérations actuellement engagées et d'apprécier le rôle que le nouvel établissement est destiné à jouer dans la colonie.

Toutefois, l'affluence des demandes de crédits déjà présentées permet de croire que cette institution est appelée à connaître la prospérité et qu'elle rendra d'incontestables services au tourisme, dans cette Afrique du Nord dont elle contribuera ainsi à accroître le développement.

CHAPITRE VII

LES SOCIÉTÉS INDIGÈNES DE PRÉVOYANCE, DE SECOURS ET DE PRÊTS MUTUELS

A côté des Caisses de Crédit agricole et des Banques populaires, il convient de faire une place à certaines institutions de crédit, dont les caractéristiques sont assez nettement différentes et qui se recommandent pourtant du grand principe de la mutualité : ce sont les Sociétés Indigènes de prévoyance.

Primitivement, ces institutions, qui existaient déjà sous une forme rudimentaire et incomplète avant la conquête, avaient pour but la fondation et l'administration de silos, dans lesquels des céréales étaient mises en réserve pour pallier la disette provenant de la sécheresse ou des invasions de sauterelles (1).

Lorsque l'Administration décida de favoriser l'action de ces organismes et de surveiller leur gestion,

1. Sur l'origine de ces institutions, notamment sur l'initiative prise en 1869 par le Général Liébert, commandant la subdivision de Miliana, on consultera avec fruit l'ouvrage de A. de Peyre : *Sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels*. Alger 1900 et le rapport de Ch. Bourlier, présenté sur le projet de loi ayant pour objet la reconnaissance de ces sociétés comme établissements d'utilité publique. Doc. Parl., 1860.

elle réglementa leur constitution par la loi du 14 avril 1893 qui, sous le nom de Sociétés indigènes de Prévoyance, de Secours et de Prêts mutuels, leur a reconnu, dans des limites assez restreintes, la personnalité civile. Et les conditions de leur organisation ont été fixées par un arrêté du Gouverneur général en date du 7 décembre 1895.

Actuellement ces sociétés ont pour objet (1) :

De venir en aide, par des secours temporaires, aux indigènes ouvriers agricoles ou cultivateurs pauvres, gravement atteints par les maladies ou les accidents.

De permettre, par des prêts annuels en nature ou en argent, aux indigènes de maintenir et développer leurs cultures, d'améliorer et d'augmenter leur outillage et leurs troupeaux. Elles peuvent consentir, jusqu'à concurrence du dixième de leurs fonds disponibles, des prêts à d'autres sociétés indigènes de prévoyance ; elles peuvent également contracter des assurances collectives contre l'incendie des récoltes, la grêle, les accidents.

L'action de ces établissements s'exerce exclusivement en faveur d'individus appartenant à l'industrie agricole et les opérations qui leur sont permises consistent en (2) :

- 1^o Secours gratuits à certains indigènes ;
- 2^o Prêts aux agriculteurs ;
- 3^o Prêts aux sociétés similaires ;

1. Loi du 14 avril 1893, art. 1.

2. E. Philippar, *op. cit.* Thèse, p. 216.

4^o Organisation d'assurances collectives en faveur de leurs adhérents.

La pratique des assurances collectives semble être demeurée assez rare et les prêts aux autres sociétés sont restés peu importants. Si l'on met à part ces deux modes particuliers de l'activité des Sociétés de prévoyance indigènes, il demeure que deux catégories d'opérations constituent leur but et leur véritable raison d'être : les secours gratuits et l'octroi de crédits agricoles.

La distribution de secours aux indigènes justifie, aux yeux de ceux-ci, l'existence de ces institutions qu'ils avaient jadis constituées et leur confère un caractère spécial vaguement religieux en même temps que charitable.

Le rôle d'agent de distribution du crédit agricole, confié à ces sociétés, avait fait naître des espérances auxquelles elles semblent avoir assez bien répondu en remplissant leur double but : fournir aux indigènes, à un taux raisonnable, les disponibilités nécessaires à la mise en valeur des terres et combattre l'intervention onéreuse et déprimante des usuriers.

Les prêts consentis sont accordés, soit en espèces, soit en nature. Ils portent en général intérêt à 5 % et leur durée peut s'étendre de 1 à 20 ans.

Pour remplir leur mission, les Sociétés indigènes de prévoyance disposent d'un certain nombre d'avantages (1) c'est ainsi qu'elles jouissent de la person-

1. Loi du 14 avril 1893, art. 8.

nalité civile, peuvent ester en justice et obtenir l'assistance judiciaire.

Elles peuvent également :

Posséder des objets mobiliers ;

Recevoir des dons en nature ou en argent des particuliers et des subventions de l'Etat et des collectivités administratives ;

Contracter des emprunts auprès d'autres sociétés similaires ;

Placer leurs fonds libres à la Caisse des Dépôts et Consignations, en compte courant disponible.

Elles ne peuvent donc ni posséder d'immeubles, ni en recevoir par donation et leur faculté d'emprunt est extrêmement réduite.

La formation et le fonctionnement de ces sociétés indigènes sont assez strictement réglementés ; il ne peut exister qu'une seule Société de Prévoyance indigène par commune, mais elle comporte autant de sections que la circonscription comporte de douars ou de tribus.

Les statuts, une fois établis, doivent être approuvés par un arrêté du Gouverneur général.

Chaque société a son siège social au chef-lieu de la commune. Elle est recrutée parmi les cultivateurs indigènes (les industriels et les commerçants en sont exclus) lesquels sont libres d'y adhérer ou non (1).

Cette faculté reconnue aux indigènes de se tenir en dehors des Sociétés de Prévoyance est contraire

1. A. Girault, *Principes de colonisation et de législation coloniales*. Paris, 1927, IV, p. 450.

à la disposition adoptée au Maroc où les cultivateurs indigènes non protégés étrangers, inscrits au rôle du tertib (1) font obligatoirement partie des sociétés de prévoyance (2). Cette mesure se justifie d'elle-même, car les indigènes n'ont pas encore acquis, de la nécessité de l'épargne, une notion suffisante. L'enrôlement obligatoire constitue donc pour eux une véritable assurance obligatoire contre la famine.

La Direction des Sociétés de prévoyance est assurée par un Conseil d'Administration composé des Adjointes indigènes, du Receveur des Contributions et du Secrétaire de la Commune. Le Président de ce Conseil est nommé par le Préfet sur présentation du Conseil de la Commission municipale. Le Receveur municipal est trésorier et le Secrétaire de la Commune remplit les fonctions de secrétaire.

Les ressources dont disposent les Sociétés indigènes se composent :

1^o Des cotisations annuelles de leurs adhérents, payables à leur choix, soit en nature (blé, orge, etc...), soit en espèces et dont la valeur est déterminée chaque année par le Conseil d'Administration, suivant l'importance de la récolte.

2^o De l'intérêt des prêts en nature ou en espèces accordés aux membres adhérents.

3^o Des dons et subventions qui peuvent leur être consentis.

4^o Enfin de l'intérêt à 5 % des prêts en nature ou

1. Le tertib correspond à l'impôt foncier.

2. Voir notamment le *Dahir* du 28 janvier 1922, art. 3.

en argent que toute société peut consentir à une société semblable, jusqu'à concurrence du dixième de ses disponibilités.

L'utilisation de ces ressources est aisément assurée par les nombreux appels au crédit qu'adressent à leurs sociétés les cultivateurs indigènes.

Le volume des opérations traitées s'accroît de façon normale depuis la fin de la Guerre, ainsi qu'en témoigne le tableau suivant :

Année	Nombre des sociétés	Adhérents	Prêts accordés au cours de l'année
1919	208	»	»
1921	199	»	15.611.555
1922	196	483.060	18.627.088
1923	199	501.381	16.698.397
1924	199	499.642	22.093.724
1925	199	498.026	23.882.603
1926	199	491.264	25.819.150
1927			

Sans doute, ces sociétés ont déjà rendu des services incontestables. Mais il semble qu'elles pourraient en rendre davantage et accroître considérablement l'ampleur de leurs opérations, si leurs ressources n'étaient pas aussi strictement limitées.

Notamment si elles pouvaient placer leurs fonds disponibles d'une façon suffisamment productrice, au lieu que ceux-ci soient déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations ou prêtés à d'autres sociétés indigènes de prévoyance, seuls modes de placements autorisés, mais qui ne permettent d'espérer que le service d'un intérêt très réduit. '.

Il conviendrait également d'examiner s'il ne serait pas possible de leur accorder le droit de contracter des emprunts dont l'importance serait proportionnée à leurs revenus annuels.

Le crédit agricole serait ainsi mis à la disposition des indigènes avec une abondance plus grande et plus en rapport avec leurs besoins. Et l'éducation des populations locales semble déjà suffisamment avancée pour pouvoir espérer de cette extension les plus heureux résultats.

SECONDE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA STABILISATION DU CHANGE ENTRE L'ALGÉRIE ET LA MÉTROPOLE

Les époques de troubles monétaires que traversèrent la plupart des peuples belligérants, tant au cours des hostilités que depuis leur conclusion, ont permis de constater l'importance du rôle que peuvent jouer les variations des changes dans la vie économique moderne.

Entre deux pays, dotés de monnaies différentes, il se produit inévitablement des fluctuations de change, surtout lorsque la balance des comptes de ces deux pays est en constant déséquilibre. Et ces fluctuations s'amplifient sous l'influence de l'inconvertibilité.

Or, actuellement, les billets algériens n'ont pas plus cours légal en France que les billets métropolitains ne sont reçus dans la colonie. Le commerce algérien, s'il se traduit normalement par un solde créditeur dans les rapports avec l'étranger, se manifeste le plus souvent par un solde débiteur en ce

qui concerne les transactions avec la métropole. Cette situation s'est pourtant modifiée au cours de la guerre, mais provisoirement. Enfin, le cours forcé est depuis 1914 appliqué aux billets de la Banque de France ainsi qu'à ceux émis par l'institut nord-africain.

Il semble que la connaissance de ces faits permette logiquement de conclure que le franc algérien doit subir une dépréciation continuelle et que l'écart avec la monnaie métropolitaine s'est encore accentué depuis le début des hostilités.

Et pourtant, il n'en va pas ainsi.

Un Algérien, désireux de faire parvenir en France une certaine somme d'argent, peut opérer d'une façon très simple ; il n'a qu'à se faire délivrer un mandat-poste dont l'émission ne lui laisse supporter que des frais minimes, résultant de l'application de tarifs postaux stables (1). Il peut également avoir recours aux bons offices de la Banque et la charger d'effectuer pour son compte, dans la Métropole, le paiement pour lequel il ne devra verser qu'une commission peu importante (2).

Sans doute, une perte au change résulte de l'application d'un semblable procédé, mais elle présente un caractère de fixité qui empêche de l'assimiler aux

1. Nous considérons les tarifs postaux comme stables, malgré une variation toujours possible, à la discrétion du législateur, car leur élévation ne dépend nullement du nombre des mandats à émettre et n'est pas soumise, comme les variations du change, aux conséquences de la loi de l'offre et de la demande.

2. Bonifay, *op. cit.* Thèse, p. 40.

variations respectives de valeur de deux monnaies. Le change reste donc stable. Et cela semble paradoxal, puisque les deux contrées en présence sont, au point de vue de leur commerce extérieur, dans la situation de deux pays différents qui disposent de deux monnaies distinctes et inconvertibles : les billets de la Banque de France, les billets de la Banque de l'Algérie.

Avant la guerre, cette fixité était passée à peu près inaperçue : elle aurait, il est vrai, pu s'expliquer par l'application de la théorie des points d'or d'entrée et de sortie.

Pourtant cet élément modérateur, qui tend à restreindre les variations de deux monnaies dans des limites restreintes n'avait pas l'occasion d'exercer son influence.

Et puis la proclamation du régime de cours forcé empêchait l'action de cette théorie depuis 1914.

La différence d'unité de compte est pratiquement insignifiante et inopérante, lorsqu'il existe entre la monnaie coloniale et la monnaie métropolitaine une convertibilité constante. C'est précisément la création d'une « Caisse de conversion » avant la lettre qui fut réalisée dès 1878 et qui assure depuis cette époque la liaison monétaire entre l'Algérie et la France (1). Ces phénomènes monétaires étaient du reste autrefois si mal connus que les opérations de change entre l'Afrique du Nord et la métropole se sont

1. B. Nogaro, *Monnaies coloniales* (*L'Information*, 30 nov. 1928).

décidées presque à l'insu des intéressés et que le système établi s'est instauré en quelque sorte inconsciemment (1).

L'Algérie, réunion de trois départements français, ne possède pas de Trésor particulier ; le Trésor français a simplement, à Alger, un compte par lequel sont payées toutes les dépenses de l'Etat à régler sur place et encaissées toutes les recettes locales. Ce compte est tenu par le Trésorier-payeur général de l'Algérie et sa situation ne fait l'objet d'aucune publicité. D'autre part, le Trésor s'est fait ouvrir un compte courant illimité, à la Banque de l'Algérie (2). Seul le solde de ce compte est connu, puisqu'il apparaît dans les bilans de l'institut local d'émission.

La balance des comptes algérienne est régulièrement créditrice de l'étranger, en raison des exportations de liège, alfas, minerais et phosphates, mais elle est alternativement créditrice et débitrice envers la métropole. La seule balance commerciale est en général débitrice, mais le Gouvernement français doit effectuer dans la colonie toute une série de paiements : frais d'administration, entretien des troupes... Toutefois ces dépenses sont insuffisantes, en temps normal pour permettre à la balance géné-

1. Bernard Lavergne, *La Banque de l'Algérie* (R. E. P., 1919) ; H. d'Avenol, *R. Scienc. Pol.*, décembre 1916.

2. Avant 1878, la Banque avait ouvert 3 comptes courants aux Trésoriers payeurs généraux des trois départements algériens. En 1878, il fut décidé que le Trésor français aurait simplement à Alger un seul compte courant où s'enregistreraient paiements et recettes.

rale des comptes algérienne de se solder par un excédent en faveur de la colonie (1).

Dans les seules relations commerciales avec la métropole, l'Algérie est donc normalement débitrice. Il était tout naturel d'affecter systématiquement le solde débiteur du commerce algérien envers la France au paiement des dépenses du Gouvernement métropolitain en Algérie. Et ce résultat s'est trouvé précisément obtenu grâce au fonctionnement du compte courant ouvert au Trésor par la Banque de l'Algérie (2).

Au début de l'application de ce principe, la Banque versait au Trésor, à Paris, le montant de toutes les traites payables en France qu'elle achetait en Algérie. En effet, lorsque l'Algérie se trouvait créancière de la métropole, l'institut d'émission algérien achetait les traites tirées par tous ceux qui avaient à recouvrer des créances en France et à qui elle versait en échange des billets de banque algériens.

Puis elle adressait tous ces effets à son siège de Paris, qui, après recouvrement, versait leur montant au Trésor. Et inversement, lorsqu'il y avait des paiements français à faire dans la colonie, la Banque vendait, à Alger, toutes les traites sur le Trésor qui

1. La balance commerciale de l'Algérie s'est soldée en sa faveur pour la première fois en 1915. Mais cette situation n'a pas duré. Si en 1919, les exportations dépassaient les importations de plus de 400 millions, dès 1920 l'excédent d'importations dépassait 1 milliard ; il était de 1.579 millions entre le 1^{er} juillet 1927 et le 30 juin 1928.

2. Ch. Rist, *Cours d'Economie politique*. Doctorat, 1925-1926.

lui étaient demandées. En France, lorsque ces traites étaient présentées au Trésor, celui-ci leur faisait honneur et tenait l'engagement qu'il avait pris de n'en refuser aucune.

Par conséquent, lorsque les traites présentées au Trésor dépassaient les traites sur la France et c'était le cas le plus fréquent, le Trésor faisait une véritable avance à l'Algérie et cette avance se traduisait, dans la colonie, par une réduction de la quantité des billets algériens en circulation.

Le compte courant créditeur du Trésor, tenu dans les écritures de l'institut local d'émission s'accroissait.

Tel était donc le fonctionnement du système, jusqu'aux dernières années du siècle dernier. Il permettait à la Banque de l'Algérie d'acheter et de vendre à un taux fixe des traites sur la France.

A partir de 1900, le mécanisme s'est légèrement transformé, grâce à l'intervention de l'administration postale.

Désormais les Algériens qui ont à effectuer des paiements en France, n'ont plus besoin de s'adresser directement à la Banque. Ils se contentent de prendre des mandats-poste. Au lieu de verser à la Banque de l'Algérie des billets algériens pour acquérir des traites sur la France, traites destinées à être ultérieurement payées par le Trésor, ils achètent aux guichets de la Poste les mandats qui leur sont nécessaires. Mais ce guichet des Postes n'est lui-même qu'un des guichets du Trésor et les fonds ayant servi

à l'émission des mandats sont versés, chaque soir, au compte courant du Trésor à la Banque, compte dont ils accroissent ainsi le volume. Au lieu que les achats de traites sur la France soient faits à l'institut d'émission, c'est donc l'intéressé lui-même qui les effectue à la Poste et le Trésor, ou plutôt la Poste française, fait honneur à tous les mandats présentés au remboursement en France. De cette façon, l'Algérie peut acheter indéfiniment dans la métropole, car elle est assurée de toujours trouver dans les bureaux de poste assez de mandats pour opérer ses paiements à Paris et dans le reste de la France. Et il ne peut se trouver aucune variation de cours du change.

Jusqu'à la guerre de 1914, le système avait fonctionné au profit presque exclusif de l'Algérie, normalement débitrice envers la France. De temps en temps, cette dette continue de la balance des comptes algérienne vis-à-vis de la métropole se trouvait compensée par des emprunts que la colonie faisait à la France et qui amenaient un versement de fonds d'origine française destinés à être investis dans des affaires locales (1).

1. Au cours des 10 années qui ont précédé la guerre, l'excédent des mandats émis sur ceux payés n'a jamais été inférieur à 120 millions. En 1913, il était de 215 millions et le total pour les années 1904 à 1913 atteint 1.500 millions. Pourtant le compte courant ne s'est guère modifié. Il n'a jamais dépassé 207 millions, chiffre qu'est loin d'expliquer l'accumulation de tout les excédents.

C'est que la France a utilisé ses disponibilités en Algérie, tout d'abord le Gouvernement utilise judicieusement une partie de ce solde au paiement des dépenses militaires, annuités de

Dès le début des hostilités, les dépenses incombant au Gouvernement s'accrurent dans de notables proportions. La situation respective de la France et de la colonie se retourna, et les paiements à effectuer en Algérie dépassèrent les créances à y recouvrer (1). Les débiteurs métropolitains se libérèrent par l'envoi de nombreux mandats, acquis en francs français et dont le montant s'inscrivait au débit du compte courant du Trésor à la Banque. Or, cette dernière payait avec ses propres billets les créanciers nord-africains, d'où il résultait un accroissement nécessaire de la circulation. L'inflation a donc pénétré en Algérie par le canal du compte courant (2) puisque le volume des transactions avec la métropole et le montant des dettes envers la colonie avaient pris une remarquable extension.

Mais les choses ont assez rapidement repris leur position antérieure, car dès 1919 les importations l'emportèrent de plus de 400 millions sur la valeur des exportations.

chemins de fer, rentes, pensions... Le supplément est appliqué au développement de la colonie : ce sont les capitaux métropolitains placés en Algérie que la Banque transforme en ses billets.

Il y a donc là un système de convertibilité qui repose sur l'appui d'administration d'Etat. Tout est bâti sur ce fait que la banque achète tout le papier tiré sur la France par les exportateurs algériens ; quand elle manque de remises elle emprunte au Trésor et celui-ci utilise en Algérie même les disponibilités qui résultent pour lui de ces emprunts (Bonifay, *op. cit.* Thèse, p. 45).

1. Ceci se manifesta dès l'année 1915. Cf. *supra*, p.

2. Le maximum légal d'émission fut du reste effectivement élevé de 300 à 2.400 millions.

Actuellement, le principe de la limite légale d'émission a fait place à celui de l'émission proportionnée à l'encaisse.

En 1924, le déficit de la balance des comptes pour l'Algérie était de 829.191.994 francs (1) ; en 1926, il n'était plus que de 73.939.206,60 (2).

Ce déficit n'est provoqué que par les opérations réalisées avec la France ; la question du change ne peut donc se poser qu'à son égard. Par contre, à en juger par les mandats, nos comptes avec l'étranger sont créditeurs, ce qui évite toute complication de change de ce côté.

L'excédent des importations d'origine métropolitaine empêche parfois la Banque de se procurer sur place une quantité de remises sur la France suffisante pour satisfaire à l'abondance des règlements à effectuer. Aussi est-elle obligée de recourir à l'aide du Trésor, sous la forme d'emprunts qui se manifestent par un débit de son compte courant. Le solde de ce compte courant a sensiblement varié depuis la fin de la guerre. Au 31 octobre de chaque année, le montant figurant dans les écritures de l'institut d'émission atteignait les chiffres suivants :

1919	43.293.975 73
1920	43.401.335 36
1921	81.814.480 67
1922	63.747.888 11
1923	37.419.985 03
1924	80.001.665 16
1925	159.783.016 23
1926	30.248.073 37
1927	77.328.344 84
1928	74.591.959 19

1. Saint-Germès, *op. cit.* Thèse, p. 201.

2. *Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1926*, p. 206 et 207.

Mais cette sorte de crédits n'est pas absolument gratuite. En 1911, des tarifs avaient été établis qui ont été majorés en 1920 par une décision du ministre des Finances.

Actuellement les 20 premiers millions sont prêtés sans intérêt. Mais il est prévu pour toutes les sommes dépassant ces 20 millions un taux de rémunération croissant.

En mai 1926, le tarif était le suivant :

Jusqu'à 20 millions		pas d'intérêt
De 20 à 25	—	1 %
De 25 à 30	—	2 %
De 30 à 60	—	2,5 %
De 60 à 100	—	2,75 %
De 100 à 125	—	3 %

Au delà de 125 millions : taux moyen des Bons du Trésor pendant le trimestre précédent, sans que ce taux puisse être inférieur à 3 %.

Cet intérêt versé au Trésor se trouve être la contrepartie de « cet avantage qui est ainsi fait au commerce algérien ; c'est le Trésor qui en fournit les moyens et c'est la Banque de l'Algérie qui les paie » (1).

C'est donc un sacrifice consenti par la Banque, dans l'intérêt des colons.

Souvent on a considéré la progressivité de ce tarif comme une sorte de change, puisque son taux s'élève au fur et à mesure des besoins en Algérie, de traites sur la France ; si vraiment il en était ainsi, ce change serait bien minime. Du reste, il est fixé d'avance et ne présente aucune gêne pour le public.

1. A. Dubost, Rapport au Sénat sur la loi du 5 juillet 1900.

Nous avons toujours admis, que lorsque les paiements devaient être effectués en France, il se produisait nécessairement une diminution de la quantité de billets en circulation, parce que les acheteurs algériens prélevaient sur la circulation la quantité de numéraire dont ils avaient besoin. En fait, les choses sont un peu plus compliquées, car souvent les fonds sont provenus de l'escompte préalable d'effets de commerce présentés à la Banque de l'Algérie. Le portefeuille de celle-ci s'accroissait et l'élévation du taux de l'escompte permettait de restreindre les demandes de crédit, donc de rétablir un équilibre dans les échanges commerciaux entre la France et l'Algérie.

De son côté, le Trésor, qui se trouve avancer à la Banque des sommes de plus en plus considérables, peut exercer son influence par une élévation de la rémunération qu'il en réclame. Il oblige ainsi, indirectement, la Banque à augmenter le taux de l'escompte.

Tel est actuellement le système en vigueur. On lui a reproché de fausser le marché algérien, car il est une création opposée au libre jeu des forces économiques.

En fait, la Banque reste obligée de suivre une politique de change, car dans les années prospères, lorsque le loyer de l'argent est bas, les Algériens peuvent se laisser entraîner à emprunter à la Banque pour effectuer des placements au dehors. Aussi la Banque pour laquelle de semblables opérations sont

défavorables (1) observe-t-elle constamment le solde du compte courant du Trésor. Sans doute celui-ci ne représente pas exactement l'état de la balance commerciale de la colonie, puisqu'il ne résulte que des dépôts ou retraits de fonds opérés par le Trésorier-payeur général, mais il constitue pourtant une indication précieuse. Et son accroissement trop considérable correspond à une balance certainement déficitaire.

En outre, le grossissement du compte courant du Trésor entraîne pour la Banque le paiement d'intérêts élevés. Nous avons signalé ce côté, à tout le moins curieux, d'un système qui fait payer la perte au change non pas à l'intéressé, mais bien à l'institut d'émission. C'est là une inappréciable garantie de voir se maintenir la stabilité monétaire si nécessaire au développement de la colonie dont la mise en valeur rationnelle fut rendue possible grâce à l'investissement d'abondants capitaux d'origine métropolitaine. Et le rôle qui s'est trouvé ainsi réservé au crédit constitue sans doute, par les importantes conséquences qui en découlent, un des aspects les plus intéressants de son heureuse influence sur la vie économique de l'Algérie.

1. Puisqu'elles se traduisent par un accroissement de la rémunération à verser au Trésor.

CHAPITRE II

LE CRÉDIT PUBLIC

L'existence d'un nombre suffisant d'organismes distributeurs du crédit, dont certains sont particulièrement puissants et capables de satisfaire aux demandes les plus diverses, a fortement influé sur l'essor économique de l'Algérie. Non seulement une abondante épargne locale a pu se constituer, dont il était possible de trouver sur place une utilisation aisée, mais encore la métropole a pu fructueusement investir dans les entreprises de la colonie, une part importante de ses disponibilités. Et les capitaux algériens ainsi formés ont même été mis à la disposition du Gouvernement central, quand celui-ci en a éprouvé le besoin.

Ces mouvements de fonds entre deux régions dotées d'étalons monétaires différents étaient grandement favorisés par la stabilité du change, conséquence du fonctionnement d'un ingénieux mécanisme que nous avons tenté d'exposer. « Quel capitaliste de la métropole aurait, en effet, osé envoyer son argent dans la colonie s'il avait eu, en outre des risques normaux, à craindre l'aléa d'une perte au change toujours

possible (1) ou bien alors à quel taux aurait-il fait payer son concours financier ? (2) .

L'Etat français, tout le premier, a profité des avantages découlant de cette sécurité, lorsqu'il a reçu de sa colonie nord-africaine les souscriptions élevées obtenues lors de l'émission des différents emprunts lancés au cours de la guerre et dans les années qui suivirent la fin des hostilités.

La répartition des sommes souscrites au cours de la période 1914-1918 dans les trois départements algériens s'établit de la manière suivante (3) :

Département	1 ^{er} Emprunt	2 ^e Emprunt	3 ^e Emprunt	4 ^e Emprunt
Alger	74.267.000	90.455.000	84.302.000	214.560.000
Oran	43.875.000	64.093.000	59.100.000	204.449.000
Constantine	24.687.000	28.533.000	29.028.000	45.365.000
	<u>142.829.000</u>	<u>183.081.000</u>	<u>172.430.000</u>	<u>564.374.000</u>
Total général : 1.062.714.000				

Depuis la fin de la guerre, cinq autres emprunts ont été émis pour chacun desquels la colonie a fourni un intéressant apport :

1. En 1924, 4 milliards 1/2 au moins ont été consacrés à la mise en valeur de l'Afrique Mineure (Algérie, Tunisie, Maroc). Il est vrai que les capitalistes y ont trouvé à employer leurs disponibilités sous les formes les plus diverses. Il faut dire aussi que parmi les placements coloniaux, les valeurs Nord-africaines ont été celles qui ont causé le moins de déceptions. Un grand nombre d'entreprises ont réussi brillamment et distribuent à leurs actionnaires des dividendes réguliers, largement rémunérateurs (Rastany, *Les placements de capitaux français dans les colonies françaises*. Thèse Paris, 1924, p. 111).

2. A. Dubost, Rapport sur la loi du 5 juillet 1900.

3. *Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1918*, p. 214 à 216.

5 % 1920	411.157.000
6 % 1920	290.388.500
4 % 1925	Néant
6 % 1927 (1)	35.138.000
5 % 1928	52.203.800

D'autre part, les Bons de la Défense nationale ont fait, en Algérie, dès leur création par M. Ribot en septembre 1914, l'objet de placements d'une ampleur sans cesse accrue.

Par son intervention, la Banque de l'Algérie contribua puissamment au succès de ces divers appels à l'épargne locale, lancés en faveur du Trésor public.

De plus, suivant en cela l'exemple de la Banque de France, elle a consenti à l'Etat des avances exceptionnelles, destinées à permettre le financement de la guerre. Ces avances ont atteint 406.280.988 fr. 92 ; elles sont aujourd'hui complètement remboursées, ce qui explique pour l'actif de l'institut d'émission algérien qu'il ne comprend aucune créance sur l'Etat, née de la guerre.

L'importance de l'effort financier ainsi réalisé par la colonie en faveur de la métropole mérite d'autant plus de retenir l'attention que le Gouvernement général, obligé, lui aussi, de recourir à l'emprunt, fit efficacement appel à l'épargne locale, au cours des dernières années. Ce succès prouve à la fois que les capitaux se constituent en Afrique du Nord avec une certaine abondance et que le crédit public jouit

1. L'infériorité des souscriptions indiquées pour les deux derniers emprunts s'explique, car les chiffres ne font état que des sommes recueillies par les comptables publics algériens. Les fonds transmis par les banques n'y figurent pas.

auprès de la population d'un prestige suffisant pour attirer à lui des disponibilités nombreuses.

Depuis l'emprunt de 50 millions autorisé par la loi du 7 avril 1902 et émis par tranches successives au cours des années 1902, 1905 et 1906, la colonie n'avait ouvert aucune souscription publique.

L'emprunt de 175 millions autorisé par la loi du 28 février 1908 avait été réalisé auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations au cours des années 1910 à 1916.

A la clôture des hostilités, la dette de l'Algérie atteignait donc 225 millions.

Mais, dès avant la guerre, un vaste programme de travaux publics avait été préparé, dont les circonstances avaient ajourné la réalisation. Lorsque la nécessité de réserver à la défense nationale toutes les ressources financières du pays eût fait place au désir d'améliorer l'outillage économique national, intervint la loi du 5 août 1920 (1) qui autorisait l'Algérie :

1° A contracter un emprunt de 250 millions, pour liquider les découverts budgétaires et faire face aux charges exceptionnelles résultant de l'état de guerre.

2° A contracter un emprunt de 35 millions, destiné aux travaux complémentaires du réseau de chemins de fer rachetés par l'Algérie.

Dès le mois de janvier 1921, la limite d'émission

1. En novembre 1916 et juin 1918 deux emprunts de 20 et 55 millions avaient été autorisés, mais leur émission avait été retardée. Elle se fit par l'incorporation de leurs montants dans celui prévu par la loi d'août 1920 (*Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1921*, p. 231).

du premier emprunt était portée de 250 à 275 millions et l'opération était réalisée au mois de mars de la même année (1), en vertu d'un contrat intervenu les 21 et 26 janvier 1921 entre la colonie et un consortium d'établissements financiers, au nombre de huit présidé par la Banque de l'Algérie sur la demande expresse du Gouvernement général.

Les titres étaient du type 6 %, nets d'impôts présents et futurs.

Cet emprunt, dans les intentions du législateur, constituait la première tranche d'une opération de crédit plus vaste, prévue par les lois des 5 août 1920, 28 juillet 1921 et 31 mars 1922 pour une somme totale dépassant 2 milliards (2). L'émission de 1.600.000 fr. devant être consacrée à l'exécution du grand programme de travaux arrêté en 1920.

La répartition prévue pour l'utilisation des ressources provenant de cet emprunt était à peu près la suivante (3) :

Chemins de fer	1.500 millions environ
Routes	200 —
Hydraulique agricole.....	200 —
Forts	200 —
Ecoles nouvelles	150 —
Colonisation	115 —
Postes et Télégraphes	72 —
Ceuvres sociales, assistance	80 —

1. L'opération rapporta net la somme de 251.625.000 fr., es titres étaient émis au prix de 475 francs.

2. Exactement 2.005 millions dont les autorisations se décomposent comme suit :

Lois 5 août 1920 et 31 mars 1922.....	405.000.000
Loi 28 juillet 1921.....	1.600.000.000
	<u>2.005.000.000</u>

3. *Revue des valeurs de l'Afrique du Nord*, 1921, p. 148.

La seconde tranche dont le montant brut est de 360 millions fut émise également sous la forme de 6 %, en mai 1923 (1).

Cette somme avait pour objet, à concurrence :

1^o De 43 millions, de solder divers comptes spéciaux qui avaient été ouverts pendant les hostilités pour besoins exceptionnels ;

2^o De 110 millions, d'achever la construction des lignes de chemin de fer prévues par le programme de 1908 (L. 28 février 1908) et d'effectuer tous travaux complémentaires sur les réseaux rachetés par la colonie ;

3^o De 182 millions, d'entreprendre la réalisation d'un nouveau programme de travaux autorisés par la loi du 23 juillet 1921 en vue d'activer la mise en valeur des forces productives de l'Algérie, tant au point de vue agricole qu'industriel (travaux d'hydraulique, construction de chemins de fer miniers, amélioration de ports, etc...).

A la fin de l'année 1923, la Dette de l'Algérie atteignait 860 millions. La charge de ces emprunts, intérêts et amortissements, représentant environ 13 % des revenus permanents de la colonie (2).

Depuis cette époque, aucun nouvel appel au crédit ne fut lancé directement par la colonie.

Sans doute, en 1928, a été prévue la faculté d'émettre une tranche d'emprunt pouvant atteindre

1. L'opération rapporta net la somme de 335.615.875 francs, les titres étant émis au prix de 480 francs.

2. *Bulletin de l'Afrique française*, juin 1923.

120 millions, pour assurer la réalisation du programme des travaux en cours (1), mais il ne paraît pas que ce projet soit actuellement prêt d'être réalisé.

Si, depuis 1921, le Gouvernement général n'a pas eu directement recours à l'emprunt, il s'est pourtant procuré des ressources assez importantes, par l'intermédiaire des Chambres de Commerce. Les dépenses d'installation de réseaux téléphoniques sont en effet acquittées grâce à des prêts consentis à la colonie par les Chambres de Commerce, qui recourent, elles-mêmes au crédit pour se procurer les ressources nécessaires.

Un décret fixe les modalités de chaque opération, le taux maximum d'intérêt autorisé, ainsi que la durée de l'amortissement.

Généralement, les institutions emprunteuses, bien qu'elles aient la liberté de traiter de gré à gré avec une banque, préfèrent s'adresser soit à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit au Crédit Foncier de France, soit encore à la Caisse des Retraites pour la vieillesse.

Mais il peut cependant arriver que les fonds ainsi recueillis demeurent insuffisants et que l'émission d'obligations soit envisagée. C'est ainsi que la Chambre de Commerce d'Oran fut autorisée en 1926 à emprunter une somme voisine de 4 millions. Or la Caisse des Retraites de l'Algérie ne disposait que de 2 millions et le Crédit Foncier de France d'un million seulement. Aussi la Chambre de Commerce, qui

1. *Revue des valeurs de l'Afrique du Nord*, 1927, p. 36.

avait obtenu le droit d'émettre des obligations, se déclara-t-elle favorable à cette mesure, dans sa séance du 30 avril 1926. Ce vœu ne fut du reste pas suivi de réalisation, la Chambre de Commerce ayant obtenu des fonds par un appel aux banques, à des conditions plus avantageuses que celles garantissant l'émission de titres encore inconnus sur le marché des capitaux de la colonie.

Le montant de tous ces emprunts, destinés à des travaux d'aménagement ou à la construction de magasins, est en général d'assez faible importance, mais ils sont contractés en assez grand nombre et ils constituent un aspect difficile à connaître de la dette coloniale. Il semble presque impossible d'en déterminer le montant avec quelque exactitude.

Il en est de même des nombreux emprunts émis par les communes dans le but d'effectuer leurs travaux d'édilité et d'embellissement. Depuis la guerre, ils sont tous conclus auprès de la Caisse des Dépôts ou des Etablissements de Crédit Foncier métropolitain et algérien ou encore auprès de la Caisse des Retraites.

Grâce à toutes ces facilités de trésorerie ainsi mises à la disposition du Gouvernement général et des entités administratives dont il se compose, le perfectionnement de l'outillage économique algérien se poursuit avec régularité. Et la formation d'une importante fortune mobilière locale a seule permis l'essor du crédit public dans la Colonie. Celle-ci n'a pu se permettre d'y recourir qu'à partir du jour où elle a disposé de ressources budgétaires suffisamment régulières et suffisamment abondantes.

CHAPITRE III

L'AMÉLIORATION DE L'OUTILLAGE ÉCONOMIQUE ALGÉRIEN DEPUIS 1918

Bien avant la guerre, d'importants travaux d'aménagement avaient été décidés, sur l'ensemble du territoire de la colonie, afin de fournir à la vie économique locale les instruments nécessaires à son régulier développement.

C'est ainsi que, dès l'année 1905, l'extension du port d'Oran avait été mise à l'étude.

Même avant la fin des hostilités, certains projets avaient été repris et les devis estimatifs avaient alors subi les modifications commandées par la hausse générale des prix.

D'autre part, de nouveaux besoins s'étaient manifestés, dont la satisfaction avait été retardée jusqu'au retour à la paix. Aussi, dès 1919, tout un vaste programme de mise en valeur et de réformes économiques fut-il dressé par le Gouvernement général.

L'aménagement des ports maritimes nord-africains, l'extension du réseau de voies ferrées, enfin les travaux d'irrigation ou de captation des forces hydrauliques étaient les points principaux sur lesquels s'était arrêtée l'attention des pouvoirs publics,

Les dépenses nécessaires à la réalisation du plan d'ensemble ainsi arrêté, étaient, à l'époque, estimées environ 3 milliards et demi ; elles devaient s'échelonner sur une période de 25 ans.

Au cours de leur session de 1920, les Délégations financières décidèrent d'entreprendre une première tranche de travaux, choisis parmi ceux dont la nécessité se faisait le plus vivement sentir et aboutirent à l'élaboration d'un second programme dont le montant global atteignait 2.600 millions.

Sur ce total, les travaux d'aménagement des ports étaient comptés pour environ 150 millions auxquels il convenait d'ajouter 80 millions, destinés aux premiers ouvrages d'extension du port d'Alger.

L'achèvement des lignes de chemins de fer comprises dans le programme établi en 1907 et la remise en état des voies ferrées existantes devaient absorber 1 milliard et demi. L'importance de ce chiffre s'expliquait par le fait que la création de nouvelles sections de lignes était envisagée, notamment dans le Sud Constantinien où des gisements miniers importants avaient été découverts au cours des dernières années.

Enfin, la réfection des routes et les travaux d'hydraulique agricole devaient entraîner une dépense voisine de 500 millions (1).

1. En plus des affectations que nous avons signalées et qui atteignaient 2.100 millions, il était prévu les dépenses suivantes :

Pour l'Instruction publique.....	150 millions
Pour la Colonisation.....	115 —
Pour les P. T. T.....	52 —
Pour les Œuvres sociales, les hôpitaux et diverses œuvres d'assistance.....	80 —

C'était là en fait un véritable inventaire des besoins de la colonie à ce moment et le second programme ainsi arrêté portait sur une période de réalisation réduite à une quinzaine d'années. Une partie des ressources nécessaires devait provenir des excédents budgétaires de la colonie. Le reste devait être imputé sur le produit de l'emprunt de 1.600 millions autorisé par les lois de 1920, 1921 et 1922. Mais les difficultés économiques survenues dès 1920 en retardèrent l'exécution, et les travaux publics furent à peu près complètement suspendus dans toute l'Algérie.

Ce n'est qu'en 1923 que l'amélioration de la situation permit d'envisager la reprise d'une activité plus grande. C'est alors qu'un troisième programme, encore plus restreint que les précédents, fut élaboré en vue d'une réalisation immédiate.

C'est ce dernier programme, adopté par les Délégations au cours de leur session de mai-juin 1924, qui finalement fut exécuté.

Etabli pour une durée de 5 ans, il comportait la prévision d'une dépense totale de 430 millions.

Les idées maîtresses qui ont présidé à sa conception étaient les suivantes :

En premier lieu, il avait paru nécessaire de pourvoir à l'achèvement des travaux publics et des voies ferrées composant l'ancien programme, datant de 1907. Toutefois, il fut décidé que, seules, les lignes commencées en 1920 seraient terminées et que toute construction de ligne nouvelle serait ajournée tant

en raison de la situation financière de la colonie que du déficit d'exploitation laissé par le réseau existant, ce dernier constituant déjà pour le budget algérien une lourde charge dont le poids ne pouvait être davantage accru.

En second lieu, l'hydraulique agricole s'était vu attribuer la priorité d'abord accordée aux chemins de fer. Aussi les travaux hydrauliques compris au programme de 1907 et restant à terminer furent-ils dotés de l'intégralité des fonds nécessaires à leur achèvement, tandis que les voies ferrées n'avaient reçu que 40 % environ du montant prévu d'abord (1).

En ce qui concernait les travaux d'aménagement des ports, les fonds de concours apportés par les Chambres de Commerce et les crédits non utilisés des exercices antérieurs permirent de ne voter aucune dotation à ce chapitre au cours des premières années.

Les participations des organismes consulaires ont en effet été assez importantes et témoignent de l'intérêt qu'ils attachent à la réalisation de travaux dont les nombreux avantages ne sauraient leur échapper.

C'était également l'emprunt de 1.600 millions qui devait contribuer à financer l'accomplissement de cette partie du programme général établi en 1919. Les prélèvements sur les fonds à provenir de cet appel au crédit devaient atteindre plus de 200 millions, lors de l'établissement des premiers devis.

1. *Revue des Valeurs de l'Afrique du Nord*, 1924, p. 74.

Le projet adopté en 1923 comportait, en faveur des ports algériens, une dépense de 344.060.000 francs dont 201.820.000 francs à provenir de l'emprunt de 1 600 millions et 142.240.000 francs à provenir d'emprunts de Chambres de Commerce.

Mais depuis lors, les estimations ont dû subir de fortes augmentations et bien que l'importance des travaux ait été successivement restreinte jusqu'au minimum indispensable, c'est encore une somme de près de 300 millions qui était prévue en 1928, comme nécessaire à l'achèvement des opérations en cours (1).

Si l'aménagement de la côte-nord africaine s'est poursuivi dans des conditions assez satisfaisantes, malgré des dotations très nettement inférieures à celles qui avaient été prévues initialement, les chemins de fer n'ont pas obtenu des ressources en rapport avec les exigences de la situation. Ainsi que nous l'avons signalé, l'achèvement des lignes complétant la réalisation du programme établi en 1907 a seul été décidé (2).

En 1914, les dépenses à réaliser de ce chef étaient évaluées à 140.140.000 francs. Mais les augmentations successives survenues depuis cette époque ont obligé à de continuelles révisions.

1. *Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1927*, p. 278 à 293.

2. L'Algérie en est actuellement à la réalisation de son quatrième plan d'ensemble de voies ferrées. Les deux premiers, datant de 1857 et de 1879, comportaient un réseau de 3.139 kilomètres. Celui de 1907, le troisième envisageait la construction de 1.066 kilomètres. Enfin, le projet de 1920 était destiné à compléter l'ensemble déjà exploité et à le prolonger vers le sud.

Au 31 décembre 1919, les dépenses restant à faire étaient estimées 210.742.000 francs mais au 1^{er} janvier 1928 ce chiffre était encore de 178.982.443 francs alors que les dépenses déjà payées dépassaient 260.000.000.

La longueur des lignes de chemins de fer d'intérêt général qui atteignait 3.545 kilomètres en 1919 était portée à 4.373 kilomètres en 1928 soit un accroissement de 828 kilomètres en moins de 10 ans. Cet intéressant résultat fut la conséquence d'un effort financier véritablement important.

Lors du vote émis en 1924 par les Délégations, les crédits accordés devaient être affectés à l'achèvement de 9 lignes nouvelles en cours de construction :

Berrouaghia-Boghari.
Boghari-Djelfa.
Bouira-Aumale.
Tenes-Orléansville.
Beni-Saf-Tlemcen.
Relizane-Prévost Paradol.
Tizi-Uzès le Duc.
Sidi Bel Abbès-Tizi.
Ain Beida-Tebessa.

Le coût de ces travaux, qui devaient être achevés en 1925 était estimé environ 6 millions.

Les deux autres lignes alors en construction : Constantine à Oued-Athmenia et Bizot à Djidjelli devaient entraîner une dépense voisine de 106 millions.

Mais toutes ces prévisions se sont trouvées dépassées par la réalité. Le 31 décembre 1927 l'avancement des études et des travaux était le suivant (1) :

1. *Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1927*, p. 445 et suivantes.

Il ne restait plus qu'à solder quelques dépenses relatives aux lignes :

	En exploitation depuis
Berrouaghia-Boghari	1912
Boghari-Djelfa	1921
Boutra-Aumale.....	1925-1926
Tenès-Orléansville	Décembre 1924
Beni Saf-Tlemcen.....	Décembre 1924
Relizane-Prévoist Paradol	Juillet 1925
Tizi-Uzès le Duc	Mai 1927
Sidi Bel Abbès-Tizi	Novembre 1926
Aïn Beida-Tebessa.....	Octobre 1926

Actuellement, les travaux des voies ferrées destinées à relier Constantine à Oued Athmenia et Bizot à Djidjelli se poursuivent normalement. La mise en exploitation est prévue pour l'année 1930.

A côté de l'achèvement de ces lignes, dont la construction avait été décidée en 1907, le Gouvernement général se préoccupe de la réalisation d'un second programme établi en 1920 et comportant la création de plus de 1.500 kilomètres de voies nouvelles répartis de la manière suivante entre les trois départements.

Alger	529 kilomètres
Oran.....	553 —
Constantine.....	674 —
Soit au total	1.754 —

Lorsque ces travaux seront entièrement terminés, l'Algérie disposera d'un réseau ferroviaire qui permettra d'assurer des communications rapides entre des contrées jusqu'alors très mal desservies.

Après les chemins de fer, ce sont les travaux hydrauliques dont les dotations furent les plus abon-

dantes, lors de l'adoption du programme restreint voté en 1924. En effet, une somme de 204 millions (1) dont 83 à provenir de ressources d'emprunt devait être consacrée, au cours des 5 années à venir.

L'intervention de la Colonie dans les entreprises d'hydraulique agricole peut se manifester sous plusieurs formes (2) savoir :

1^o Entretien direct de certains ouvrages d'irrigation dont la Colonie assure elle-même la gestion. Entretien de certains ouvrages de dessèchement ;

2^o Etude et exécution directe de certains travaux d'irrigation et de dessèchement. Constitution des Associations syndicales. Subventions à ces associations pour l'exécution des travaux d'irrigation, de dessèchement et de défense contre les cours d'eau dont elles assurent elles-mêmes la direction ;

3^o Exécution directe de travaux ayant pour objet l'aménagement de points d'eau pour la population indigène et pour ses troupeaux, ou subventions aux communes pour le même objet ;

4^o Exécution directe de sondages. Prêts d'appareils aux particuliers désireux d'effectuer des sondages. Conseils et subventions aux sociétés agricoles pour acquisition et emploi d'appareils de sondage ;

5^o Etudes et consultations géologiques et avis techniques concernant les recherches d'eau ;

6^o Etudes, en collaboration avec le service anti-

1. Discours du Gouverneur général Bordes à la séance d'ouverture du Congrès de l'eau, le 9 janvier 1928.

2. *Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1928*, p. 254.

paludique, des mesures propres à la lutte contre le paludisme ;

7° Etudes et travaux en collaboration avec le service forestier pour le reboisement des grands lits de rivières et des bassins versants.

En ce qui concerne les travaux d'importance moyenne (barrages de dérivation, canaux, dessèchement, défense, etc...) les intéressés participent aux dépenses de premier établissement suivant une proportion qui est fixée après consultation de la sous-commission de l'hydraulique agricole.

Aujourd'hui, en effet, la règle générale est que la Colonie remette le soin des travaux aux propriétaires eux-mêmes, réunis en associations syndicales, tout en y apportant une large collaboration financière.

Par contre, la colonie fait l'avance des fonds nécessaires pour couvrir les dépenses afférentes à l'accumulation des eaux. Ces dépenses sont, en effet, beaucoup trop élevées pour qu'une part notable puisse être mise à la charge des usagers avant que ceux-ci aient pu retirer quelques bénéfices de l'irrigation. D'autre part, il est nécessaire que l'administration conserve la maîtrise et l'entretien d'ouvrages aussi importants.

Mais la vente aux colons de l'eau dont ils ont besoin, doit permettre d'amortir, tout au moins en partie, les avances consenties. Aussi l'administration envisageait-elle de fixer au début, un prix de vente modéré, mais destiné à s'accroître avec le rendement des terres irriguées. Elle estimait, par

exemple, que le prix de cession de l'eau pourrait s'accroître proportionnellement à l'élévation de la valeur locative des biens fonciers, périodiquement révisée pour servir de base à l'impôt foncier.

En 1924, un programme des travaux les plus urgents avait été arrêté, programme dont l'exécution devait porter sur une période de 5 ans et pour laquelle une dotation de 83 millions avait été votée (1). Parmi tous ces travaux, le principal visait à l'irrigation de la plaine du Chélif. Il était prévu la construction, dans les gorges de l'Oued Fodda, d'un barrage de près de 100 mètres de hauteur et devant déterminer un réservoir de 300 millions de mètres cubes. Chaque année, 90 millions de mètres cubes d'eau pourront être ainsi distribués aux terrains de la plaine du Chélif.

Au 31 décembre 1927, les travaux étaient en voie d'achèvement malgré les dégâts causés par les inondations survenues en novembre 1927 et qui ont nécessité 1 million et demi de réparations urgentes.

Les principaux autres travaux hydrauliques concernent le dessèchement du lac Fezzara qui doit permettre de livrer à la culture environ 13.000 hectares de terres nouvelles ; l'utilisation des eaux de la Tafna ; l'assainissement de la plaine de l'Habra et de la Macta ; l'irrigation de la plaine de la Mina qui s'étend sur 4.500 hectares ainsi que de la région de Bône ; la construction d'un barrage réservoir permettant d'utiliser les eaux du versant nord de l'Au-

1. Cette somme a été portée à 131 millions en 1924.

rès ; l'irrigation de la plaine du Safsaf ; enfin l'exécution de divers barrages en Grande Kakylie.

D'après les évaluations faites à l'époque, la réalisation de tous ces projets devait coûter au total 131 millions.

Sur cette somme, 115 millions devaient être dépensés au cours des années 1925 à 1929 ; et le total à couvrir par les ressources de l'emprunt ne devait pas, durant cette même période, excéder 92 millions, dont 9 millions représentaient l'achèvement du programme de 1907 et 83 millions étaient destinés au début de l'exécution du programme établi en 1920.

En fait, les dépenses réellement effectuées ont été faites dans les proportions suivantes :

Année 1924	8.246.500 fr.	dont	118.500	venant d'emprunt.
— 1925	9.190.000	—	6.488.000	—
— 1926	21.976.297	—	19.603.493	—
— 1927	34.369.705	—	31.331.890	—

Indépendamment de ces travaux hydrauliques dont le but est de poursuivre la fertilisation de terres jusqu'alors insuffisamment irriguées, le Gouvernement général poursuit un effort de propagande en faveur de l'électrification des campagnes.

Récemment encore, les différents avantages mis par la Colonie à la disposition des agriculteurs viennent de leur être rappelés (1).

Les réseaux ruraux d'électricité peuvent en effet,

1. *Revue des Valeurs de l'Afrique du Nord*, 1927, p. 59.

bénéficier de l'aide financière de la colonie, de deux façons différentes, dont le cumul est possible :

1^o La Caisse nationale de crédit agricole consent aux groupements ou collectivités intéressés des prêts à intérêt réduit, amortissables en trente ans. Le taux de ces prêts est actuellement fixé à 3 % et leur montant ne peut pas dépasser le capital réuni par le groupe emprunteur et effectivement versé.

2^o La Colonie accorde en outre des subventions qui ne peuvent excéder 40 % pour les ouvrages de haute et moyenne tension et 25 % pour les ouvrages de basse tension.

En règle générale, la pratique a montré que les collectivités pouvaient escompter une subvention correspondant à peu près au tiers des frais d'établissement du réseau. Et les ressources nécessaires à l'installation d'un réseau rural pourront donc être normalement réunies de la façon suivante :

1/3 provenant de subventions à fonds perdus de la Colonie ;

1/3 fourni par les collectivités ou les communes desservies ;

1/3 prêté à taux réduit par la Caisse nationale de Crédit agricole.

Il est de même entendu que les subventions et avances dont il est question ci-dessus pourront être attribuées à l'une des collectivités ci-après : Départements, communes, Syndicats de communes, Associations syndicales libres ou autorisées, Sociétés coo-

pératives agricoles, Sociétés d'intérêt collectif agricole (1).

Outre cette aide financière, ces diverses collectivités peuvent obtenir l'étude gratuite de leur projet par les soins des services techniques de la Colonie. Et de l'utilisation ainsi favorisée des forces hydrauliques algériennes, sont attendus les plus heureux résultats (2).

A côté de la constitution de l'outillage économique local directement productif, il convient de signaler

1. En principe, il semble que les syndicats de communes ou les sociétés d'intérêt collectif agricole soient les collectivités qui auront le plus fréquemment à s'occuper de l'électrification des campagnes.

2. « Ces grands barrages qui permettront une mise en valeur plus complète du sol algérien nous fourniront aussi la force motrice qui transformera nos produits. A l'heure actuelle, le progrès accompli est déjà considérable : 62 centrales dans les 3 départements ont distribué 28 millions de kilowats-heures en 1922 et 72 en 1926 ; 4.000 kilomètres de lignes de distribution d'énergie répartissent dans toute la colonie cette force féconde.

C'est dans la diffusion de cette force nouvelle, dans la création de nouvelles centrales, dans l'utilisation de toutes les orces latentes que possède notre sol et qu'un inventaire minutieux permettra de déceler, que réside l'avenir industriel de l'Algérie.

C'est dans ce domaine qu'un effort est à accomplir. La loi du 2 août 1923 a permis aux collectivités d'obtenir de la Caisse nationale de crédit agricole des subventions ou des avances. A l'heure actuelle, 13 communes ou groupements ont bénéficié de près de 1.500.000 francs d'avances et de 800.000 francs de subventions. D'autres projets sont à l'étude. Je veillerai à ce que le mouvement commencé ne se ralentisse pas : Lorsque tous les programmes d'électrification en cours d'exécution entreranno en action, a-t-on dit, l'avenir de l'Afrique du Nord sera définitivement résolu. »

Discours de M. Bordes, Gouverneur général. Délégation S. O., 11 mai 1928.

la formation d'un réseau téléphonique destiné à assurer une rapide transmission de la pensée et à faciliter l'extension de l'autorité centrale, en même temps que la commodité des transactions. C'est au crédit dont disposent les Chambres de Commerce qu'est, en cette matière, dévolu le rôle principal.

Les disponibilités obtenues par les organismes consulaires sont mises à la disposition du Gouvernement général qui en assure l'application aux dépenses d'établissement de circuits téléphoniques déterminés.

En général, ces emprunts sont contractés auprès d'importants établissements financiers et les conditions qui les régissent sont fixées par décret.

L'effort financier ainsi tenté par le Gouvernement général, ou tout au moins favorisé par ses soins, s'est déjà révélé fécond en résultats heureux. Une importante partie des travaux projetés est actuellement terminée ; l'achèvement du reste ne saurait tarder. Et les ressources ainsi consacrées à la satisfaction des besoins économiques de la colonie paraissent suffisamment abondantes, malgré la politique de restrictions qu'ont imposée les circonstances.

Certaines réclamations, au demeurant légères, se sont cependant fait entendre, au sujet de l'hydraulique agricole. Le Congrès de l'eau, réuni à Alger au mois de janvier 1928 a tout d'abord émis le vœu « que les emprunts contractés par les sociétés d'électrification rurale auprès de la Caisse nationale de crédit agricole mutuel soient garantis non pas par le département ou la commune, mais par la Colonie. »

Puis, « considérant l'intérêt que présente pour le développement de la colonisation l'électrification de toutes les régions agricoles de l'Algérie », le Congrès a demandé au Gouvernement général de « vouloir bien augmenter les subventions ou avances accordées aux Sociétés d'intérêts collectifs agricoles proportionnellement à leur éloignement des centrales électriques » (1).

Enfin, dans la séance de clôture, tenue le 17 janvier 1928, il a été demandé « qu'une caisse d'amortissement coloniale soit créée, afin de permettre la réunion des crédits importants que nécessitera la réalisation des vœux émis par les différentes sections sans augmenter les charges déjà lourdes qui pèsent sur le contribuable ».

Les critiques ainsi portées sont, on le voit, assez légères et témoignent surtout d'un louable souci d'expansion et de rapide amélioration auxquelles des moyens financiers suffisants ne sauraient faire défaut. De plus, l'augmentation des prix a considérablement accru l'importance des dépenses à engager et la part réservée à l'emprunt sans s'être proportionnellement accrue de façon sensible a pris cependant une valeur numériquement plus élevée. Les besoins se sont fait plus intenses et les disponibilités destinées à y faire face se révèlent malgré tout insuffisantes. Aussi le rôle réservé au crédit dans la rationnelle organisation de l'outillage économique algérien semble-t-il destiné à s'accroître au cours des années à venir.

1. *Afrique française. Renseignements coloniaux*, 1928, p. 131.

CHAPITRE IV

LE CRÉDIT A L'AGRICULTURE ET LA MISE EN VALEUR DES TERRES

La part considérable qui revient à l'agriculture dans l'essor de la prospérité algérienne motive les efforts que les pouvoirs publics ont toujours tentés en faveur des institutions de crédit agricole. Constantement, la tendance fut d'admettre la colonie au bénéfice des diverses mesures prises dans la métropole, dès qu'il apparaissait que leur application devait mettre à la disposition des colons des ressources nouvelles et favoriser ainsi la mise en valeur du sol. C'est ainsi que l'appui de l'Institut local d'Emission, l'intervention d'un organisme spécialisé dans l'octroi des prêts hypothécaires, le fonctionnement des caisses de crédit agricole mutuel ont permis aux agriculteurs de fertiliser des régions sans cesse plus étendues. Et l'Etat, dans les cahiers des charges de ventes ou de concessions gratuites, reconnaissait aux créanciers des avantages spéciaux (1).

1. Les cahiers des charges, des ventes et des concessions gratuites contiennent une clause aux termes de laquelle l'Etat, soit en cas de déchéance prononcée, soit en cas de vente poursuivie à la requête des créanciers, renonce à se prévaloir de tout privilège ou action résolutoire vis-à-vis des personnes qui auront consenti à l'acquéreur ou au concessionnaire des prêts hypothécaires destinés :

1° Aux travaux de construction ou de reconstruction, de

Sans doute les conditions atmosphériques toujours changeantes et qui échappent à la volonté humaine, exercent une influence plus ou moins heureuse, mais constamment sensible, sur la surface des terres mises en valeur et sur l'abondance ou la qualité des récoltes, mais la ténacité, la coordination des efforts ne sont pas moins efficaces. Et c'est sur ce dernier point qu'ont tout particulièrement porté les récentes mesures favorables aux agriculteurs.

A côté des céréales essentielles : blé, orge, avoine, seigle, qui demeurent les principaux produits du sol algérien, et de la vigne dont la culture récemment introduite, a pris une remarquable extension, l'Algérie fournit une importante récolte d'olives, de ricin, de lin, de coton, d'alfa, de tabac, de fruits et de primeurs. Il convient également de réserver une place à la viande, à la laine et aux autres produits de l'élevage.

Les régions productives en sont assez diversement réparties sur le territoire de la colonie.

L'Afrique du Nord qui dans ses plaines voisines du littoral apparaît comme la zone de l'oranger, de

réparation ou d'agrandissement des bâtiments d'habitation ou d'exploitation ;

2° A des travaux agricoles constituant des améliorations utiles et permanentes.

L'emprunteur doit faire dresser un acte de prêt constatant la destination des fonds. L'emploi doit en être établi par quittances et autres documents probants au Préfet ou au Général. Un arrêté du Préfet ou du Général statuant à cet égard fixe, sauf recours au Conseil d'Etat, le montant des fonds dont l'emploi est reconnu justifié (D., 13 septembre 1904, art. 16).

la vigne et des primeurs, est dans son ensemble un pays au climat trop rude pour ces cultures exigeantes, dont les débouchés demeurent d'ailleurs forcément limités. Dès que l'altitude augmente, l'oranger et la vigne disparaissent : l'olivier lui-même, en bien des endroits, ne supporte plus les rigueurs de l'hiver, tandis que les céréales semblent rencontrer un climat favorable. Leur culture apparaît donc ainsi comme la base même de l'activité agricole de ce pays, où l'ensemble des terres est d'altitude moyenne ou élevée. Elle constitue l'élément prépondérant de la mise en valeur du sol algérien.

Au cours de la demi-décade 1920-1924, l'Algérie a cultivé une superficie moyenne de 1.363.000 hectares en blé, 1.185.000 hectares en orge et 250.000 en avoine. L'Afrique du Nord dans son ensemble, ensemble, bon an mal an, sensiblement 2.800.000 hectares de blé (1).

Si, jusqu'en 1900, l'influence de la colonisation européenne se manifesta par l'augmentation de la surface des terres cultivées et par la vulgarisation des méthodes culturales plus perfectionnées, les superficies emblavées en céréales cessèrent de croître à partir de cette date (2). C'est ainsi que, pendant la période décennale 1903-1913 la culture du blé s'est maintenue sensiblement constante ; la moyenne des superficies cultivées s'y est, en effet, établie à 1 mil

1. P. Berthault, *La production des céréales en Afrique du Nord*. Paris, 1928, p. 3. En 1928, 1.421.000 hectares furentensemencés en blé dont 1.150.000 en blés durs.

2. Abeilhé, Rapport général du budget de 1924.

lion 392.871 hectares avec un rendement moyen de 8.813.663 quintaux, soit à peu près 6 quintaux et demi à l'hectare ; mais pendant la décade suivante, 1913-1923, ces moyennes tombent à 1.327.000 hectares pour les surfaces et à 7.748.392 quintaux, soit 5 quintaux 8 à l'hectare pour les rendements, avec, il est vrai, un léger redressement au cours des campagnes suivantes. C'est ainsi que la récolte de l'année 1926-1927 fut de 7.651.062 quintaux pour une superficieensemencée de 1.381.034 hectares, soit 5 quintaux et demi à l'hectare.

Pour la culture de l'orge, les constatations sont analogues, puisque nous pouvons noter les différences suivantes entre les deux mêmes décades : la moyenne des terresensemencées passe de 1.331.413 hectares à 1.202.907 et la moyenne de la production tombe de 9.145.832 quintaux à 6.170.910, les rendements moyens à l'hectare s'abaissent de 6 quintaux 86 à 5 quintaux 12 (1).

Ainsi, la culture des céréales serait donc, après un magnifique essor au cours des années 1860 à 1900 dans un état de régression marquée depuis le début du siècle, régression que M. Abeilhé a dénoncée aux Délégations financières. Il semble en effet assez alarmant de constater que la récolte totale des céréales était tombée de 30.097.672 quintaux au cours de la campagne 1918-1919 à 17.200.000 quintaux au cours de la campagne 1926-1927, le rendement

1. P. Berthault, *op. cit.*, p. 12.

moyen de cette dernière n'étant que de 5 quintaux 7 à l'hectare (1).

Il convient cependant de ne pas considérer avec un trop grand pessimisme cette diminution du rendement des moissons, car elle s'explique aisément, si l'on songe que, dans cette Afrique du Nord où vivent côte à côte deux peuples : les Indigènes et les Européens, nettement distincts par les mœurs, les coutumes et l'état de civilisation, ce sont les premiers, c'est-à-dire les Arabes, qui possèdent la majeure partie des terres et constituent le principal élément producteur des céréales. Cette situation sensible dès avant 1914, s'est accusée plus fortement encore depuis, car la guerre, loin d'appauvrir la population locale, a généralement accru son bien-être. Ceci est la conséquence des primes d'engagement, pensions et allocations diverses accordées aux mobilisés ou à leurs familles et surtout de l'élévation des cours atteints pendant et après les hostilités par les produits du sol. Les indigènes ont donc acheté des biens fonds, soit ceux mis en vente par l'Administration à titre de terres domaniales, soit des propriétés jusqu'alors aux mains d'Européens et que l'importance des prix offerts les incitait à réaliser.

Aussi en 1925, les indigènes possédaient-ils une surface voisine de 9.227.000 hectares alors que les Européens ne possédaient guère plus de 2.317.000 hectares sur les 11 millions et demi d'hectares occupés

1. La superficie des emblavures était, en effet de 2.980.000 hectares contre 2.575.000 en 1919.

en Algérie par la propriété privée (1). Et la superficie emblavée s'accroît, tandis que la récolte diminue au total. Les indigènes ont en moyenne des rendements de 7 à 8 quintaux, les Européens de 9 à 10 ; c'est beaucoup moins qu'en France (2). Les écarts d'une année à l'autre sont moins considérables chez les Européens que chez les indigènes et leur production est plus régulière.

Il importe donc d'assurer une étroite collaboration entre les cultivateurs indigènes et les colons européens, afin que ceux-ci répandent la pratique de méthodes d'exploitation plus perfectionnées que celles consacrées par la routine de populations peu évoluées (3).

C'est également à ce but que répondent les Sociétés indigènes de culture, dont les membres s'engagent à cultiver suivant des règles fixées par un cahier des charges : ils reçoivent des avances (semence, cheptel) nécessaires. Ces avances toujours remboursables se font avec les fonds des Sociétés indigènes de prévoyance, les fonds des douars et les subventions de l'Administration. Le chef de culture exige, sous peine de sanction, que les cultures soient faites conformément au cahier des charges. Les fellahs font

1. P. Berthault, *La question de la propriété foncière en Algérie* (*Revue agricole de l'Afrique du Nord*, 1925).

2. Augustin Bernard, *L'Algérie*, p. 444.

3. En 1928, une amélioration de la situation s'est fait nettement sentir et les exportations de produits agricoles ont été supérieures d'environ 525 millions à celles de 1927 (Bordes, Discours d'ouverture de la séance de la Commission des valeurs de douane du 28 février 1929).

ainsi leur éducation professionnelle ; en même temps, ils s'habituent à administrer leur société et à reporter les produits qui doivent assurer le remboursement des avances, la constitution d'un fonds de commerce et d'un fonds de réserve (1).

Mais la technique des labours préparatoires, l'emploi des machines agricoles et l'utilisation des engrais réclament l'investissement de capitaux importants et motivent le recours au crédit dont le sage aménagement doit également permettre d'attendre le moment propice d'une vente rémunératrice.

Ce n'est, du reste, pas seulement à l'amélioration de la culture des céréales que l'organisation du crédit agricole est appelée à rendre des services. La reconstitution des oliveraies et des orangeraiies, surtout la formation du vignoble, inconnu jadis dans presque toute l'Afrique du Nord et qui a pris un développement considérable, ne purent être menées à bien sans un patient labeur, appuyé par le concours d'organismes répartiteurs du crédit. La prospérité générale de la colonie, dont l'agriculture est un prépondérant élément de richesse, dépend donc ainsi dans une large mesure de l'abondance des capitaux mis à la disposition des cultivateurs et des moyens employés pour leur assurer les avantages d'un crédit facile et peu coûteux.

Aussi, à côté de centres d'études constitués afin d'introduire dans la mise en valeur du sol des mé-

1. R. Mortier, *L'enseignement professionnel en Algérie*.

thodes rationnelles et de vulgariser leur emploi, tant par la sélection rigoureuse des semences (1) et l'indication des engrais nécessaires à des terrains souvent fort dissemblables que par la détermination d'un cycle d'assolement dont l'influence sur le rendement peut être considérable (2), il existe une série d'institutions, dont les formes diffèrent, mais qui toutes, visent au but commun de fournir aux agriculteurs les ressources dont ils ont besoin.

Après des négociations longues et délicates, la Banque de l'Algérie, en admettant à l'escompte le papier agricole qu'elle refusait jadis, comme ne répondant pas aux exigences de ses statuts, réalisa en 1918, une réforme importante pour l'avenir de l'agriculture algérienne. Désormais, le papier à court terme créé pour des besoins agricoles et le papier destiné à la mobilisation des crédits de campagne sont admis à l'escompte jusqu'à concurrence d'un montant total de 100 millions de francs, soit sur présentation directe des colons, soit grâce à l'intermédiaire des Caisses de Crédit agricole mutuel, soit encore, sur présentation des établissements bancaires accrédités à cet effet (3).

1. En 1927, on comptait en Algérie 25 champs d'expériences. Le nombre d'essais de végétation avait été de 138 (*Situation générale de l'Algérie en 1927*, p. 759).

2. P. Berthault, *op. cit.*, p. 17 et suivantes.

3. A la suite du vote de la loi, portant la limite d'émission de 1.700 millions à 2.100, cet établissement a pris des dispositions pour améliorer le Crédit agricole en Algérie et son directeur général a exposé à M. Violette les principes admis :

« En ce qui concerne l'escompte du papier agricole à court

La dernière étape de cet aménagement du crédit agricole fut marquée en 1927 par la création de la « Caisse Foncière agricole » destinée à assurer le fonctionnement du crédit à long terme. La Banque de l'Algérie, pour contribuer à la constitution de cet organisme avait mis à la disposition du Gouvernement général de la Colonie, une somme de 30 millions (1). En fait, dix-huit millions seulement ont été réellement consacrés au fonctionnement de la Caisse, qui doit en outre percevoir une partie des redevances annuelles versées à l'Etat par l'Institut d'émission.

Mais le crédit mis ainsi à la disposition des colons a besoin d'être réparti sur l'ensemble du territoire et mis à la portée des emprunteurs, dans les conditions les plus avantageuses et les plus pratiques.

Les organismes bancaires émanant de l'initiative privée disposent, selon leur importance, d'un réseau plus ou moins serré d'agences et de succursales qui

terme, la Banque de l'Algérie est disposée à admettre jusqu'à concurrence de 100 millions de francs, les effets présentés soit directement, soit indirectement par les Caisses régionales de Crédit mutuel agricole, sous réserve que ces effets offrent les garanties et remplissent les conditions exigées par les statuts (de la banque).

Le total des fiches ne devra pas excéder 100 millions.

Pour ce qui est des petits agriculteurs, la Banque appliquera aux effets que les Caisses régionales lui présenteront par l'intermédiaire des banques agréées par elle et dans les limites des fiches d'escompte accordées à ces banques, un taux d'escompte réduit, chaque fois que le taux officiel dépassera 5 %. Ce taux sera de 5 % quand le taux officiel sera compris entre 5 et 6 1/2. A partir de 6 1/2 il sera inférieur de 1 1/2 % au taux officiel. (*Le Nord africain*, août-septembre 1926, p. 13).

1. Loi du 28 juillet 1927.

leur permettent d'offrir à leurs clients les capitaux dont ils ont besoin et de répondre à leurs exigences. Ils sont aidés dans cette tâche par l'intervention des Comptoirs d'Escompte dont l'existence n'avait jadis pas d'autre raison que d'assurer la diffusion des crédits accordés par la Banque de l'Algérie et de faciliter le recouvrement à leur échéance des effets créés en contrepartie.

Aujourd'hui, la multiplicité des banques et l'éparpillement de leurs sièges a singulièrement amoindri l'importance de cette intervention. La majeure partie de ces comptoirs est actuellement fermée et ceux qui subsistent sont en rapport avec la Compagnie Algérienne ou le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie auxquels ils réescomptent le papier créé pour satisfaire aux besoins de leur clientèle locale.

Parallèlement à l'action des banques, dont l'intervention fut d'une incontestable utilité au cours des années qui suivirent la conquête, parce qu'elle apportait à la colonie le secours financier de la métropole, la notion de solidarité, autrefois inconnue, se fit sentir de plus en plus nettement aux colons algériens. Un mouvement coopératif, encouragé dès son origine par l'appui bienveillant des pouvoirs publics, se dessina dès la fin du dernier siècle. Au cours des années qui suivirent la clôture des hostilités, ces idées connurent une faveur nouvelle. Actuellement, une importante fraction des capitaux investis en des entreprises agricoles est répartie entre les exploitants du sol par des institutions de crédit à forme

mutualiste et coopérative qui méritent de retenir l'attention (1). Les 33 Caisses Régionales de crédit agricole mutuel et les nombreuses Caisses Locales qui en dépendent ont mis à la disposition de leurs adhérents, petits propriétaires pour la plupart, des sommes élevées qu'elles se procurent par la perception de cotisations, de subventions ou par la présentation au réescompte auprès de l'Institut d'émission, des effets qu'elles détiennent.

En 1928, le chiffre d'affaires à court terme des Caisses Régionales avait atteint 245.000.000 de francs en augmentation de plus de 65 millions sur celui de l'année précédente (2).

Il y a lieu de signaler que les progrès ainsi constatés sont dus, pour une forte part, au développement des prêts sur warrants et autres opérations de crédit avec les sociétés coopératives : docks à céréales, tabacoops, etc..., dont le nombre et l'activité s'accroissent de façon très sensible.

En 1919, il existait en Algérie 46 sociétés coopératives qui avaient obtenu des avances à long terme pour un montant global de 1.439.300 francs (3).

En 1928, 33 sociétés nouvelles avaient été constituées et 212 sociétés coopératives fonctionnaient

1. Banque de l'Algérie. Rapport sur l'exercice 1926-1927.

2. *Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1928* p. 639.

3. Alger, 32 sociétés bénéficiant de 966.200 francs d'avances Constantine, 13 sociétés bénéficiant de 323.100 francs d'avances ; Oran, 1 société bénéficiant de 150.000 francs d'avances *Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1919*, p. 505.

dans les trois départements. Elles groupaient plus de 15.000 adhérents et se répartissaient ainsi :

Caves	92
Docks à céréales.....	23
Docks à tabac	3
Sociétés de matériel agricole	75
Sociétés diverses	19

Les docks à céréales présentaient une capacité de logement voisine de 1 million 200 mille quintaux ; 200.000 quintaux de tabac pouvaient être emmagasinés dans les « tabaccoops », tandis que les caves permettaient de loger 1.286.256 hectolitres.

Les avances reçues par toutes ces sociétés depuis leur création dépassaient 44 millions et le montant des subventions était légèrement supérieur à 15 millions (1).

Grâce à l'organisation du crédit agricole aussi diversement comprise et réalisée, grâce également aux efforts combinés des initiatives privées et des pouvoirs publics, la mise en culture du sol algérien a, depuis la conquête, fait de remarquables et constants progrès. Le manque de capitaux, cet insurmontable obstacle qui détruit si rapidement le résultat de nombreuses années d'un patient labeur, ne s'est fait que

1. Les sociétés coopératives énumérées ci-dessus ont toutes obtenu des avances ou des subventions de la Colonie. En dehors d'elles, il faut citer quelques sociétés importantes qui se sont constituées sans solliciter l'aide financière de la Colonie et qui présentent néanmoins un caractère coopératif : Coopérative des Agrumes de la Mitidja, à Boufarik et Viticoop d'El-Affroun et Viticoop de Maison-Carrée. Cette dernière société est d'un caractère intermédiaire entre les sociétés coopératives et les sociétés du type capitaliste.

rarement sentir. Et depuis la fin des hostilités, la politique des agriculteurs s'est orientée vers la création d'une série d'organismes destinés à leur faciliter le recours au crédit tout en assurant à leur récolte les soins de conservation nécessaires. Toutes les initiatives qui se sont fait jour en cette matière ont rencontré l'entier appui du Gouvernement général.

L'aide ainsi apportée à la mise en valeur du sol algérien se peut difficilement chiffrer. Il est, en effet, impossible de discerner quelle partie des crédits ouverts par un établissement financier représente des avances consenties par des organismes locaux ayant mobilisé leur créance par des effets présentés au réescompte. La fiche de 100 millions accordée par la Banque d'émission ne constitue pas tout l'effort effectivement réalisé par elle en faveur de l'agriculture. Des avances sans intérêt ont été accordées au Gouvernement général. Et les établissements de crédit fonctionnant dans la colonie gardent souvent en portefeuille une part importante du papier créé en contrepartie des crédits ouverts aux agriculteurs.

L'importance de l'appui que l'agriculture a reçu grâce au fonctionnement du crédit qui lui est destiné se mesure surtout aux résultats obtenus.

Nous avons signalé que l'accroissement de production des céréales était peu sensible, en raison de mutations réalisées sur les emblavures.

Des résultats plus encourageants sont ceux qui caractérisent la culture de la vigne.

En effet, l'étendue du vignoble algérien est passée de 147.000 hectares en 1907 à 168.742 hectares en 1920 et à 238.000 hectares en 1928 (1). L'augmentation des surfaces en production semble suivre une cadence régulière qui est sensiblement de 6.500 hectares par an. Et l'élévation de la récolte au chiffre de 13 millions et demi d'hectolitres lors de la dernière année a provoqué, parmi les producteurs métropolitains, une considérable émotion. La question du contingentement des vins algériens fut posée devant le Parlement par deux représentants du Midi et provoqua, de la part des groupements algériens intéressés, de légitimes protestations (2).

Non seulement l'Algérie est formée de trois départements français et créer entre départements français des barrières douanières serait rétablir un régime néfaste, heureusement aboli depuis Turgot ; mais « la vigne est devenue pour l'Algérie une nécessité économique (3). » C'est elle qui a créé la richesse du pays et maintenant, sans elle, toute la vie de la colonie s'arrêterait. Même une simple réduction du vignoble actuellement constitué entraînerait une crise

1. Ce vignoble est assez inégalement réparti entre les trois départements :

Oran	134.000 hectares
Alger	90.000 —
Constantine	14.000 —

2. Renseignements coloniaux publiés par le Comité de l'*Afrique française*, 1929, p. 355.

3. P. Berthault, *L'Algérie et la production des vins* (Académie d'agriculture de France. Séance du 13 mars 1929).

d'une exceptionnelle gravité. « Chaque année, en effet, la récolte algérienne, avant d'entrer dans les caves a fait sortir de la propriété plus d'un milliard d'argent disséminé en de multiples mains, sous forme de salaires, de machines agricoles, de produits chimiques, d'engrais, de caves et bâtiments nouveaux, d'agios et d'intérêts d'argent. Si l'on tient compte que cet argent, versé aux travailleurs ruraux, aux commerçants et aux industriels, circule et engendre au cours même de la campagne agricole de nouvelles et nombreuses transactions, c'est au moins 3 milliards de transaction sans compter celles sur la propriété elle-même, c'est-à-dire près de deux fois la valeur des billets de banque en circulation dans la colonie, que la vigne détermine par an, en Algérie (1). »

Une politique cherchant à restreindre la production des vins dans la colonie serait en même temps qu'une attaque contre l'essor économique algérien, une grosse erreur nationale, car une imposante quote-part des avantages financiers que la métropole retire de l'Algérie, est acquittée sur le produit des vignobles.

Il serait du reste possible de trouver aux produits africains des débouchés assez nombreux et assez vastes pour éviter toute concurrence avec les vins de France qui présentent des qualités différentes et répondent à des besoins autres. De plus, une politique viticole conduisant les vigneronns à certaines vinifications spéciales serait féconde en heureux résul-

1. P. Berthault, *L'Algérie et la production des vins*, op. cit., p. 11.

tats, en favorisant la production de certains crus recherchés au dehors et propres à être exportés à l'étranger. Déjà un courant important semble avoir pris naissance, qui donna lieu en 1927 à une exportation de 5.812 hectolitres dont 2.429 sur l'Union économique belge-luxembourgeoise. Sans doute la réalisation de cette politique comporte des difficultés qu'il serait puéril de se dissimuler. Mais grâce à l'aide qu'ils sont assurés de trouver dans l'organisation du crédit qui leur est réservé, les viticulteurs algériens sauront mener à bien cette tâche conforme aux intérêts de tous et contribuer ainsi à la prospérité nationale, en même temps qu'à la leur propre.

CHAPITRE V

LE CRÉDIT EN FAVEUR DE L'INDUSTRIE

Si, de tout temps, l'agriculture fut la principale source de la richesse algérienne, si l'Institut d'émission et les banques, orientés en cela par l'intervention des pouvoirs publics, ont surtout consacré leurs efforts à l'expansion de cet élément essentiel de prospérité, nos trois départements nord-africains n'en connaissent pas moins une activité industrielle très réelle, dont l'essor se marque de façon sensible. C'est à favoriser cette tendance que s'est attachée la Banque de l'Algérie, lorsqu'elle contribua à la fondation de cet organisme de crédit spécialisé qu'est la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord (1).

Sans doute, le manque de force motrice locale est la grosse lacune que rencontre l'Algérie dans le développement de son industrie. La houille n'est extraite que d'une seule mine, celle de Kenadsa sise près de Colomb Béchar et dont la concession fut accordée à l'Administration des chemins de fer algériens de l'Etat, par le décret du 11 décembre 1922. L'exploitation commença dès 1923 et fournit environ 4.000 tonnes. La production annuelle s'accrut faiblement

1. Cf. *supra*, p. 32.

au cours des années suivantes. Durant 1928, il fut extrait un peu moins de 21.000 tonnes. Ces chiffres sont insignifiants.

L'Afrique du Nord n'est guère mieux pourvue en houille blanche. Les chutes d'eau sont peu abondantes et surtout l'irrégularité du débit empêche de fonder, sur le rendement des turbines, des espérances très précises. En 1928, il n'y avait dans toute l'Algérie que 18 usines hydro-électriques, fournissant environ 3 millions de kilowats, alors qu'au cours de l'année, il en a été distribué plus de 80 millions (Lumière 23-Force 57) (1).

L'importance prise dans la vie industrielle par la chauffe au mazout, l'utilisation des huiles lourdes et des essences, a conduit les prospecteurs à rechercher en tous lieux l'existence des nappes pétrolifères. On a trouvé des traces de pétrole en diverses régions, notamment en Oranie ; mais, si l'on fonde les plus beaux espoirs sur la productivité des gisements ainsi découverts, il n'existe encore en exploitation que les puits de Messila, près de Mostaganem, appartenant à la Société Algérienne de Thouanet, qui ont fourni 1.204 tonnes de pétrole en 1928 (2).

Le total de ces diverses productions est nettement insuffisant pour satisfaire aux besoins d'une industrie, même rudimentaire. Aussi l'Algérie est-elle obligée d'importer presque tous les éléments destinés à lui fournir la force motrice nécessaire.

1. *Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1928*, p. 456.

2. *Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1928*, p. 148.

Il convient du reste de noter la faible importance de ce courant d'importation, destiné à faire face aux exigences d'une demande fort limitée, en raison même du fait que l'Algérie n'est pas une région industrielle.

Seul, le charbon est amené en abondance, mais son pourcentage élevé est dû beaucoup moins à la consommation locale qu'à une sorte de transit favorable aux intérêts nord-africains.

Si la colonie dispose d'une médiocre quantité de combustible, elle est pourvue par contre de ressources minières fort importantes. Son sous-sol est particulièrement riche et deux de ses produits tiennent dans la vie économique algérienne une très grande place : le minerai de fer et les phosphates.

L'Afrique du Nord tout entière contribue à fortifier notre position mondiale, en ajoutant aux réserves de fer contenues dans les gisements de la métropole celles que renferme son sol et qui sont considérables ; grâce à elles, la France occupe actuellement le troisième rang, tout de suite après les Etats-Unis et l'Angleterre.

Au cours de l'année 1928, il a été extrait plus de 2 millions de tonnes de minerai de fer, auquel il faut ajouter un peu plus de 13 mille tonnes de pyrites de fer (1).

Et la richesse du minerai ne le cède en rien à son abondance, car l'Algérie produit une qualité excellente, non phosphoreuse, d'une teneur moyenne de 50 %, qui est sensiblement celle des minerais espa-

1. *Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1928*, p. 155.

gnols. Or l'industrie métropolitaine, exportatrice de minerais phosphoreux, est importatrice des qualités riches que ses gisements produisent, dans des conditions utiles, d'une façon encore insuffisante. L'Algérie et la Tunisie contribuent pour un peu moins de 15 %, à la satisfaction des besoins français, alors que leur production actuelle, non seulement permettrait de répondre à toutes les demandes, mais encore laisserait un excédent disponible pour l'exportation. Aujourd'hui, la France achète le minerai nécessaire, non seulement aux nations voisines : belge et allemande, mais aussi à l'Espagne, aux Pays Scandinaves et même à l'Italie, tandis que l'Afrique du Nord disperse le surplus de sa production entre l'Italie, l'Espagne, l'Angleterre, la Belgique, la Suède et même les Etats-Unis. Or la France achète du minerai en certains de ces pays. Il semble donc qu'une meilleure orientation des courants commerciaux serait possible et donnerait d'heureux effets.

D'autres minerais sont aussi produits en Algérie, mais en bien moindres quantités : zinc, plomb, cuivre. En 1928, le tonnage extrait a été le suivant :

Minerai de zinc.....	33.197 tonnes
— plomb.....	13.508 —
— cuivre	2.823 —

Les recherches de mines sont assez mollement poursuivies.

Les propriétaires s'attachent à l'exploitation des filons les plus riches car l'Algérie n'en est pas encore

arrivée à ce stade où tous les gisements sont mis à contribution, même lorsque le prix des produits extraits devient très élevé. Les concessions accordées à la fin de l'année 1928 atteignaient au chiffre de 140, qui se répartissaient ainsi :

Département d'Oran	15, dont 6 inexploitées	
— d'Alger	27, dont 11	—
— de Constantine ...	98, dont 42	—

Avec le fer, la principale richesse du sol algérien réside en d'importants gisements de phosphate de chaux, dont l'emploi est universellement répandu et dont les besoins sont considérables.

Les phosphates, à l'inverse des autres produits du sous sol, sont de découverte et d'utilisation récentes. Les gisements européens de la Somme et de Belgique ont été exploités les premiers en 1855. Depuis lors, cette industrie, par la découverte de nouvelles carrières et l'extraction plus active s'est développée d'une façon nouë.

Plusieurs milliards de tonnes, commercialement exploitables ont été reconnus dans la colonie.

Le principal centre se trouve dans le département de Constantine. Au cours de l'année 1928, plus de 810 millions de tonnes ont été extraits. Malheureusement, la teneur des phosphates algériens n'est pas d'une grande richesse, elle varie entre 58 et 68 ; aussi certaines exploitations sont-elles gravement menacées par la concurrence des gisements marocains qui titrent de 72 à 75 et qui jouissent en outre

de l'avantage d'être situés plus près de la mer et des ports d'embarquement.

Une crise de surproduction serait donc à redouter, surtout si l'Afrique du Nord perdait la clientèle de l'Italie qui cherche à s'alimenter aux gisements de Kosseïr et de Tripolitaine. Aussi le phosphate de chaux est-il un des rares produits dont le prix exprimé en monnaie-or n'a pas augmenté depuis la guerre (1).

C'est, semble-t-il, par une sorte d'abus que l'on qualifie d'industrie l'exploitation des mines et des carrières, lorsqu'elle ne s'accompagne d'aucune transformation des produits extraits. Quant à l'industrie proprement dite, elle est faiblement représentée en Algérie.

Les industries indigènes, sauf peut-être celles de la broderie et du tapis, sont entrées dans une période de décadence qui paraît irrémédiable. Ce sont en général des industries familiales, qui ne travaillent pas pour l'exportation. La fabrication des tapis est concentrée dans un certain nombre d'établissements et ses produits sont appréciés dans la métropole qui vient lui demander une partie des approvisionnements qu'elle cherchait jadis dans les pays d'Orient.

Les industries européennes sont principalement dérivées de l'agriculture : minoterie, fabriques de pâtes alimentaires, distilleries, moulins à huile. Il existe actuellement plus de 150 meuneries et minoteries, employant un peu moins de 4.000 ouvriers. La plus forte minoterie, celle de Maison Carrée, peut

1. Augustin Bernard, *op. cit.*, p. 478.

livrer 300.000 quintaux par an. Il y a une cinquantaine de distilleries d'alcool ; les plus importantes se trouvent à Boufarik et à Rouïba. On compte 5.000 moulins à huile, dont 265 exploités par des Européens. Certaines huileries sont pourvues d'un outillage moderne très perfectionné qui leur permet de produire une huile de qualité irréprochable. Les principales sont installées au voisinage de la Kabylie. Il existe également des brasseries (Hussein-Dey), des fabriques d'eaux gazeuses (Alger); de glace (Hussein-Dey), de conserves alimentaires et de conserves de poissons. Huit usines préparent des sardines à l'huile et à la tomate. Une usine frigorifique existe à Maison Carrée.

Une grande partie de la récolte de tabac est manufacturée sur place. Cinquante usines assurent la fabrication des tabacs, cigares et cigarettes ; très bien outillées, elles sont installées à Alger, Oran et Bône. La marque la plus connue est celle de la Société des Tabacs, cigares et cigarettes Bastos, réorganisée après la guerre. L'industrie des allumettes comprend deux usines à Alger et à Bône.

L'industrie du liège est représentée par 80 établissements occupant près de 4.000 ouvriers. Depuis 1919, l'élévation de taux du frêt et des tarifs de chemin de fer a conduit à transformer sur place une grande partie des lièges produits dans la colonie. Alger, Bougie, Djidjelli, Philippeville et Bône sont les principaux centres de cette industrie.

L'Algérie, malgré sa richesse en minerai de fer,

ne possède pas à proprement parler d'industrie métallurgique. Plusieurs fois envisagé, notamment au cours des hostilités, l'établissement de hauts fourneaux dans les environs d'Alger et de Bône n'a jamais été réalisé. Cependant une certaine quantité d'instruments, d'appareils et de machines agricoles commencent à être produits dans la colonie et peuvent en tout cas être entretenus et réparés sur place. Les ateliers de construction mécanique les plus importants sont ceux d'Hussein-Dey, qui assument l'entretien et la réparation du matériel de chemin de fer. A Alger et à Oran, il existe de petits chantiers de constructions navales qui peuvent effectuer la réparation des navires et la construction de petites unités.

L'industrie, en Algérie, n'est véritablement qu'un prolongement de l'agriculture et la plupart des établissements ne comportent que des installations rudimentaires. Il est certainement possible de développer dans une assez large mesure les minoteries, les huileries, les fabriques de pâtes alimentaires, peut être d'assurer sur une plus grande échelle le traitement sur place des lièges, des phosphates, voire même de l'alfa. Mais la colonie ne présente pas la réunion d'un ensemble de conditions favorables au développement de la grande industrie. Elle n'a pas, du moins jusqu'à présent, une quantité suffisante de combustibles solides ou liquides. La houille blanche est peu abondante et la main-d'œuvre est insuffisante à la fois comme quantité et comme qualité. Les efforts tentés en faveur de l'éducation professionnelle n'ont

encore produit que de faibles effets. Il est vraisemblable que l'Algérie trouvera longtemps encore et peut-être toujours, son avantage à échanger ses produits agricoles contre les produits manufacturés de France et d'Europe.

Le Conseil d'Administration de la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord semble, depuis la constitution de cette Société, poursuivre la réalisation d'une politique conforme à cette manière de voir. Elle s'est en fait intéressée à des affaires assez rares, mais dont on peut présager pour toutes le plus bel avenir ; ce sont des sociétés de transformation des produits agricoles et des entreprises ayant pour fin la construction. Le poste « Débiteurs par caution », qui constitue un des postes du bilan de son actif, qui était de 2.112.000 francs en 1921, était de 10 millions 246.000 en 1928, après avoir dépassé 20 millions en 1927. Ce poste représente les cautions constituées vis-à-vis du fisc en faveur de certains industriels, distillateurs, etc... Son portefeuille-titres était évalué pour 600.706 francs dans le bilan au 31 décembre 1928. Au cours du dernier exercice, le total des effets négociés par cet établissement s'est élevé à 71.113, pour une somme de 601 millions, en constante augmentation depuis l'origine sur les chiffres correspondant de l'exercice antérieur.

La Banque de l'Algérie qui, par ses avances à la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord, contribue indirectement à l'essor de l'industrie en Algérie, lui prête également une aide directe par l'admission

à l'escompte du papier commercial. Mais il est impossible de fixer exactement la part qui revient aux industriels dans les crédits ainsi accordés.

Lorsque les activités à encourager se manifestent dans un champ d'action nettement délimité, que les intérêts en jeu sont à la fois peu nombreux et faciles à concilier, des organismes de crédit se fondent pour faciliter leur expansion.

Tous ceux qui suivent de près le développement de l'Algérie estiment avec raison qu'un gros effort doit être réalisé pour faciliter le mouvement et la circulation des voyageurs et des touristes.

C'est en s'inspirant de cette nécessité que s'est créé en 1928, le « Crédit Hôtelier Algérien » organisme régi par la loi du 13 mars 1917 sur les Banques populaires et dont le siège social a été établi à Alger, 9, boulevard Carnot, au siège de la Banque populaire d'Alger (1).

Enfin, le *Temps*, dans son numéro du 19 janvier 1928, reprenant le texte d'une résolution présentée à la session de juin 1927 des délégations algériennes, exposait un projet d'organisation du crédit maritime. Les pêcheurs intéressés préconisent la formation d'une caisse de Crédit Mutuel maritime et d'une coopérative de salaisons. Ces institutions bénéficieraient d'avances et de subventions de la colonie. Elles seraient financièrement rattachées à la Banque populaire d'Alger qui a comme programme de se spé-

1. Cf. *supra*, p. 135.

cialiser dans le crédit aux groupements coopératifs et mutualistes (1). Ainsi serait réalisé le vœu de M. Jonnart : « Il faudrait du crédit aux bonnes volontés laborieuses » (2).

Tous les organismes constitués ont rendu à l'industrie algérienne de très réels services. Et ceux en formation répondent à des besoins très nets. Sans doute le taux de placement de l'argent n'atteint plus les chiffres élevés auxquels il était parvenu après la guerre et les besoins de capitaux se font moins intensément sentir. Il n'en demeure pas moins qu'en 1919 les petits emprunteurs se plaignaient de la difficulté qu'ils rencontraient pour se procurer les disponibilités nécessaires. En 1919, par suite de la disparition de certaines sociétés étrangères qui leur achetaient leur production à l'avance, de petits exploitants rencontrèrent des difficultés pour eux insurmontables. Ceci fut particulièrement sensible pour les propriétaires de mines et la Société française « Minerais et Métaux » dut, en ouvrant des succursales en Algérie, acheter d'avance des lots de minerai, même de faible tonnage, afin de faciliter les opérations d'extraction (3).

Mais actuellement, cet état de choses a fait place à un autre, plus satisfaisant. L'industrie algérienne est assurée de trouver toutes les ressources finan-

1. Voir également : *Revue des valeurs de l'Afrique du Nord*, 5 août 1921, *L'Afrique française*, janvier 1928, p. 35.

2. *Rapport sur la situation générale de l'Algérie en 1918*.

3. *Revue des Valeurs de l'Afrique du Nord*, 5 avril 1920.

cières qui lui seraient nécessaires, à des conditions suffisamment avantageuses pour ne pas entraver son essor. Malheureusement, elle manque des éléments essentiels propices à son développement. Et l'importance relative des établissements de crédit agricole et des institutions de crédit industriel est l'indice d'une orientation économique dont le sens paraît être définitif.

CHAPITRE VI

LES CRÉDITS AUX ŒUVRES SOCIALES LES HABITATIONS A BON MARCHÉ

Le souci d'assurer aux colons peu fortunés l'avantage d'un logement sainement bâti et de favoriser l'acquisition d'immeubles peu onéreux à des travailleurs économes, fit étendre à l'Algérie, dès son application dans la métropole, la législation relative aux habitations à bon marché.

La loi du 5 décembre 1922, applicable à l'Algérie en vertu de son article 86, a codifié la législation sur les habitations à bon marché, déjà en vigueur dans la colonie (Loi du 30 novembre 1894, modifiée par celle du 12 avril 1906, lois du 10 avril 1908 et du 23 décembre 1912).

La loi du 30 novembre 1894 avait institué des Comités de patronage départementaux ou communaux, dont la mission est d'encourager la constitution de sociétés ayant en vue l'assainissement des habitations ouvrières existantes et la construction de maisons salubres à bon marché, à l'usage des ouvriers et employés vivant principalement de leur travail ou de leur salaire.

Ces comités, qui sont chargés de diffuser la législa-

tion sur les habitations à bon marché, sont des organismes de propagande, d'études et de contrôle ; ils constituent, en outre, des centres de documentation et d'information appelés à faciliter la réalisation des œuvres d'amélioration du logement populaire. C'est, en effet, au siège des comités de patronage que les intéressés doivent trouver tous les renseignements dont ils ont besoin. Pour favoriser la formation de ces organismes, la loi du 5 décembre 1922 dispose que les départements doivent prendre à leur charge les frais d'installation des comités, ainsi que les frais de déplacement qui leur seraient occasionnés par l'application des textes législatifs (1).

D'autre part, le ministre de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociale a décidé, en 1923, que les Comités de patronage qui auraient obtenu de leur Conseil général une subvention d'au moins 1.000 francs pourraient participer à des encouragements financiers spéciaux prélevés sur le produit des jeux. Ces institutions peuvent donc recevoir des subventions des départements, de la colonie et même des communes, ainsi que des dons et legs.

Il existe actuellement quatre comités de patronage : à Oran, Constantine, Alger, et depuis 1924, Sidi-Bel-Abès. La campagne de propagande entreprise par les trois premiers de ces groupements avait contribué, jusqu'en 1914, à la création de 11 sociétés d'habitations à bon marché (2).

1. Loi du 5 décembre 1922, art. 78.

2. *Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1925*, p. 902.

La guerre a provoqué un arrêt de la construction ; jusqu'à la fin de 1918, les comités de patronage n'ont pu que s'attacher à aider de leur appui les sociétés existant dans leur département et qui se trouvaient en butte aux nombreuses difficultés résultant de la mobilisation d'une grande partie de leurs adhérents. Après la cessation des hostilités, la hausse considérable du prix des matériaux et de la main-d'œuvre a entravé la formation de sociétés nouvelles, dont le nombre est passé seulement de 11 en 1914 à 15 en 1926.

Afin de favoriser la solution d'une crise qui s'annonçait grave, un effort très sérieux fut tenté à Alger même, où deux institutions d'un caractère particulier furent successivement fondées.

En 1919, se créa dans cette ville une société de Crédit immobilier.

Aux termes de la législation en vigueur, les sociétés de crédit immobilier ne peuvent faire aucune opération de construction ou d'achat.

Leur rôle se borne à consentir des prêts hypothécaires aux personnes peu fortunées vivant principalement de leur salaire et qui désirent faire construire une maison salubre, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'une Société d'habitations à bon marché.

Pour les aider dans cette voie, la loi du 5 décembre 1922 a prévu que l'Etat pouvait leur consentir des avances au taux de 2 % lorsqu'il s'agit de prêts à consentir à des sociétés ou à des particuliers.

D'autre part, la municipalité, estimant que la ville d'Alger se devait de donner l'exemple, a décidé, en 1921, la création d'un office municipal d'habitations à bon marché.

Les offices d'habitations à bon marché sont des établissements publics, appelés à jouer un rôle important. D'après la loi de 1922, ces groupements ont pour objet l'aménagement, la construction et la gestion d'immeubles salubres collectifs pouvant comprendre des locaux à usage commun, tels que buanderies, bains-douches, garderies d'enfants, etc..., et même des boutiques à destination commerciale, pourvu qu'il n'y soit vendu aucune boisson alcoolique.

Dans cet ordre d'idées, l'office public d'Alger fit preuve de la plus grande activité. Grâce à ses efforts, 17 maisons de 5 étages à usages d'habitations collectives et comprenant 188 logements avaient été construites de 1921 à 1925. Ces appartements furent loués après enquête et compte tenu de l'âge, de la situation de fortune, des charges de famille et des conditions habituelles d'hygiène de chaque postulant ; à situation égale, un droit de priorité a été réservé aux mutilés de guerre. L'initiative de la Ville d'Alger ne devait pas rester sans écho. Dès 1923, un office public était constitué à Oran.

Et cet exemple fut successivement suivi par Bône, Constantine et Philippeville, ce qui portait au 1^{er} mai 1927 le nombre des offices publics d'habitations à bon marché au chiffre de 5 (1).

1. Rapport de M. Risler. *J. O.* du 3 janvier 1928.

D'autre part, la campagne de propagande activement reprise depuis 1921 a contribué à la création de nombreuses sociétés d'habitations à bon marché dont l'organisation et le fonctionnement sont basés sur les deux principes suivants :

1^o Construire des habitations pour les personnes peu fortunées et ne disposant pas de ressources leur permettant de faire édifier leur logement par leurs propres moyens.

2^o Attribuer les maisons aux sociétaires-locataires acquéreurs, au prix de revient réel de l'immeuble et du terrain, sans chercher à réaliser de bénéfice.

A la fin de 1921, le nombre des groupements d'habitations à bon marché était de 15. En mai 1927, il était passé à 40, répartis de la manière suivante (1) :

I. — *Offices publics d'habitations à bon marché.*

Alger, Bône, Constantine, Oran, Philippeville.

II. — *Sociétés d'habitations à bon marché approuvées et constituées (Forme coopérative).*

ALGER.

Alger. — Le Foyer algérois, la Cité familiale de l'Afrique française, le Foyer des cheminots algériens de l'Etat, le Foyer des cheminots P.-L.-M. d'Alger, le Foyer kabyle, le Foyer des Mutilés d'Alger, la Maison familiale, le Foyer des P. T. T. d'Alger, le Foyer du personnel des écoles d'agriculture et d'industrie de Maison carrée, Société coopérative d'habitations à bon marché, le Foyer familial.

Boufarik. — Ma petite maison.

Orléansville. — Société anonyme coopérative d'habitations à bon marché et bains douches populaires d'Orléansville.

1. Rapport de M Risler.

CONSTANTINE.

- Bône.* — Le Patrimoine coopératif bônois.
Aïn-Beda. — Le Patrimoine coopératif aïn-beïdien.
Bougie. — Le Patrimoine coopératif bougiote.
Bordj Bou Arreridj. — Le Patrimoine coopératif bordjien.
Constantine. — L'Abri familial, le Patrimoine coopératif constantinois.
Guelma. — La Prévoyance guelmoise.
Philippeville. — Le Patrimoine coopératif philippevillois.
Kroubs. — Le Patrimoine coopératif du Kroubs.
Souk-Ahras. — Le Patrimoine coopératif souk-ahrassien.
Ain-Temouchent. — Le Foyer temouchentois.

ORAN.

- Laferrière.* — Le Foyer laferriérois.
Ain-Tedeles. — La Cité ouvrière tédélésienne.
Mascara. — Société d'habitations à bon marché de Mascara.
Oran. — Le Foyer oranais, la Ruche des postes, télégraphes et téléphones d'Oran.
Perregaux. — La Cité du travail.
Sétif. — Le Patrimoine sétifien.
Sidi-Bel-Abbès. — Le Foyer bel-abbésien.
Tlemcen. — Le Foyer tlemcénien.

III. — *Sociétés d'habitations approuvées et constituées*
(Forme anonyme).

ORAN.

- Mostaganem.* — La Cité ouvrière de Mostaganem.
Relizane. — Le Foyer relizanais.

IV. — *Sociétés anonymes de Crédit immobilier.*

ALGER.

- Alger.* — Société de Crédit immobilier d'Alger, 2, rue Portalis.

Nombreux sont aujourd'hui les employés, ouvriers et petits fonctionnaires, logés dans des immeubles salubres ou des maisons à bon marché. Ces bâtiments sont exemptés du paiement de la contribution fon-

cière pour une durée de 15 ans à compter de leur achèvement (1). Les intéressés s'en assurent la propriété par le versement de mensualités égales, parfois même inférieure au loyer qu'ils payaient auparavant, dans des immeubles édifiés sans préoccupation des principes d'hygiène.

Un semblable mouvement, atteignant une telle ampleur, en un laps de temps aussi limité, parmi les difficultés résultant de la situation créée par la guerre, n'a pu se faire en Algérie, comme au reste dans la métropole, sans un important recours au crédit.

L'administration algérienne s'est toujours attachée à favoriser l'action des organismes d'habitations à bon marché, en assurant l'application de la législation et en contribuant à son rayonnement par des encouragements financiers de diverses sortes, dont le mode d'attribution fut récemment modifié.

Jusqu'en 1926, les groupements d'habitations à bon marché recevaient de la Colonie, des départements et des communes, des subventions et des avances remboursables portant intérêt à 2 %. Ils pouvaient également bénéficier de participations par souscription d'actions. Enfin, conformément aux dispositions des lois des 5 décembre 1922 et 31 janvier 1926, la Caisse des Dépôts et Consignations leur accordait des prêts remboursables au maximum en 40 années, à l'occasion desquels le Gouvernement

1. Article 20 de la loi du 31 mars 1922 modifié par l'article 31 de la loi du 1^{er} avril 1926.

général prenait à sa charge le paiement de la différence existant entre le taux d'intérêt consenti par la Caisse des Dépôts et l'intérêt réduit prévu en faveur de ces organismes par la législation en vigueur.

Malgré leur très réelle importance, les sacrifices que s'imposait ainsi le budget de l'Algérie et qui atteignaient au 31 décembre 1925 des chiffres élevés (1) :

Subventions	2.066.228 fr.
Avances	2.650.862 »
Participations	1.750.000 »
Intérêts différentiels	518.642 »

ne représentaient qu'une faible part des capitaux nécessaires. D'autre part, la Caisse des Dépôts, qui avait accordé déjà pour près de 20 millions d'ouverture de crédit, mais dont les ressources sont limitées et qui doit aussi pourvoir aux besoins de nombreux groupements similaires existants dans la métropole, n'est pas toujours en mesure d'accueillir les demandes de prêts émanant des organismes d'Algérie.

Aussi, au cours de leur session ordinaire de 1926, les Assemblées financières algériennes ont-elles décidé :

- 1° De réduire le crédit affecté aux subventions ;
- 2° De supprimer les avances et les participations par souscription d'actions ;
- 3° D'affecter, en principe, la presque totalité des crédits au paiement de l'intérêt différentiel, pour

1. Sans compter l'effort réalisé par les départements et les communes.

les emprunts à contracter soit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, soit — et ceci constitue l'innovation la plus importante — auprès de tout organisme de crédit et même de simples particuliers.

Cette disposition nouvelle obligea le Gouvernement général à trouver de nouveaux prêteurs.

C'est ainsi que fut obtenu l'accord de la Caisse des Retraites des Chemins de fer algériens de l'Etat, qui put satisfaire, en 1928, à toutes les demandes de prêts formulées par les groupements d'habitations à bon marché algériens.

De même, la Caisse des Retraites de l'Algérie fut spécialement autorisée à prêter son concours, en vertu de l'article 15 de la loi de finances du 30 décembre 1927.

Enfin, les organismes emprunteurs ont également obtenu l'appui du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie et du Crédit Foncier de France, sociétés qui opèrent conjointement en Algérie, ainsi que nous l'avons dit précédemment.

Des garanties particulières ont été prévues en faveur des prêteurs. Les prêts sont remboursables au maximum en 30 années pour les Sociétés et en 40 années pour les Offices publics. Le remboursement du capital et le paiement de l'intérêt réduit prévu par la législation sont assurés par les sociétés (3 %) ou par les offices (2.50 %). En cas de carence du débiteur, la commune ou le département doivent garantir le remboursement du prêt et le service de l'intérêt

réduit. La différence entre le taux d'intérêt normal du prêt et le taux légal de l'intérêt réduit est à la charge de la Colonie. Enfin, une hypothèque de premier rang est prise au profit de la ville ou du département intéressé ou au profit de la Société de Crédit Immobilier, si le prêt est accordé par son intermédiaire sur les immeubles à construire au moyen de l'emprunt.

Les locataires acquéreurs doivent souscrire, immédiatement après la signature du contrat et avant le versement des fonds, des assurances en cas de décès auprès de la Caisse Nationale des Retraites. Ces assurances donnent lieu au paiement d'une prime unique incorporée du reste à l'emprunt.

Lorsque le prêteur est autre que la Caisse des Dépôts et Consignations, les groupements emprunteurs doivent soumettre pour étude, le dossier de la demande d'emprunt à la Direction de l'Agriculture du Gouvernement général. Le prêt sollicité ne peut dépasser 75 % du montant des travaux à effectuer, augmenté des primes d'assurances à verser à la Caisse Nationale des Retraites. Le Gouvernement général pourra accorder une avance remboursable directe, par prélèvement sur les crédits budgétaires, ou demander à l'un des organismes de crédit susvisés de consentir l'emprunt sollicité.

Depuis leur création, jusqu'au 31 décembre 1925, les diverses sociétés d'habitations à bon marché avaient eu recours au crédit dans les proportions suivantes :

Avances de la Colonie	1.996.462
— pour prêts à des fonctionnaires	572.800
— pour prêts à des mutilés ou pères de familles nombreuses	81.600
Avances d'autres collectivités	22.200
Crédits ouverts par la Caisse des Dépôts et Consignations :	
Garantis par les départements	5.710.400
Garantis par les communes	13.496.040
Total	21.879.502
En 1926, les avances de la Colonie atteignirent.	445.000 fr.
En 1927 — — — — —	128.600 »

sous forme d'avances de 3.000 francs, sans intérêt, remboursables en 10 ans et consenties en faveur de fonctionnaires, de mutilés ou de chefs de familles nombreuses.

En 1928, les avances atteignirent 35.000.000, dont 32 fournis par la Caisse des Retraites des Chemins de fer algériens de l'Etat et 3 prélevés sur les ressources du budget de la Colonie.

On voit par la différence des chiffres que, en Algérie, un gros effort est actuellement tenté pour résoudre le problème du logement salubre et à bon marché. De 1906, date de création du premier organisme jusqu'à 1927, soit en 22 années, la Caisse des Dépôts mit à la disposition des sociétés une somme voisine de 25 millions qui permit l'édification de 800 maisons individuelles et de 300 immeubles collectifs (1).

En la seule année 1928, 35 millions ont été avancés et ont permis d'entreprendre la construction de

1. *Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1928*, p. 545

250 logements individuels et de 500 immeubles collectifs.

On peut se rendre compte de la vive impulsion qu'a subitement reçue la construction des logements à bon marché, impulsion qui, dès l'année 1928, sera encore accrue par la mise en vigueur de la loi du 13 juillet 1928, dite Loi Loucheur, applicable en Algérie comme dans la métropole.

CONCLUSION

Sauf au cours des toutes premières années qui suivirent la clôture des hostilités, le recours au crédit fut dans les départements algériens toujours large et facile. Sans doute, les difficultés que rencontrait la métropole ne lui permettaient pas d'apporter à la Colonie tout l'appui financier dont elle avait besoin et une certaine raréfaction des capitaux motiva en Algérie comme en France, une élévation du taux de l'intérêt. D'autre part, certains établissements, notamment le Crédit Foncier de France, durent conformer l'importance des prêts accordés à l'exiguité de leurs disponibilités.

Mais un gros effort fut rapidement entrepris qui permit à la colonie de perfectionner son outillage économique. Les moyens de communication furent remis en état et améliorés. L'aménagement des chutes d'eau se poursuit actuellement, en vertu de l'accomplissement d'un vaste programme de travaux publics. La mise en valeur du sol est en sensible progrès; seul le rendement des récoltes est en décroissance du fait de l'augmentation des surfaces cultivées par des indigènes utilisant des modes de culture à la fois rudimentaires et peu avantageuses. Par contre, la

quantité des produits extraits du sous-sol augmente régulièrement. L'amélioration du logement ouvrier fait, de la part du Gouvernement, l'objet d'une surveillance continuelle et d'encouragements nombreux.

Et si la prospérité de l'industrie demeure difficile à assurer, il n'en est pas moins vrai que rien n'a été épargné dans ce domaine. Un organisme de crédit a été spécialement organisé par les soins de l'Institut local d'émission. Mais tous les efforts qui ne cadraient pas avec les possibilités de l'économie algérienne sont demeurés stériles. La Banque industrielle a rapidement tourné son activité vers les industries dérivées de l'agriculture, seule source de richesses vraiment sûre. La création d'un centre métallurgique n'a pu, malgré la décision commune des particuliers et des pouvoirs publics, être efficacement réalisée. Le crédit n'a pourtant pas fait défaut à ces initiatives. Et l'échec de cette tentative permet de constater une fois de plus que l'orientation de l'activité économique d'une région dépend des ressources naturelles dont elle dispose, non de la volonté des hommes. L'Algérie fut et demeure une région agricole. L'industrie ne saurait y être prospère, malgré la présence d'un minerai abondant et riche, car la houille fait défaut. Il est impossible de préparer le fer à des conditions suffisamment rémunératrices. Et l'exportation est le seul moyen de mettre en valeur les richesses du sous-sol algérien.

Par contre, l'agriculture est la grande source de prospérité. Aussi les crédits investis dans les exploi-

tations rurales n'ont-ils jamais donné de résultats décevants. Leur importance même constitue la preuve irréfutable de leur fécond emploi. Des établissements spécialisés existent en grand nombre pour répartir sur le territoire de la colonie toutes les ressources nécessaires. Ils assurent également le recouvrement au dehors du prix de vente des produits exportés.

Le courant commercial vers les autres pays, vers la France notamment, est en effet particulièrement important. Les producteurs métropolitains s'en sont estimés lésés et ont élevé d'amères protestations.

Aussi est-il nécessaire, pour concilier des intérêts dont l'opposition est peut-être plus apparente que réelle, d'avoir une politique agricole sage et réfléchie. La répartition des crédits est appelée à jouer un rôle certain dans l'orientation des mouvements d'exportation et la recherche des débouchés nécessaires. Mais ceci exige une intervention particulièrement discrète et mesurée, basée sur une intelligente coordination des efforts.

Si l'on mesure le chemin parcouru, depuis la fin de la guerre, on trouve qu'il fut considérable, eu égard au temps employé. Non seulement l'Algérie a reconstitué l'ensemble des forces productrices que la guerre avait détruit, mais encore elle dispose de moyens d'action particulièrement amplifiés.

Et cette transformation n'a pu s'opérer sans l'investissement de sommes élevées, que les ressources annuelles de la colonie étaient impuissantes à fournir. Sous toutes ses formes et selon toutes ses modalités,

le recours au crédit a permis d'effectuer les dépenses nécessaires et de répartir la charge des aménagements réalisés entre les diverses générations susceptibles d'en recueillir les fruits. Il est du reste légitime que ceux qui récoltent les avantages des améliorations obtenues supportent également une part des frais entraînés.

Aussi le recours au crédit, tout en permettant la réalisation d'améliorations qui seraient demeurées impossibles autrement, assure une répartition plus équitable des dépenses faites. Mais ceci n'est avantageux que lorsque la politique du jour n'est pas imprudente et ne compromet pas l'avenir par des engagements financiers inconsidérés. En ce qui concerne les départements algériens, la situation actuelle permet, semble-t-il, d'envisager l'avenir sous un jour favorable.

Les ouvertures de crédit accordées aux particuliers prévoient toujours un délai de remboursement suffisamment court pour que l'emprunteur lui-même soit en général celui qui remboursera l'intégralité de sa dette. En tout cas ses descendants immédiats en assureront certainement l'extinction.

Le crédit public n'est utilisé qu'avec une certaine parcimonie. Les emprunts émis dans le public demeurent peu importants ; le recours aux organismes privés et à des établissements privés et à des établissements publics spéciaux est la règle depuis 1918, pour satisfaire aux besoins des collectivités locales. Aussi l'avenir financier n'est point obéré par le

poids d'une dette dont le service pourrait durer plus longtemps que les avantages résultant de la dépense correspondante.

Disposant d'une organisation de répartition du crédit à la fois souple et étendue, dont le rôle correspond bien à la diversité de ses besoins, l'Algérie peut envisager avec confiance le sort économique que lui garde l'avenir.

La race des colons qui surent amener leur pays au point où il est arrivé, n'est pas éteinte. Et dès le lendemain des fêtes de 1930, elle saura se remettre courageusement au travail, après avoir marqué les progrès accomplis en un siècle et avoir reconstitué vaillamment des forces productives dont l'ampleur s'est accrue. Elle assurera ainsi sa richesse personnelle et contribuera puissamment à la prospérité nationale.

Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY.

Vu : le Président de la thèse
E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

A. — OUVRAGES GÉNÉRAUX.

- Lévy (R.-G.)*. — Banques d'émission et Trésors publics. Paris, 1912.
- Martin (Germain)*. — Les problèmes du crédit en France. Paris, 1919.
- Hauriou*. — Droit administratif, 10^e édition.
- Fosseau (J.-B.)*. — Traité du Crédit foncier, 3^e édition.
- Mauchey (G.)*. — Sociétés de Dépôts. Banques d'affaires. Paris, 1918.
- Girault (A.)*. — Principes de colonisation et de législation coloniales, t. IV. Paris, 1927.
- Rist (Ch.)*. — Cours d'Economie politique. Doctorat, année 1925-1926.

B. — OUVRAGES SPÉCIAUX A L'ALGÉRIE.

- Gsell (S.), Marçais (G.), Yver (G.)*. — Histoire d'Algérie. Paris, 1927.
- Bernard (A.)*. — L'Algérie. Paris, 1928.
- Laboubée (S.)*. — Notes sur l'Industrie en Algérie. Alger, 1917.
- Philippar (E.)*. — L'action des banques en matière de colonisation agricole dans l'Afrique du Nord. Paris, 1924.
- Pasquier-Broude*. — La coopération agricole en Algérie. Alger, 1927.
- Berthault (P.)*. — La production des céréales en Afrique du Nord. Paris, 1928.
- La question de la propriété foncière en Algérie, 1925.
- L'Algérie et la production des vins. Paris, 1929.
- Demontès*. — L'Algérie économique.
- Ladreit de Lacharrière*. — La production des colonies. L'Afrique du Nord. Les cahiers du Redressement français. Paris, 1927.
- Falck (F.)*. — L'Algérie. Un siècle de colonisation française. Paris, 1929.

C. — THÈSES.

- Philippar (E.-V.)*. — Contribution à l'étude du Crédit agricole en Algérie. Paris, 1903.
Duménil (Guy). — La Banque de l'Algérie. Paris, 1927.
Bonifay. — La Banque de l'Algérie. Paris, 1926.
Saint-Germès. — La Banque de l'Algérie et le crédit pendant et après la guerre. Alger, 1925.
Salphati. — Le Crédit agricole mutuel en Algérie. Alger, 1924.
Rastany. — Les placements de capitaux français dans les colonies françaises. Paris, 1924.

D. — DOCUMENTS OFFICIELS ET PUBLICATIONS PÉRIODIQUES.

- Exposés de la situation générale de l'Algérie, 1919 à 1928.
Journal officiel de la République française.
Comptes rendus des séances des Délégations financières.
Comptes rendus et rapports du Congrès de l'Eau. Alger, 1928.
Comptes rendus des séances de la Société d'agriculture d'Alger.
Annuaire des Banquiers, 1929.
Recueil des valeurs de l'Afrique du Nord. Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie, 1929.
Statuts et comptes rendus des exercices 1918 à 1928 de :
Banque de l'Algérie.
Crédit foncier de France.
Banque industrielle de l'Afrique du Nord.
Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie.
Compagnie Algérienne.
Crédit algérien.
Revue d'économie politique.
Revue des valeurs de l'Afrique du Nord.
Bulletin du Comité de l'Afrique française.
Le Nord africain.
La Vie financière.
Le Temps.
L'Information.
Sans Fil.
Le Capital.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE	
Les organismes de répartition du crédit.	
CHAPITRE PREMIER	9
La Banque de l'Algérie. — Son rôle. — Dépôts. — Escompte. — Emission. — Renouvellement du privilège.	
CHAPITRE II	31
La Banque industrielle de l'Afrique du Nord. — Constitution. — Loi du 29 décembre 1918. — Son activité depuis 1919.	
CHAPITRE III	46
Les Comptoirs d'Escompte. — Leur rôle. — Décrois- sance de leur importance au début du xx ^e siècle. — Leur activité depuis 1918.	
CHAPITRE IV	55
Le Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie. — Histo- rique. — Le Crédit foncier et agricole d'Algérie. — Organisation actuelle. — Rapports avec le Crédit foncier de France. — Activité commune de ces deux sociétés. — Opérations en participation. — Opérations réalisées par le Crédit foncier de France avec le concours de l'établissement algérien. Acti- vité du Crédit Foncier d'Algérie agissant seul.	
CHAPITRE V	80
A. — Etablissements algériens	80
La Compagnie algérienne. — L'ancienne Société générale algérienne. — Rôle du nouvel organisme. — Son activité depuis 1918. — Le Crédit algé- rien. — Son activité depuis 1918.	
B. — Etablissements métropolitains	91
Utilité des succursales créées en Afrique du Nord. — Le Crédit lyonnais. — La Société générale. — La Société marseillaise de crédit. — La Barclay's Bank. — Importance des opérations réalisées en Algérie par ces sociétés.	
CHAPITRE VI	94
Le Crédit mutuel et coopératif.	
I. — Organismes de crédit agricole	95

Les Caisses locales de crédit agricole mutuel. — Leurs formes, les avantages accordés à leurs membres.	
Les Caisses régionales. — Leur rôle. — Leurs moyens d'action.	
Activités diverses des caisses de crédit agricole. — Leur accroissement depuis 1918. — Liste des caisses agricoles en 1928. — La Caisse foncière agricole, sa création récente.	
II. — Les Banques populaires.....	124
La législation métropolitaine étendue à l'Algérie. — La forme et le rôle des Banques populaires. — Leur organisation. — Leur activité depuis 1923. — Leurs moyens d'action. — Développement de leurs opérations.	
III. — Le Crédit hôtelier.....	135
Sa création en 1928. — La situation antérieure. — La garantie d'intérêt. — Les subventions. — La création du nouvel organisme.	
CHAPITRE VII	142
Les Sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels. — Le crédit aux indigènes. — Sa nature. — Les prêts agricoles. — Les prêts de semences. — Les ressources des sociétés indigènes. — Leur activité.	

SECONDE PARTIE

Le développement de l'Algérie depuis la clôture des hostilités.	
CHAPITRE PREMIER.....	149
La stabilisation du change entre l'Algérie et la Métropole. — Inconvertibilité des deux monnaies. La caisse de conversion de 1878. — Le compte courant du Trésor. — Son fonctionnement au cours des hostilités et depuis la guerre. — Variations de son solde. — Limitation de la perte au change.	
CHAPITRE II.....	161
Le Crédit public. — Souscription de la Colonie aux Emprunts d'Etat. — Formation d'une richesse mobilière. — Les emprunts algériens. — Leur utilisation.	
CHAPITRE III.....	169
L'amélioration de l'outillage algérien depuis 1918. — Les chemins de fer. — Les chutes d'eau. Les ports. — Les réseaux téléphoniques. — Les programmes	

successifs. — Les crédits accordés. — Les ressources sur fonds d'emprunts. — Le Congrès de l'eau.

CHAPITRE IV..... 184

Le crédit à l'agriculture et la mise en valeur des terres.

— Les produits de la terre. — Céréales. — Répartition de la propriété du sol. — Les prêts fonciers, les crédits de campagne, le crédit mutuel. — Essor des entreprises à forme coopérative. — Le vignoble. — Accroissement des récoltes. — Les intérêts métropolitains opposés aux intérêts coloniaux. — Nécessité d'une politique vinicole.

CHAPITRE V..... 200

Le crédit en faveur de l'industrie. — Pénurie de la force motrice : charbon, chutes d'eau, pétrole.

— Richesse minérale du sol : fer, phosphates. — L'industrie algérienne en 1928. — Décadence des métiers indigènes. — Extension des entreprises dérivées de l'agriculture. — Rôle de la Banque de l'Algérie et de la Banque industrielle. — Son insuffisance dans certains cas spécialisés : le Crédit hôtelier, le Crédit maritime. — Insuffisance de disponibilités des petits exploitants en 1919. — Intervention de la Société « Minerais et Métaux ».

CHAPITRE VI..... 212

Le crédit aux œuvres sociales. — Les habitations à bon marché. — La législation en vigueur. —

La loi du 5 décembre 1922. — Les comités de patronages. — Leur action jusqu'en 1914. — Les tentatives faites à Alger : la Société de Crédit immobilier. — Les offices municipaux d'Alger, Oran, Bône, Constantine, Philippeville. — Les sociétés d'habitations à bon marché. — Leur rôle. — Leur nombre en 1927. — Fruits de leur activité. — Nécessité du recours au crédit. — Les encouragements de la Colonie. — Leur forme jusqu'en 1926. — Rôle de la Caisse des Dépôts et Consignations — Modification du régime en vigueur. — Garantie du paiement de la différence d'intérêt. — Les nouveaux prêteurs. — Sûretés dont sont entourées leurs avances. — L'effort réalisé jusqu'en 1925. — Impulsion nouvelle. — Les travaux entrepris en 1928.

CONCLUSION..... 225

BIBLIOGRAPHIE..... 231

